

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Rémy Janneau, Frank La Brasca, Michel Lefebvre, Jean-Jacques Marie, Roger Revuz.

Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier*
c/o Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes
36, rue de Picpus - 75012 Paris.
Adresse mail : jj.marie@club-internet.fr
Imprimerie PELLEGRINO :
Parc de Viry - 7, rue de Ris - 91170 Viry-Châtillon

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 116 à 144 pages)

Prix du numéro : **10 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **35 euros** ;

- Etranger : Europe : **38 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Abonnement de soutien : **50€** euros et plus

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Chèques à l'ordre des *Cahiers du Mouvement Ouvrier*

A renvoyer à Hélène Stern, 18 rue Ferrus - 75 014 Paris

A nos lecteurs :

Afin de maintenir l'équilibre financier de la revue, le Comité de rédaction des Cahiers du mouvement ouvrier, lors de sa réunion du jeudi 8 mars 2018, a décidé d'augmenter le prix de vente au numéro qui passe de 9 à 10 euros. Et l'abonnement annuel augmente également, passant de 32 à 35 euros.

Merci de votre compréhension.

Les Cahiers du mouvement ouvrier ont besoin de l'opinion de leurs lecteurs !

Ecrivez-nous à : jjmarie@club-internet.fr

Les Cahiers du mouvement ouvrier

Revue trimestrielle publiée par le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier* (CCMO)

Bientôt un site internet !

La revue trimestrielle *Cahiers du mouvement Ouvrier* (CMO) a été créée en 1998 à l'initiative des historiens du mouvement ouvrier et révolutionnaire Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine (décédé en cette même année 1998).

L'ouverture récente des archives soviétiques autorisait alors un regard neuf sur une histoire longtemps mutilée ou déformée tant par les staliniens que par l'historiographie bourgeoise. Le champ de recherche de la revue s'est par la suite progressivement élargi mais son objectif n'a jamais varié : promouvoir, quel que soit le sujet traité, une histoire honnête, solidement documentée et débarrassée des falsifications.

Des articles, des dossiers, des documents souvent inédits, parfois difficilement accessibles, fournissent au lecteur des éléments solides et fiables de réflexion et d'analyse.

En outre, chaque numéro de la revue comprend une rubrique intitulée « Chronique des falsifications » qui s'efforce (en vain tant la matière abonde) de recenser toutes les approximations, erreurs, omissions et mensonges délibérés par lesquels la classe dominante continue à mener le combat contre une histoire porteuse de la promesse d'un monde nouveau.

Consciente du fait qu'il faut aujourd'hui élargir et améliorer les outils nécessaires à ce combat pour préserver la mémoire du mouvement ouvrier et en assurer une meilleure connaissance de la part des professeurs, des jeunes, des militants, des érudits, des passionnés d'histoire et plus largement encore de tous ceux qui surfent maintenant régulièrement sur Internet, en quête d'informations et de documents, l'équipe de rédaction et le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier* (CCMO) qui assure la diffusion de la revue ont décidé de se doter, en outre, d'un site qui devrait être pleinement fonctionnel au printemps 2018.

Si la classe ouvrière devenait ignorante de son histoire, elle serait malheureusement condamnée à la répéter !

Défendre cette histoire est donc un acte militant et le meilleur des soutiens est la fréquentation régulière de notre site actuellement en cours d'élaboration.

À l'occasion du deux centième anniversaire de la naissance de Karl Marx

Les CAHIERS DU MOUVEMENT OUVRIER

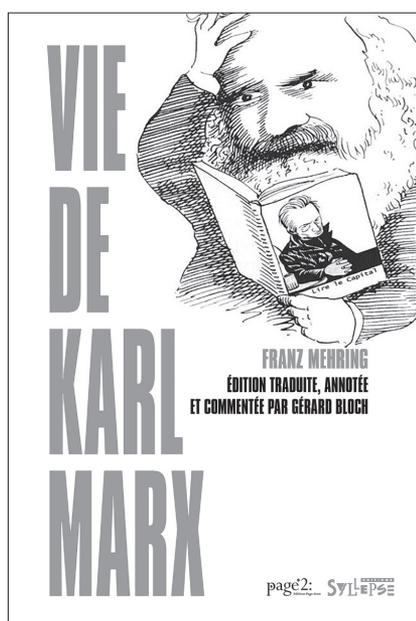
invitent à leur conférence à l'AGECA

177, rue de Charonne (métro Alexandre-Dumas et Charonne)

le samedi 7 avril, de 14 heures à 17 heures

Jean-Numa Ducange - historien

François de Massot - ancien président du CERMTRI



J. N. Ducange est le préfacier de la nouvelle édition (sortie en mars 2018) de l'édition allemande de la biographie de Karl Marx, publiée en 1918 pour le centième anniversaire de la naissance de Marx, écrite par le social-démocrate allemand de gauche Franz Mehring, mort le 29 janvier 1919, deux semaines après l'assassinat de ses camarades Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

François de Massot, ancien président du CERMTRI, militant trotskyste, qui a côtoyé Gérard Bloch et milité à ses côtés pendant plus de trente ans évoquera sa personne et son activité.

Cette nouvelle édition est enrichie d'un énorme appareil critique rédigé par Gérard Bloch, militant trotskyste, auteur de la traduction et des notes de l'édition de 1984. Tout son travail n'avait pu être intégralement publié alors. C'est chose faite avec la nouvelle édition de 2018.

Cet appareil critique, outre les précisions, les corrections, les ajouts suscités par les découvertes faites depuis la rédaction de la biographie de Mehring, débusque les innombrables falsifications dont l'œuvre de Marx a inlassablement été l'objet afin d'en atténuer, d'en déformer, d'en caricaturer voire d'en nier la portée à la fois scientifique et révolutionnaire.

Sommaire

des Cahiers du mouvement ouvrier n° 77

- Des nouvelles du site _____ p. 3
- Conférence des *Cahiers du mouvement ouvrier*. _____ p. 4

Les décrets du gouvernement bolchevique

- Les décrets du gouvernement de Lénine (suite du numéro 76) _____ p. 8

De la Constituante à la "paix des bandits"

- Présentation du numéro 77 par Jean-Jacques Marie _____ p. 15
- Chronologie du 4 janvier au 15 mars 1918 _____ p. 21
- Biographies de militants : Pavel Dybenko, Yvan Rakhia, Arkady Rosengoltz,
Timothée Sapronov, Y.N. Smirnov, Mikhail Lachevitch _____ p. 26

Le débat dans un Parti bolchevique au bord de la scission (documents)

- Preobrajenski : « *Pourrons-nous mener la guerre révolutionnaire ?* » _____ p. 31
- Discours de Tchernov à l'Assemblée constituante _____ p. 33
- La réponse de Boukharine au nom des bolcheviks _____ p. 42
- Raskolnikov : la paix de Brest-Litovsk _____ p. 46
- Procès-verbal de la réunion du comité central du Parti bolchevique
du 11 (24) janvier _____ p. 47
- Lénine : la phrase révolutionnaire _____ p. 52
- Souvenirs de Dingelstedt : la discussion chez les soldats
et dans le Parti bolchevique _____ p. 55
- Volodarski : « *Il faut signer la paix de Brest-Litovsk !* » _____ p. 58

L'anarchisme et la révolution russe

- Notes sur l'anarchisme en Russie par J.J. Marie _____ p. 63
- Lettre ouverte de Victor Serge à ses amis anarchistes (août 1920) _____ p. 66

Les femmes dans la révolution russe

- Interview de Jean-Jacques Marie sur son dernier livre : *Les Femmes dans
la révolution russe*, accompagnée de huit courtes biographies et photos _____ p. 73

En défense de la révolution d'Octobre 1917

- Extraits d'un article de *Lutte des classes*, mensuel de *Lutte ouvrière*,
sur la révolution d'Octobre, le PCF et Olivier Besancenot _____ p. 83
- La révolution russe vue par les manuels scolaires (seconde partie) _____ p. 87
- A propos de « *Lénine et l'or allemand* » et de l'exposition de la BDIC
aux Invalides par J.J. Marie _____ p. 103

Sommaire (suite)

Un texte fondamental de Trotsky

– Syndicalisme et communisme _____ p. 108

Le combat contre les falsifications

– Communiqué des *CMO* : une minable et grotesque falsification _____ p. 116

– Historienne ou racleuse de poubelle ?

A propos d'une autre falsification - par J.J. Marie _____ p. 117

Notes de lecture

– Oleg Khlevniuk, *Staline* - critique de J.J. Marie _____ p. 120

Perles

– « *La nonne et le syndicaliste* » : échange épistolaire entre une sœur visitandine
et Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT _____ p. 123

**Les décrets
du gouvernement
bolchevique**
(suite du numéro 76)

Les premiers décrets du gouvernement des commissaires du peuple

Règlement obligatoire de la Douma municipale de Petrograd sur la durée du travail des employés dans les entreprises commerciales et industrielles, sur l'ouverture et la fermeture des entreprises commerciales et des bureaux (*Izvestia*, 23 mars 1918, n° 5)

1. Conformément au décret du Conseil des commissaires du peuple, la journée de 8 heures est instituée pour tous les employés travaillant dans les entreprises commerciales et industrielles. La journée de travail pour les personnes occupées dans les bureaux est de 6 heures seulement.

2. Le travail dans tous les établissements commerciaux, dépôts, magasins, boutiques etc., commence à 10 heures du matin au plus tôt et se termine à 6 heures du soir au plus tard. Dans les marchés, le commerce commence à 7 heures du matin au plus tôt et se termine à 3 heures de l'après-midi au plus tard. Les bureaux sont ouverts à 10 heures du matin et fermés à 4 heures.

3. Les employés des établissements commerciaux et des bureaux ont droit à tour de rôle à une interruption de travail d'une heure au moins pour prendre leur repas.

4. Le commerce est interdit les dimanches et les jours fériés prolétaires.

Remarque. – Les magasins vendant du pain peuvent être ouverts les dimanches de 9 heures du matin à midi, avec autorisation des organes de répartition. Cette mesure est instituée provisoirement jusqu'à solution de la crise d'approvisionnement.

5. Les adolescents de 14 à 18 ans ne peuvent être occupés plus de six heures par jour.

6. Le travail des enfants au dessous de 14 ans est interdit.

Remarque. – Les apprentis au dessous de 14 ans actuellement en service ne sont pas renvoyés ; ils ne travailleront que quatre heures par jour.

7. L'exécution du présent règlement incombe à l'inspection du travail, et, jusqu'à sa création, à des fondés de pouvoirs spéciaux élus par les employés des entreprises commerciales et industrielles ; ces fondés de pouvoirs fonctionnent à Petrograd et doivent être enregistrés par le conseil de Petrograd des unions professionnelles.

Décret provisoire sur les congés (*Commune du Nord*, 20 juin 1918)

1. Les ouvriers et les employés de toutes sortes, occupés dans une entreprise, une institution ou chez un particulier depuis plus de six mois sans interruption, ont le droit d'obtenir une fois dans le courant de l'année un congé, en conservant leur traitement qu'ils toucheront d'avance.

Remarque. – Dans la période de six mois sans interruption sont comptés les jours de travail dans une autre entreprise appartenant à un même propriétaire ou dans les différentes institutions de la République russe des soviets.

2. Pendant l'année 1918, la durée du congé est fixée à deux semaines.

3. Le congé doit être indiqué dans les livrets de comptes ; là où les livrets n'existent pas, il est noté dans le dossier de l'ouvrier ou de l'employé, ou dans un autre document correspondant.

4. Un travail payé est interdit pendant le congé.

5. Les congés peuvent être délivrés pendant toute l'année. Leur tour est établi par un accord entre l'employeur, l'administration de l'entreprise ou de l'institution et les représentants élus des ouvriers et des employés par catégories, de façon que la marche normale des travaux et des occupations ne soit pas entravée dans les entreprises et les institutions.

6. Si l'ouvrier ou l'employé ne profite pas du congé auquel il a droit, il n'est pas fondé à demander un salaire supplémentaire.

7. Les congés provoqués par des circonstances extraordinaires sont donnés suivant les dispositions de l'article 5 du présent règlement.

8. Le règlement ne concerne pas les

congés délivrés par les caisses d'hôpital.

9. Pour l'année 1918, en raison des graves difficultés éprouvées par le pays, toutes les dispositions prises par les autorités locales des conseils ou des administrations distinctes concernant une plus longue durée de congé sont annulées.

10. Le commissaire du Travail a le droit de fixer un congé plus long dans les entreprises où le travail est particulièrement nuisible à la santé.

11. Le règlement présent entre en vigueur dès le jour même de sa publication.

Le président du Conseil des commissaires du peuple :

V. Oulianov-Lénine

Le directeur des affaires du conseil :

V. Bontch-Brouevitch

Le secrétaire du Conseil :

N. Gorbounov

Ravitaillement, organisation et approvisionnement

Règlement concernant la répartition des citoyens de la ville de Petrograd en catégories alimentaires à partir du 1^{er} janvier 1919

(Commune du Nord, 20 décembre 1918, n° 184)

Toute personne ayant droit à une carte de 1^{ère} ou de 2^{ème} catégorie est tenue de présenter à la section statistique du sous-rayon un certificat indiquant le lieu du service, le genre d'occupations ou autre motif légitimant le droit à une carte d'une des catégories supérieures (âge pour les enfants, etc.). Ne seront valables que les certificats délivrés : 1. Aux ouvriers, par les comités de fabriques ou d'usines, ou par les unions professionnelles. 2. Aux employés des institutions publiques, par les mêmes institutions. 3. A tous les autres employés et aux

personnes des professions libres, par les unions professionnelles. 4. Aux agents responsables des institutions des soviets, par les collègues dirigeants sous deux signatures au moins. 5. A tout le personnel soignant des malades des sections contagieuses des hôpitaux et des ambulances, par le médecin - chef de l'hôpital ou de l'ambulance. 6. Au personnel armé du service de garde, par le commandant de cette garde. 7. Aux ouvriers sans travail membres d'unions professionnelles, par ces unions, et à ceux qui ne sont pas inscrits dans les unions, par les comités d'usine ou par l'institution où le sans-travail a été occupé en dernier lieu ; dans le dernier cas, la présentation de la carte d'enregistrement à la bourse du travail est de rigueur. 8. A la jeunesse scolaire, par la direction de l'école. 9. Aux femmes nourrices ou enceintes (à partir du

5^{ème} mois), par les médecins publics, c'est-à-dire par un médecin employé au service de l'Etat. 10. Aux invalides militaires, par les organes de l'assurance sociale, et aux invalides en général, par les médecins publics, la mesure d'incapacité au travail devant être signalée dans le certificat. 11. Aux ménagères ayant droit à la 1^{ère} catégorie, aux enfants, aux mineurs, aux membres de la famille portés dans la 2^{ème} ou la 3^{ème} catégorie par le comité des pauvres de la maison. 12. Dans tous les cas non prévus ci-dessus, par le comité des pauvres de la maison, avec législation nécessaire du certificat par le soviet du rayon.

Remarque : Les certificats des unions professionnelles ne sont valables que si ces unions sont représentées au Conseil des unions professionnelles.

Les certificats seront obligatoirement délivrés sur les formules établies par le commissariat de l'Alimentation.

Le classement dans la 1^{ère} et dans la 2^{ème} catégorie sera fait dans les organes alimentaires du sous-rayon, par des personnes spécialement désignées.

Pour application plus uniforme dans toute la ville de Petrograd de la nouvelle liste des catégories alimentaires, il ne sera procédé à la répartition des citoyens dans la 1^{ère} ou la 2^{ème} catégorie, dans les organes alimentaires des sous-rayons, que sous le contrôle immédiat de la commission pour la mise en pratique du rationnement par classes ; les indications de cette commission seront obligatoires pour les organes des services alimentaires.

Tous les certificats délivrés conformément aux règles en vigueur doivent être remplacés par de nouveaux dans le délai fixé par la section statistique.

Les personnes n'ayant pas droit à la 1^{ère} ou à la 2^{ème} catégorie, ou qui n'auront pas présenté de certificat, recevront des cartes alimentaires de la 3^{ème} catégorie.

Liste des catégories alimentaires par professions

PREMIERE CATEGORIE

Travaux de force.

Femmes nourrices et enceintes (depuis le 5^{ème} mois). Femmes ménagères sans domestique dans les familles comptant

trois membres au moins. Ménagères ayant à soigner un consommateur incapable de travailler (estropié, enfant ou vieillard de plus de 55ans).

Enfants de 1 à 13 ans.

Tout le personnel armé du service de garde des institutions et bâtiments sociaux et publics, dans le cas où ils ne reçoivent pas de traitement en nature.

Invalides militaires et invalides du travail ne se trouvant pas dans des asiles ou des hospices ; personnes âgées de plus de 55 ans.

Toutes les personnes employées dans les hôpitaux et ambulances pour contagieux.

DEUXIEME CATEGORIE

Tous les salariés en général.

La jeunesse scolaire.

Les mineurs de 12 à 16 ans.

TROISIEME CATEGORIE

Personnes employant la main- d'œuvre salariée.

Personnes vivant du revenu du capital ou d'entreprises de toutes dénominations.

Personnes exerçant des professions libres (juristes, médecins, hommes de lettres, etc.) et tous les citoyens ne répondant pas aux deux premières catégories.

Remarque : 1. Les agents responsables des institutions des soviets travaillant sans limitation de la journée de travail ou sans rémunération des heures supplémentaires reçoivent des cartes de la 1^{ère} catégorie contre certificats du collège dirigeant. 2. Les enfants au-dessous d'un an reçoivent une carte de lait au lieu de la carte de pain. 3. Les sans-travail jouissent des droits égaux à ceux des travailleurs. 4. Les membres des familles des personnes des deux premières catégories reçoivent des rations de la deuxième catégorie, à moins qu'ils n'aient personnellement droit à la catégorie supérieure.

Instructions pour l'application de la liste des catégories alimentaires par professions

1^{ère} catégorie, § 3. Les enfants de 1 à 12 ans sont subdivisés en plusieurs catégories d'âge et reçoivent des cartes qui

leur facilitent l'acquisition de produits particulièrement nécessaires au développement de l'organisme infantile.

1^{ère} catégorie, § 5 On sous-entend sous la dénomination générale d'invalides toutes les personnes ayant perdu 50 pour 100 au moins de leur capacité de travail, quelle qu'en soit la cause (estropiés de naissance ou par accident, etc.).

2^{ème} catégorie, § 2. Ne sont compris sous la dénomination de jeunesse scolaire que les élèves des établissements du commissariat de l'Instruction publique. Les personnes qui suivent tels ou tels cours spéciaux ne peuvent se réclamer de ce paragraphe.

3^{ème} catégorie, § 1. On ne sous-entend sous la dénomination de personnes employant la main-d'œuvre salariée que celles qui exploitent le travail salarié pour en tirer des bénéfices.

3^{ème} catégorie, § 3. Les personnes exerçant des professions libérales sont classées dans la 2^{ème} catégorie lorsqu'elles sont inscrites comme membres d'unions professionnelles représentées au conseil des unions professionnelles.

1^{ère} catégorie, § 2 et 2^{ème} catégorie, remarque 4. La ménagère est comptée dans le nombre des membres de la famille.

Explication à la remarque 1. Sont compris sous la dénomination d'agents responsables des institutions des soviets tous les administrateurs responsables tels que : administrateurs d'institutions, secrétaires généraux, directeurs de bureaux et sections autonomes relevant de tel ou tel ressort, en un mot toutes les personnes dont les emplois sont compris dans le premier groupe (décret du conseil des commissaires du peuple concernant la rémunération du personnel des institutions des soviets, les *Izvestia*, 18 octobre 1918, n° 227). Les spécialistes de toute sorte touchant des traitements majorés ne sont pas considérés comme agents responsables et n'ont conséquemment aucun droit aux cartes de la première catégorie.

La présente liste sera mise en vigueur, sans aucune exception, à partir du 1^{er} janvier 1919.

Pour le commissaire à l'Alimentation :
A. Legkich
Le secrétaire général : N. Hamilton

Radiogramme adressé à tous les comités alimentaires de gouvernements, à tous les communistes travaillant dans les localités pouvant fournir du pain
(Commune du Nord, 20 décembre 1918, n° 184)

Le commissariat populaire de l'Alimentation a enjoint à tous les comités alimentaires de gouvernements, par son télégramme n° 8320, du 10 décembre, signé « Brukhanof », de recommencer immédiatement l'envoi à Petrograd de trains alimentaires directs.

Cependant, pas un seul train n'est arrivé jusqu'à présent.

Petrograd souffre déjà de la faim. Il est à la veille des jours les plus durs.

La famine ne peut-être justifiée par le manque de pain en province. Ce n'est pas le pain qui manque, c'est qu'on songe trop peu à Petrograd. Nous nous trouvons déjà dans une situation analogue à celle de l'hiver dernier : les conditions d'existence à Petrograd sont devenues actuellement extrêmement difficiles.

Le conseil de Petrograd vous adresse, camarades, la prière que voici : faites tout ce qui est humainement possible, sans perdre la moindre seconde, pour expédier incessamment des trains directs à Petrograd.

Le président du conseil de Petrograd :
G. Zinoviev

Rations de pain pour la population du gouvernement de Petrograd
(Commune du Nord, 21 décembre 1918, n° 185)

RATION RENFORCEE :
TROIS QUARTS DE LIVRE

Ouvriers occupés à la coupe des bois, à l'extraction de schistes combustibles ou de la tourbe. Ouvriers des usines : d'Ijora, de Schiusselbourg, de Sestroretsk. Aliénés de la maison de santé Sivoritski.

PREMIERE CATEGORIE :
DEMI-LIVRE

Tous les ouvriers des fabriques et usines. Employés et ouvriers des postes et télégraphes. Malades hospitalisés dans

les hôpitaux, ambulances, infirmeries, hôpitaux d'enfants, asiles de vieillesse. Femmes nourrices. Femmes enceintes de 4 mois. Enfants des ouvriers des usines et fabriques âgés de 3 à 14 ans. Pensionnaires des asiles d'enfants et des internats scolaires. Enfants de l'âge précité des villes, des bourgs et des villages. Personnes exerçant, à titre de métier, des travaux manuels dans les villes. Détenus. Ménagères s'acquittant d'un travail manuel de ménage (famille de 4 personnes, y compris la ménagère). Employés des institutions des soviets travaillant sans limite d'heures (agents responsables). Arpenteurs, infirmiers, agents d'assurances, personnel enseignant, vétérinaires et tous autres ouvriers qualifiés en service actif.

**DEUXIEME CATEGORIE :
UN QUART DE LIVRE**

Travailleurs intellectuels, employés de comptoirs et membres de leurs familles. Elèves de plus de 14 ans. Membres non occupés de travaux manuels du ménage des familles des ouvriers de fabriques et d'usines. Population agricole n'ayant pas d'approvisionnements de réserve. Personnes exerçant des métiers manuels dans les cantons et les villages.

**TROISIEME CATEGORIE :
UN HUITIEME DE LIVRE**

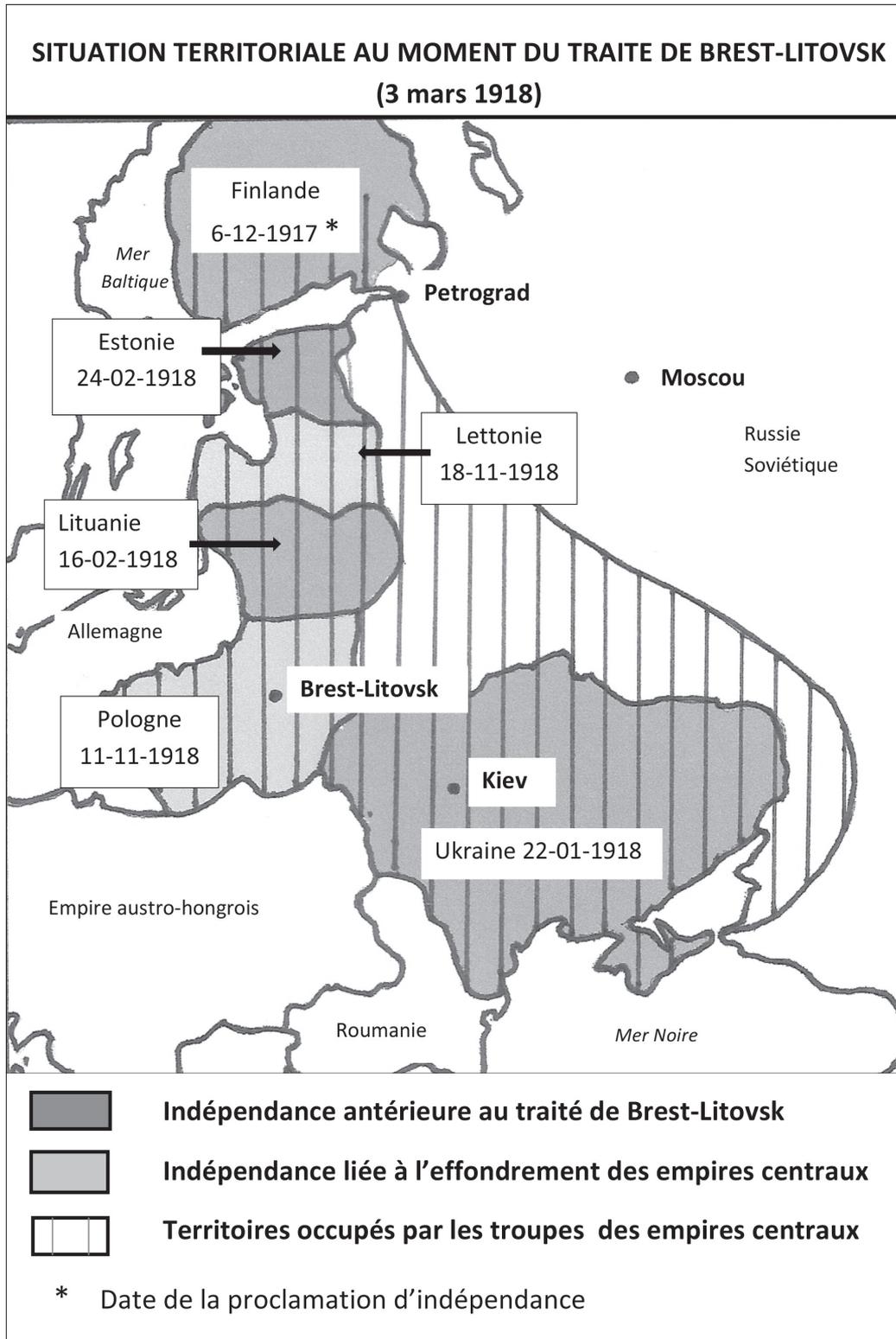
Personnes employant des salariés pour réaliser des bénéfices. Personnes subsistant de leurs ressources ou de revenus de capitaux. Clergé de tous les cultes. Tous les marchands. Le pain peut être délivré en outre, d'après les normes de la 3^{ème}

catégorie, aux réfectoires populaires, pour être servi aux repas, à condition que n'y ait droit d'entrée que la population ouvrière, avec exclusion des autres éléments actuellement admis.

Est aussi autorisée la délivrance de rations supplémentaires, d'après la norme de cette catégorie, dans les réfectoires d'enfants et dans les écoles, pendant les déjeuners chauds. La répartition ci-dessus n'oblige aucunement le commissariat gouvernemental de l'alimentation à délivrer nécessairement le pain ou ses succédanés d'après les normes précitées, lesquelles ne sont destinées qu'à servir de guide pour la répartition de la population en groupements uniformes, travail qu'il importe de faire de toute urgence. Si les quantités de pain fournies par le commissariat se trouvent être insuffisantes pour satisfaire toutes les catégories de consommateurs, il y aura lieu de ne délivrer que des rations réduites, en se conformant, toutefois, à l'ordre de succession des divers groupes adopté pour chaque catégorie dans la liste de répartition ci-dessus, tout en ayant en vue la nécessité de satisfaire pleinement, en tout premier lieu, les besoins de la population ouvrière des fabriques et des usines, ainsi que des établissements d'alimentation publique, et, en second lieu, ceux de la population agricole ne possédant pas de réserves d'approvisionnements.

**Le commissaire à l'Alimentation
du gouvernement de Petrograd**

De la Constituante à la “paix des bandits”



« Perdre des territoires pour gagner du temps. » LÉNINE

Brest-Litovsk

par Jean-Jacques Marie

Dès le retour de Lénine en Russie le 3 avril 1917, les bolcheviks n'avaient cessé de lutter pour mettre fin à la guerre et d'accroître leur influence dans les troupes et plus largement dans la population qui n'en voulait plus. L'ambassadeur de France à Petrograd, Noulens, hostile à toute paix séparée entre la Russie et les puissances centrales, note pourtant : « *La Russie tout entière, sans distinction d'opinion, aspirait à la cessation immédiate des hostilités* » (1). Le 14 novembre, le haut commandement allemand accepte d'engager des pourparlers de paix ; le gouvernement soviétique propose aux dirigeants des pays alliés d'ouvrir une négociation générale le 1^{er} décembre. Il ne reçoit aucune réponse. La presse des Alliés dénonce la collusion entre les bolcheviks et le Kaiser. Le 18 novembre, la délégation soviétique signe à Brest-Litovsk – à moitié en ruines – une trêve de trois semaines, puis, le 2 décembre, un armistice. Les pourparlers de paix s'ouvrent le 9 décembre.

Le 8 décembre, Trotsky rédige un rapport angoissé sur les pourparlers. Il faut, dit-il, négocier avec le Kaiser dans l'attente de la révolution internationale, mais l'échec est possible ; dans ce cas, ajoute-t-il, « *notre souvenir se transmettrait de génération en génération et éveillerait nos enfants à une lutte nouvelle* ». L'issue des négociations tient, dit-il, à l'intervention décisive de la classe ouvrière allemande. Mais si elle ne bouge pas, « *si ce silence de mort devait régner plus longtemps sur l'Europe, si ce silence devait donner au Kaiser la possibilité de nous attaquer et de nous dicter des conditions injurieuses pour la dignité révolutionnaire de notre pays, je ne sais pas alors, avec la désorganisation de notre économie et le chaos engendré par la guerre et les bouleversements intérieurs, si nous pourrions continuer à combattre* ». Et si les Allemands proposent une paix inacceptable ? Alors, répond-il, « *nous irions*



Traité de Brest-Litovsk le 15 décembre 1917. À droite, la délégation russe, à gauche, la délégation allemande. D.R

devant l'Assemblée constituante et nous lui dirions : voici les conditions que l'on veut nous imposer, qu'en pensez-vous ? Et

(1) Joseph Noulens, *Mon Ambassade en Russie soviétique*, Plon, 1933, tome 1, pp. 169 et 171.

si l'Assemblée constituante acceptait ces conditions, le Parti bolchevique se retirerait en disant : *cherchez un autre parti pour signer une paix à ces conditions-là* » et : « *Si, à cause de la ruine de notre économie, nous ne sommes pas capables de combattre (...), alors nous dirons à nos camarades étrangers : la lutte ne sera pas pour autant terminée ; elle sera simplement repoussée, comme ce fut le cas en 1905* » (2). Ce discours angoissé annonce les déchirements qui vont ravager les sommets du Parti bolchevique dans les discussions sur la paix.

L'armée russe continue à partir en lambeaux ; ses soldats, chaque jour, désertent et rentrent chez eux. Le chef de la mission militaire française, le général Niessel, doit constater : « *Dès cette époque, il n'y avait plus de corps de troupes cohérents* » (3). Les Allemands le savent. Les bolcheviks négocient donc en position de faiblesse. Ils veulent que les négociations se déroulent en terrain neutre. Les Allemands imposent Brest-Litovsk occupée par leurs troupes. La délégation allemande manœuvre une délégation soviétique intimidée qui prend ses repas en commun avec elle. À la fin de décembre, la trêve est renouvelée, Trotsky prend alors en charge les négociations et le ton change. Trotsky, convaincu que l'armée est hors d'état de se battre, s'attache à faire traîner en longueur les discussions le plus longtemps possible pour démontrer au mouvement ouvrier international qu'il ne s'agit pas de la comédie réglée à l'avance entre le Kaiser et les bolcheviks que stigmatise la propagande des Alliés.

Le 3 janvier, Lénine, jugeant « *discutable* » sa tactique de prolongation systématique des discussions, invite Trotsky à revenir d'urgence à Petrograd ; le 4 janvier, la grève générale secoue Varsovie, occupée par les troupes allemandes, et Vienne où, quatre jours durant, la capitale est submergée par les manifestations de femmes affamées ; les ouvriers de Berlin en grève paralysent alors les usines de la capitale et élisent des « *délégués révolutionnaires* ». Mais, malgré l'ampleur croissante du rejet de la guerre, le régime monarchique ne vacille encore ni à Berlin ni à Vienne. Lénine y voit la possibilité de

faire durer encore les négociations mais ne modifie pas sa volonté de signer la paix pour souffler un moment.

Le 5 janvier se réunit l'Assemblée constituante. Sa majorité S-R, fantôme du gouvernement provisoire failli, refuse de confirmer les décrets du congrès des soviets et s'oppose à une paix séparée. Le gouvernement la dissout.

Une âpre discussion sur la guerre et la paix conduit le Parti bolchevique au bord de l'explosion. Les Allemands veulent annexer la Pologne, la Lituanie et la Lettonie, qu'ils occupent. Lénine veut accepter le diktat allemand pour sauver la révolution d'une défaite militaire inéluctable. Pour lui, l'armée paysanne russe, épuisée et affamée, est incapable de se battre contre une armée, mais est parfaitement capable, après les premières débâcles, de se retourner contre le gouvernement et de le renverser. Or la situation internationale ne permet absolument pas de prévoir le moment probable de l'explosion révolutionnaire en Europe. Le gouvernement soviétique n'a donc le choix qu'entre accepter la paix annexionniste ou engager la guerre révolutionnaire. Toute solution moyenne, tout nouvel attermoisement sont impossibles. La gauche bolchevique rejette le diktat allemand. Le comité de Moscou, hostile à l'insurrection en Octobre, demande même, le 28 décembre, « *une guerre sans merci contre la bourgeoisie du monde entier* ». Tout se concentre sur une question : où en est la révolution en Allemagne, plaque tournante, pour Lénine et les bolcheviks, de la révolution européenne dont Octobre n'est que la première étape ? Le « retard » de la révolution allemande est la toile de fond de la discussion sur la paix séparée.

Une réunion de quatre cents cadres communistes du soviet de Moscou accorde 13 voix à la position de Lénine et 387 aux partisans de la « guerre révolutionnaire », qui compensent l'absence d'armée par des slogans. Le 8 janvier, lors d'une réunion d'une soixantaine de cadres du parti de

(2) Léon Trotsky, *Sotchinenia*, vol. 3, t. 2, pp. 213-217.

(3) Niessel, *Le Triomphe des bolcheviks et la paix de Brest-Litovsk*, Paris, Plon, 1940, p. 143 ; cf. pp. 142 et 179.

Petrograd, la position de Lénine recueille 15 voix, celle de la gauche 32, et Trotsky 16 voix sur sa proposition : « *Déclarer qu'il est mis fin à l'état de guerre, démobiliser l'armée et la renvoyer dans ses foyers mais ne pas signer la paix.* »

Le 11, la réunion du comité central, dont nous reproduisons le procès-verbal à la suite de cette présentation, est pour le moins tendue. Finalement, le comité central **repose la guerre révolutionnaire à une écrasante majorité et adopte la proposition** soumise par Lénine « *d'ajourner par tous les moyens la signature de la paix* » et, signe de confusion, il adopte en même temps par 9 voix contre 7 la proposition de Trotsky : « *Nous cesserons la guerre sans conclure la paix et nous démobilisons l'armée* » (4). Pour Lénine, **démobiliser l'armée sans conclure la paix**, c'est aller trop loin : il vote contre. C'est donc avec ce double mandat que Trotsky repart à Brest-Litovsk.

Trois jours plus tard, la gauche se déchaîne. Le comité de Moscou, unanime, exige l'interruption des pourparlers de paix. Le comité de Petrograd adopte une position similaire. Pour Trotsky, plus la campagne de propagande soviétique et la fraternisation entre soldats russes et allemands se développent, plus l'armée allemande se désintègrera et plus les soldats allemands refuseront d'avancer et de tirer. Mais l'armée allemande ne se désintègrera qu'en novembre 1918. Le 12 janvier, il rapporte sur l'état des négociations au III^e Congrès des soviets ; la grande majorité des délégués ne rêvent que d'en découdre. Trotsky en démontre l'impossibilité.

Le 14, Trotsky repart à Brest-Litovsk. Il y conteste, proteste, il multiplie les déclarations aussitôt traduites et diffusées par radio et par écrit parmi les soldats allemands. Pendant les intervalles de ces négociations, il dicte une brochure sur la révolution d'Octobre.

Ce même 14 janvier, la réduction de moitié de la ration de farine pousse les ouvriers des usines Daimler de Wiener Neustadt à la grève, qui s'étend aussitôt. Le 16, en Basse-Autriche, 250 000 ouvriers font grève et le travail cesse à Vienne. Leurs assemblées massives protestent contre la réduction de la ration de pain,

élisent des conseils ouvriers, puis exigent la fin de la guerre, la paix et la liberté, la République. Ce mouvement spontané menace le régime. Le social-démocrate Otto Bauer écrira en 1923 : « *La masse gigantesque des grévistes, la passion révolutionnaire farouche de leurs assemblées de masse, l'élection des premiers conseils ouvriers dans les assemblées de grève, tout cela conféra au mouvement un caractère révolutionnaire grandiose et éveilla parmi les masses l'espoir de pouvoir transformer immédiatement la grève en révolution, de s'emparer du pouvoir et d'imposer la paix* » (5). L'empereur Charles, que Jean-Paul II fera béatifier, télégraphie le 17 janvier au comte Czernin, qui dirige la délégation autrichienne à Brest-Litovsk : « *Si la paix ne se réalise pas, nous aurons ici la révolution.* » La tactique de Trotsky s'appuie donc sur une réalité, mais la passion révolutionnaire des ouvriers autrichiens notée par Otto Bauer se heurte au parti social-démocrate, qui ne veut ni de la République ni de la révolution et vole au secours de la monarchie ébranlée. Il fait reprendre le travail aux grévistes qui lui font confiance, après avoir signé avec le gouvernement un accord bafoué dès que la grève cesse. La social-démocratie autrichienne sauve la monarchie et permet ainsi aux négociateurs allemands et autrichiens à Brest-Litovsk d'imposer leurs exigences.

À Moscou, les 19, 21 et 24 janvier, le comité central délibère sans rien décider. Le 21, à la question : « *Est-il admissible de signer à l'heure actuelle une paix annexionniste avec l'Allemagne ?* », il répond non par 9 voix contre 5, dont Lénine, qui précise : « *Nous pouvons encore pendant une certaine période retarder et faire traîner les pourparlers de paix. Mais pas longtemps.* » Le 19, Staline affirme : « *L'issue de cette situation difficile nous a été montrée par la proposition intermédiaire représentée par la position*

(4) *Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre*, J.J. Marie, pp. 234-241.

(5) Otto Bauer, *Die österreichische Revolution*, Vienne, 1923, p. 63.

(6) *Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre*, op. cit., p. 247.

de Trotsky » (6).

Le 1^{er} février, des marins autrichiens se mutinent à Cattaro (Kotor, en Dalmatie), hissent des drapeaux rouges, exigent la paix et le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes. Des conseils de marins se forment. L'état-major parvient à isoler les émeutiers. Quatre « meneurs » de quatre nationalités différentes sont condamnés à mort et fusillés.

La famine ravage déjà la Russie. En janvier, la ration quotidienne de pain est de 120 grammes ; des unités militaires se plaignent de n'en pas recevoir pendant cinq ou six jours de suite. Les dirigeants souffrent eux aussi de la faim. Le 11 janvier, Dzerjinski décrit la situation des tchékistes dans ce message : « *Nous trouvons dans situation impossible. (...) Aucun financement. Travaillons jour et nuit sans pain, ni sucre, ni thé, ni beurre, ni fromage* » (7). L'Église orthodoxe se dresse à son tour contre le nouveau pouvoir. Le patriarche Tikhon exige le maintien de tous les privilèges de l'Église russe (dont son financement par l'État sur un budget défini par elle-même) ; il fulmine contre les « *rebuts du genre humain au pouvoir* » engagés, dit-il, dans une « *entreprise réellement satanique* » (8).

À Brest-Litovsk, un duel inégal sur l'indépendance et le droit des peuples à choisir leur destin se mène entre Trotsky et Radek, forts du seul impact encore indécis de la révolution russe sur les peuples en guerre, et l'état-major allemand et autrichien sûr de sa force et pressé d'en finir par crainte de la contagion bolchevique au sein de leurs troupes lasses de la guerre.

Les troupes roumaines occupent la Bessarabie, en Ukraine les socialistes ont formé un gouvernement indépendant, la Rada, que les Allemands s'empressent de reconnaître et avec qui, le 27 janvier, ils signent une paix séparée. Le 28, le général Hoffmann détaille sur une carte les annexions réclamées par l'Allemagne. En séance, Trotsky répond à l'ultimatum allemand par un refus : « *En attendant l'heure prochaine où les classes ouvrières de tous les pays prendront le pouvoir (...), nous retirons notre peuple et notre armée de la guerre (...). Nous ne pouvons mettre la signature de la révolution russe au bas d'un traité de paix qui condamne*

à l'oppression, à la malédiction et à la misère des millions d'êtres humains » (9). « *Inoui !* », braille le général Hoffmann. Kühlmann annonce la reprise prochaine des hostilités. La délégation soviétique quitte la séance et, le lendemain matin, le commandant des armées Krylenko publie l'ordre de démobilisation de l'armée russe. Lénine n'accepte pas de licencier les débris subsistants de l'armée alors que la paix n'est pas signée et que la Reichswehr peut reprendre son offensive. Le 30, il télégraphie deux fois à l'état-major pour annuler tous les télégrammes de Trotsky et de Krylenko annonçant la démobilisation. Mais, ordre annulé ou pas, la dislocation de l'armée se poursuit.

Trotsky et la délégation arrivent à Petrograd le 14 février (la Russie passant du calendrier julien au calendrier grégorien sur lequel il retarde de treize jours, le 1^{er} février est proclamé 14 du mois).

Le 16, le haut commandement allemand annonce qu'il mettra fin à l'armistice le 18 février à midi. À l'heure dite, les troupes allemandes et autrichiennes prennent l'offensive sur tout le front, de la mer Baltique aux Carpates. Les soldats russes et les gardes rouges détalent à la seule vue de leurs uniformes.

Le comité central se réunit en toute hâte le 17 au soir. Huit questions sont soumises au vote. La première : « *Pour proposer immédiatement à l'Allemagne d'engager de nouveaux pourparlers en vue de signer la paix* », est battue par six voix (dont Trotsky) contre cinq (dont Lénine). La proposition : « *Pour attendre pour la reprise des pourparlers de paix que l'offensive allemande soit suffisamment évidente ainsi que son influence sur le mouvement ouvrier* » est adoptée par six voix (dont Trotsky) contre cinq (dont Lénine). La dernière question : « *Concluons-nous la paix si l'offensive allemande devient un état de fait en l'absence de révolution en*

(7) M. Latsis, *Dva goda borby na vnoutriennom frontie*, Moscou, 1920, p. 6.

(8) *Tserkovnie Vedomosti*, n° 2, pp. 11-12 : *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 13, avril 2001, pp. 25-26.

(9) *Mirnye periegovory v Brest-Litovskie*, Moscou, 1920, p. 208.

Allemagne et en Autriche ? », formulation qui ne reconnaît pas comme un état de fait la reprise pourtant bien réelle de l'offensive allemande, est adoptée par six voix (dont Trotsky) contre une et quatre abstentions.

La Reichswehr continue sa promenade militaire, raflant dépôts, wagons, munitions, ravitaillement. La position intermédiaire de Trotsky « ni guerre ni paix » a épuisé toutes ses vertus. Au comité central réuni à nouveau le 18 au matin en urgence, Lénine et Zinoviev proposent « d'envoyer immédiatement une proposition sur la reprise des pourparlers de paix ». Trotsky vote contre en affirmant « nécessaire d'attendre pour voir quelle impression fera tout cela sur le peuple allemand. En Allemagne on a salué la fin de la guerre, il n'est pas impossible qu'une offensive allemande provoque une explosion sérieuse en Allemagne. » Pas impossible ... mais pas en vue ! Lénine proteste : « Nous ne pouvons perdre une seule minute » (10). Vu la fuite éperdue des troupes russes, il reconvoque le comité central le 18 au soir. Il martèle : « Nous n'avons ni guerre ni paix et nous nous laissons entraîner vers la guerre révolutionnaire » sans en avoir les moyens. « En jouant avec la guerre, nous faisons cadeau de la révolution aux Allemands. » Trotsky propose encore : « Ne pas exiger un cessez-le feu, mais demander ce qu'ils exigent de nous », proposition rejetée puisqu'on le sait fort bien ! Puis il franchit le pas. La proposition de « s'adresser immédiatement au gouvernement allemand avec la proposition de conclure la paix » (11) est adoptée par 7 voix (dont Trotsky) contre 6 et une abstention. La rédaction du texte est confiée à Lénine et Trotsky. Les Allemands répugnent à prolonger une aventure militaire aux lendemains incertains dans l'immense espace russe, mais font traîner leur réponse pendant quatre jours, continuant à rafler dépôts, wagons, munitions, ravitaillement. Le 19, la coalition bolcheviks – S-R de gauche forme un comité exécutif commun pour faire face à la situation, avec deux S-R, Prochian et Karéline, trois bolcheviks, Lénine, Trotsky et Staline.

Le 22 février, le comité central se réunit sans Lénine. Trotsky y réaffirme

l'impossibilité absolue de mener une guerre révolutionnaire, mais il a, à toutes fins utiles, sondé les missions alliées pour leur demander leur aide éventuelle. Boukharine et les communistes de gauche refusent. Ils veulent mener la guerre avec le seul enthousiasme guerrier, très limité, des masses. Lénine, absent, a envoyé un mot laconique affirmant qu'il votait pour. Ce 22 février, le gouvernement allemand répond enfin. Il exige la démobilisation générale de l'armée russe, l'évacuation de l'Ukraine et de la Finlande et une réponse sous 48 heures. Ce même jour, le gouvernement publie un appel : « *La patrie socialiste en danger* », adopté la veille, longtemps attribué à Lénine et publié dans ses *Œuvres complètes*, mais rédigé par Trotsky puis amendé par Lénine. Ce texte justifie l'acceptation des conditions de paix allemandes par la volonté de « mettre le pays épuisé et martyrisé à l'abri des nouvelles épreuves qu'entraînerait la guerre ». Trotsky invite les soviets locaux à détruire tout ce qui pourrait tomber entre les mains de l'armée allemande et lui servir (les voies ferrées, les stocks de blé et de vivres, les gares).

Le 23 février, devant l'aggravation des exigences allemandes, le comité central hésite à nouveau. Lénine annonce qu'en cas de refus de les accepter, il quitte le gouvernement et le comité central. Trotsky propose alors d'accepter l'ultimatum allemand... tout en suggérant que si Lénine ne proposait pas de démissionner, on pourrait le refuser. Mais, dit-il, « nous ne pouvons pas mener une guerre révolutionnaire avec un parti scissionné ». Lors du vote sur la question : « Devons-nous accepter immédiatement les propositions allemandes ? », il s'abstient en expliquant : « En nous abstenant de voter, nous soutenons la décision » (12). Celle-ci est votée par 7 pour, 4 contre et 4 abstentions dont Trotsky.

Dans la salle voisine attend le comité central des S-R de gauche partisan de la

(10) *Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre*, op. cit., pp. 271-272.

(11) *Ibid.*, pp. 274-278.

(12) *Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre*, op. cit., pp. 287-294.

guerre, qui a décidé par 5 voix contre 2 de maintenir cette position et veut renvoyer toute décision à la réunion du comité exécutif central des soviets. Lénine et Trotsky se battent trois heures durant pour arracher leur accord à l'envoi d'une dépêche acceptant les conditions de paix allemandes. Deux S-R de gauche finissent par craquer ; ils sont donc 4 contre 3 pour la signature.

À la réunion du comité central du 24 février, Trotsky reproche à Lénine d'avoir introduit la scission dans le parti et démissionne du commissariat aux Affaires étrangères. Quatre membres du comité central (dont Boukharine) et six commissaires du peuple abandonnent publiquement leurs fonctions ; Trotsky décide de ne rendre sa démission publique qu'au retour de la délégation envoyée à Brest-Litovsk signer la paix. Il ne s'associe donc pas à la déclaration publique des six commissaires.

Le 3 mars, Sokolnikov signe le traité sans même le lire. La crise du parti, contenue tant que la décision finale était en suspens, éclate. Le surlendemain, les communistes de gauche publient le premier numéro de leur propre journal, le *Communiste*. Les S-R de gauche les sondent sur la possibilité d'un gouvernement communistes de gauche – S-R de gauche pour mener la guerre impossible contre l'Allemagne.

Le 6, s'ouvre à Petrograd le VII^e Congrès du parti, un mini-congrès qui ne réunit que 106 délégués, représentant 170 000 adhérents du parti sur plus de 300 000, et dont seuls 47 ont le droit de vote. La discussion, vive, fait basculer des délégués mandatés pour la guerre mais qui constatent que les plus acharnés à proposer la guerre révolutionnaire sont incapables d'organiser le moindre détachement. Ce congrès squelettique ratifie le traité par 30 voix contre 12 et 4 abstentions. À l'élection du comité central, Lénine et Trotsky recueillent chacun 37 voix. Fait unique, un quart des délégués votent contre Lénine, qui fait voter le changement du nom du parti de « social-démocrate » par « communiste ». Le comité exécutif des soviets ratifie d'extrême jus-

tesse le traité dénoncé comme « infâme » par les S-R de gauche, par 116 voix contre 84 et 26 abstentions et après une séance houleuse. Le 12, pour protester, les S-R de gauche quittent le gouvernement. Leur principale dirigeante, Maria Spiridonova, se dresse d'abord contre cette décision. Elle affirme : « *La paix n'a été signée ni par nous ni par les bolcheviks, elle a été signée par le besoin, par la faim, par le refus du peuple tout entier – épuisé, las de combattre.* » On croirait lire Lénine. Et elle poursuit : « *Et qui de nous dira que le parti des S-R de gauche, s'il représentait le pouvoir, agirait autrement qu'a agi le Parti bolchevique ?* » Elle condamne donc la décision des commissaires S-R de gauche de quitter le gouvernement : « *Le Parti des S-R de gauche n'a pas le droit de construire sa politique sur la base d'émotions personnelles et de jouer à un jeu politicien à l'époque de la révolution sociale* » (13). Un mois plus tard, elle changera de position et proposera de former des détachements de partisans chargés de provoquer les troupes allemandes, puis co-organisera l'attentat contre l'ambassadeur allemand Mirbach le 5 juillet 1918, pour relancer la guerre.

Le Parti bolchevique sort abattu et à demi-brisé des deux mois de débats orageux. Des militants s'en vont. Tout semble s'effilocher. Trotsky le notera en 1924 : « *Le printemps 1918 fut très pénible. Par moments on croyait sentir que tout s'en allait, glissant, se disséminant ; on ne savait à quoi s'accrocher, sur quoi s'appuyer (...). On en vint involontairement à se demander si ce pays épuisé, ruiné, désespéré, aurait assez de sève vitale pour soutenir le nouveau régime* » (14). Le comité régional de Moscou cesse de reconnaître l'autorité du comité central, annonce la scission prochaine du parti et déclare que le pouvoir soviétique est devenu purement formel, au moment où l'armée allemande envahit l'Ukraine. Le ressort d'Octobre semble brisé. Le déchaînement de la guerre civile va le ressouder. ■

(13) *Znamia Trouda*, 19 avril 1918.

(14) Léon Trotsky, *Lénine*, p. 147.

Chronologie des événements du 4 janvier au 16 mars 1918

4 janvier : marche de la Garde rouge de Karkhov sur Kiev où siège la Rada ukrainienne.

Grève générale à Varsovie.

4-7 janvier : grève générale à Vienne.

5 janvier : ouverture de l'Assemblée constituante.

Démobilisation des soldats de la classe 1903 de l'armée russe.

6 janvier : les détachements rouges occupent Orenburg.

7 janvier : thèses de Lénine en faveur de la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste, soulignant l'impossibilité actuelle de la guerre révolutionnaire et de toute solution moyenne.

8 janvier : réunion des cadres de Petrograd ; les thèses de Lénine y reçoivent 15 voix, celles de Trotsky (ni guerre ni paix, démobiliser l'armée sans conclure la paix) 16 voix, celles des communistes de gauche (en faveur de la guerre révolutionnaire) 32 voix.

9 janvier : les détachements rouges de Mouraviev occupent Poltava.

10 janvier : le congrès des cosaques du front de la Stantsia de Kamenskaia déclare la guerre à Kaledine, ataman des cosaques du Don, dressé contre le pouvoir bolchevique.

11 janvier : le comité de Moscou dénonce à l'unanimité les conditions de paix allemandes et propose au Sovnarkom « *de proclamer inacceptables les propositions de la délégation allemande, d'interrompre les pourparlers de paix* » et de préparer « *la guerre sainte pour le socialisme* ».

11-13 janvier : une conférence de militants de la ville de Moscou confirme les positions du comité de Moscou.

12 janvier : par son IV^e Universal, la Rada ukrainienne décrète l'indépendance de l'Ukraine.

15 janvier : déclaration d'un groupe de membres du comité central et du Sovnarkom réclamant la convocation immédiate d'une conférence extraordinaire du parti et menaçant de démissionner dans le cas contraire [Oppokov (Lomov), Obolenski (Ossinski), Iakovleva, Cheverdine, Krestinski, V. Smirnov, Vassilev, Savelev, Piatakov, Boukharine, Preobrajenski].

La commission exécutive du comité de Petersbourg (S. Kossior, Boki, Fenigstein, Ploujnikov, Ravitch) dénonce la ligne politique du Comité central qui « *s'achemine vers la conclusion d'une soi-disant "paix infâme", ce qui signifie à l'heure actuelle abdiquer nos positions devant la révolution internationale qui pointe et la perte indiscutable de notre parti en tant qu'avant-garde de cette révolution.* » Cette politique fait « *planer sur notre parti la menace d'une scission* ».

Le Sovnarkom décide l'organisation de l'Armée rouge volontaire ouvrière et paysanne et la création d'un collège chargé de son organisation.

Le secrétariat général de la Rada ukrainienne démissionne.

16 janvier : constitution d'un gouvernement révolutionnaire provisoire en Finlande et début de la guerre civile entre les bolcheviks et Mannerheim. Soulèvement ouvrier à Kiev contre la Rada centrale.

18 janvier : libération des soldats des classes 1904-1905-1906 et 1907.

19 janvier : le comité de l'Oural (Preobrajenski, Beloborodov, Krestinski, Spoundé, Sosnovski) réclame la convocation immédiate d'une conférence du parti.

21 janvier : les haidamaks (troupes cosaques) écrasent les prolétaires de Kiev. Le Comité exécutif central des soviets (CEC) décide d'annuler les emprunts contractés par les gouvernements tsaristes et le gouvernement provisoire.

Une conférence du comité central avec les représentants des diverses tendances répond non à une majorité de 9 voix contre 5 à la question : « *Est-il admissible de signer à l'heure actuelle une paix annexionniste avec l'Allemagne ?* » Oui : Lénine, Staline, Mouranov, Artiôm (Sergueïev), Sokolnikov. Non : Lomov, Krestinski, Boubnov, Kossior, Ossinski, Stoukov, Preobrajenski, Spoundé, Fenigstein.

22-27 janvier : les détachements de la Garde rouge, dirigés par le colonel Mouraviev, attaquent Kiev, y entrent le 26 janvier et prennent possession de toute la ville le 27.

27 janvier : la Rada centrale décide de signer une paix séparée avec les puissances centrales.

28 janvier : la délégation soviétique refuse de signer la paix aux termes dictés par les Allemands, déclare qu'elle cesse la guerre et démobilise l'armée. Les détachements de la Garde rouge prennent Taganrog.

30 janvier : décret du commandant en chef Krylenko sur la démobilisation de l'armée.

14 février : en application du décret sur l'adoption du calendrier grégorien, le 1^{er} février vieux-style devient le 14 février nouveau-style.

17 février : par 6 voix (Boukharine, Lomov, Trotsky, Ouritski, Ioffé, Krestinski) contre 5 (Lénine, Staline, Sverdlov, Sokolnikov, Smilga), le comité central refuse de « *proposer immédiatement à l'Allemagne d'engager de nouveaux pourparlers en vue de la signature de la paix* ». Personne ne vote pour la motion « *Pour la guerre révolutionnaire* » (Boukharine, Lomov et Ioffé refusent de voter la question de cette façon).

18 février : l'offensive allemande commence et prend, dès le début, les formes d'une promenade. Les Allemands occupent Dvinsk. Le matin, le comité central refuse par 7 voix contre 6 « *d'envoyer immédiatement une proposition sur la reprise des pourparlers de paix* ». Le soir, par 7 voix (Lénine, Smilga, Staline, Sverdlov, Sokolnikov, Trotsky, Zinoviev) contre 6 (Ouritski, Ioffé, Lomov, Boukharine, Krestinski, Dzerjinski) et une abstention (Stassova), il décide « *de s'adresser immédiatement au gouvernement allemand avec la proposition de conclure immédiatement la paix* ».

19 février : le Sovnarkhom (le gouvernement bolchevique) fait savoir par radio qu'il est prêt à accepter les conditions du gouvernement allemand.

20 février : le CEC décide la création d'un Collège panrusse près le commissariat à la Guerre, chargé de constituer l'Armée rouge.

Le comité de Moscou confirme sa position du 11 janvier et « *estime que la décision du Sovnarkom nuit à la cause de la révolution mondiale* ».

21 février : les troupes allemandes prennent Orcha, Minsk et Rejitsa. Création d'un état-major extraordinaire de la région de Petrograd.

22 février : le gouvernement allemand fait connaître ses nouvelles conditions de paix, plus lourdes que les précédentes. Boukharine démissionne du comité central et de la *Pravda*. Lomov, Ouritski, Boukharine, Boubnov, membres du comité central, V. Smirnov, Stoulov, Bronski, Iakovleva, Spoundé, Pokrovski et Piatakov, commissaires du peuple, déclarent que la signature de la paix de Brest « signifie la capitulation de l'avant-garde du prolétariat international devant la bourgeoisie internationale » et annoncent qu'ils vont mener « une large propagande contre la politique du centre du parti ».

23 février : à la question : « Devons-nous accepter immédiatement les propositions allemandes ? », le comité central répond oui par 7 voix (Lénine, Stassova, Zinoviev, Sverdlov, Staline, Sokolnikov, Smilga) contre 4 voix (Boubnov, Ouritski, Boukharine et Lomov) et 4 abstentions (Trotsky, Krestinski, Dzerjinski, Ioffé). Boukharine, Lomov, Boubnov, Iakovleva, Piatakov, V. Smirnov et Ouritski démissionnent de tous leurs postes de responsabilité au sein du parti et du gouvernement.

24 février : le CEC décide d'accepter les conditions de paix allemandes par 116 voix contre 84 et 26 abstentions et d'envoyer une délégation à Brest-Litovsk. Les troupes allemandes prennent Borissov, Revel, Iouriev et Pskov. L'Armée rouge recule en Ukraine.

28 février : la délégation soviétique, conduite par Sokolnikov, arrive à Brest-Litovsk.

4-8 mars : VII^e Congrès du Parti bolchevique qui prend le nom de Parti communiste et ratifie le traité de Brest-Litovsk. Les communistes de gauche refusent de prendre part aux élections du comité central.

8 mars : formation à Pékin d'un gouvernement de l'Extrême-Orient de gardes blancs dirigé par le prince Lvov.

10 mars : constitution d'une commune de Petrograd dirigée par Trotsky. Les troupes allemandes, appelées par le gouvernement bourgeois finlandais de Svinhufvud, renversé par les bolcheviks finlandais, débarquent à Abo, près de la frontière russe.

12 mars : le Sovnarkom se fixe à Moscou.

14-16 mars : le IV^e Congrès extraordinaire des soviets ratifie le traité de Brest-Litovsk le 15 mars et le transfert de la capitale de Petrograd à Moscou le 16.

14 mars : les troupes autrichiennes occupent Odessa.

15 mars : les S-R de gauche, hostiles à la paix de Brest-Litovsk, démissionnent du gouvernement. Les troupes turques occupent Trébizonde.

16 mars : publication du décret pris le 13 mars par le Sovnarkom, nommant Trotsky commissaire à la Guerre et à la Marine et président du Conseil supérieur de la Guerre. Les Allemands occupent Kiev.



Biographies de militants

Dybenko

(Pavel), 1889-1938

Fils de paysans, d'abord docker, puis envoyé dans la marine lors de son service militaire, il a adhéré au POSDR (fraction bolchevique) en 1912. Il est l'un des agitateurs les plus redoutables contre la guerre dès 1915, année où il organise une mutinerie sur un navire de guerre. En mars 1917, il est élu président du soviet de la flotte de la Baltique (le Tsentrobalt). Il est nommé membre du commissariat à la Guerre le 26 octobre 1917 et dirige la contre-offensive contre les troupes cosaques de Krasnov. Accompagné d'un marin, il débarque dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre dans leur caserne et organise un débat enflammé avec eux, malgré les hurlements des officiers. Il signe avec Krasnov un armistice. Fin janvier 1918, il part en Ukraine à la tête des détachements rouges.

Hostile à la paix de Brest-Litovsk, il décide de lancer ses troupes à l'assaut des Allemands après la signature de la



D.R.

paix et il est pour cette raison arrêté, limogé de sa fonction de commissaire à la Marine, jugé pour haute trahison puis acquitté après une instruction qui dure deux mois et demi. Mais il est exclu du parti, où il ne sera réintégré qu'en 1922, date à partir de laquelle il poursuit une carrière militaire banale à la tête successivement de plusieurs régions militaires. En juin 1937, il est nommé à la tête de la région militaire de Leningrad et, ce même mois, fait partie des neuf juges du tribunal militaire qui condamne à mort Toukhatchevski et ses camarades (Iakir, Primakov, etc.) pour prétendu complot avec l'état-major allemand et donc pour trahison. Il vote la mort. Dénoncé comme trotskyste (qu'il ne fut jamais), il est limogé le 25 janvier 1938 de ses fonctions militaires, nommé vice-commissaire de l'Industrie forestière. Il est arrêté le 26 février 1938, condamné à mort le 29 juillet et fusillé aussitôt. ■

Rakhia

(Ivan Abramovitch), 1887-1920

Né à Cronstadt, adhéra à l'organisation bolchevique de Cronstadt en 1905 ; réfugié en Finlande, revint à Petrograd, comme ouvrier métallo en 1913. En 1917, membre du comité de Petrograd. Part en Finlande organiser la Garde rouge finnoise après la révolution. L'un des fondateurs du PC finlandais en 1918, membre de son comité central. En 1919, représentant du Parti communiste finlandais au I^{er} Congrès

de l'Internationale. Appartient à l'Opposition. De retour du II^e congrès de l'Internationale communiste, il est assassiné à la fin août 1920, avec six autres militants finlandais, par un groupe de militaires (élèves-officiers rouges) et de tchékistes du PC finlandais qui avaient pris le nom d'« *Opposition de Petrograd* », s'appelaient entre eux « *la fraction revolver* » et prétendaient régler les divergences politiques par la terreur ». ■

Rosengoltz (Arkady Pavlovitch), 1889-1938

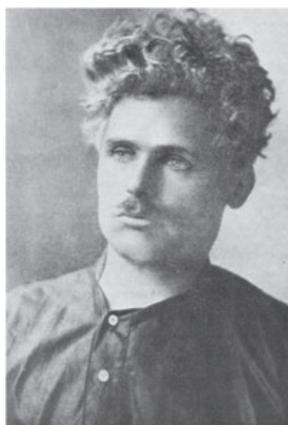
Etudiant en sciences économiques. Adhéra au Parti bolchevique en 1905. En octobre 1917 membre du Comité militaire révolutionnaire (CMR) de la 5^e armée, puis de nombreuses autres armées. Membre du CMR de la République de 1918 à 1919 et de 1923 à 1924. En 1920-1921, partisan de Trotsky dans la querelle syndicale. En 1923, signataire de la lettre des 46. Rompt avec l'Opposition. En 1924-1925, chef de la Direction principale des Forces aériennes,



D.R. de 1925 à 1927 conseiller de la légation soviétique à Londres, en 1928 nommé au Collège du commissariat du contrôle d'État (Rabkrin), puis vice-commissaire au Commerce, puis commissaire au Commerce extérieur jusqu'en septembre 1937, date à laquelle il est nommé directeur de l'Administration des réserves de l'État. Arrêté peu après, figure parmi les vingt et un accusés du troisième procès de Moscou (mars 1938), est condamné à mort et fusillé. ■

Sapronov (Timothée Vladimirovitch), 1887-1939

Berger, puis groom, puis berger à nouveau, puis ouvrier du bâtiment. Adhère au Parti bolchevique en 1912, est l'un des créateurs du syndicat des ouvriers du bâtiment à Petrograd avant la guerre. De la révolution d'Octobre à la fin de 1919, président du comité exécutif des soviets de la province de Moscou. En 1918, « communiste de gauche » opposé à la paix de Brest-Litovsk. En 1919 membre du présidium du CEC des soviets. Anime



D.R. dès cette époque avec Vladimir Smirnov et Drobnis le groupe d'opposition le « Centralisme démocratique ». Élu en 1922 au comité central, il en est écarté l'année suivante. Signataire de la lettre des 46, il est l'un des animateurs de l'Opposition de gauche puis de l'Opposition unifiée, avec laquelle il rompt en 1927, car il est partisan d'un second parti et dirige le groupe des « 15 » dit groupe des décistes, exclu en bloc au XV^e Congrès (décembre 1927). Déporté en 1928 en Sibérie, meurt dans un camp en 1939. ■

Smirnov

(Ivan Nikititch), 1881-1936

Adhère au POSDR en 1899 et subit sa première arrestation cette même année. L'un des dirigeants de l'insurrection de Moscou en 1905, participe à la conférence de Prague en 1912, entre deux arrestations. De 1913 à 1916, déporté dans la région de Narym. En février 1917, élu au comité exécutif de la section des soldats du soviet de Tomsk. En juillet 1918, envoyé à Kazan, entre dans le CMR de la 5^e armée, puis dans le CMR du front Est, chargé de la lutte contre Koltchak et qui libérera toute la Sibérie (1919-1920), responsable du bureau sibérien du comité central. En mars 1919, élu suppléant au comité central, membre titulaire en 1920. Il se rallie à la plate-forme de Trotsky dans la querelle syndicale, est rétrogradé suppléant du comité central en 1921 et



D.R.

éliminé de cet organisme l'année suivante. Signataire de la lettre des 46, commissaire du peuple aux PTT de 1924 à 1927, dirigeant de l'Opposition de gauche, puis de l'Opposition unifiée, exclu du parti en 1927, exilé en Sibérie, il se rallie à la « ligne générale » et à Staline au cours de l'été 1929, réintégré dans le parti, nommé directeur de l'usine d'automobiles de Nijni-Novgorod ; écrit en 1932 un article dans le *Bulletin de l'Opposition*.

Condamné pour cela à cinq ans de prison. Figure parmi les accusés du premier procès de Moscou, tient plusieurs fois tête au procureur, avoue quand même avoir participé à l'assassinat de Kirov, bien qu'il fût alors en prison, est condamné à mort, refuse de signer son recours en grâce et est fusillé. ■

Lachevitch

(Mikhaïl Mikhaïlovitch), 1884-1928

Entre en 1901 au POSDR. Bolchevik en 1903. Déporté plusieurs fois, à Vologda, à Narym. Mobilisé pendant la guerre, sous-officier. En 1917, secrétaire puis président de la fraction bolchevique du soviet de Petrograd. Membre du CMR du soviet de Petrograd. En 1918, membre du CMR puis commandant en chef de la 3^e armée, puis membre du CMR du front Est et membre du CMR de la République. Un des dirigeants de l'Opposition militaire

à Trotsky (c'est-à-dire favorable à une armée mobile de partisans). Élu au comité central en mars 1918, en disparaît l'année suivante. Partisan de Zinoviev, il est réélu au comité central en 1923, est rétrogradé suppléant en 1925. Vice-commissaire à la Défense en 1924, il est démissionné en 1926 pour activité fractionnelle en tant que membre de l'Opposition unifiée. Exclu au XV^e Congrès, demande sa réintégration aussitôt. Envoyé en Sibérie il y meurt d'un accident. ■

**Le débat dans
un Parti bolchevique
au bord de la scission
(documents)**



[Le dirigeant bolchevique Evgueni Preobrajenski écrit cet article dans la Pravda du 28 décembre 1917.]

Pourrons-nous mener la guerre révolutionnaire ?

Evgueni Preobrajenski

Cette question est très étroitement liée à une autre question : l'Allemagne peut-elle – et dans quelles limites – mener une guerre impérialiste sur notre front ?

Essayons de répondre d'abord à cette question de façon tout à fait objective en évitant les conclusions optimistes sans fondements.

La campagne de l'été passé sur tous les fronts de la guerre a révélé une baisse énorme de l'énergie offensive des armées des puissances centrales. Toutes les autorités compétentes en ce domaine l'ont constaté. Quelles que soient les explications de ce fait, il reste indiscutable. La campagne de 1918, c'est-à-dire de la quatrième année de la guerre, annonce une chute inévitable de l'énergie offensive de même envergure, et ce, dans le meilleur des cas.

Allons plus loin. Les deux derniers mois d'armistice sur notre front ont modifié fondamentalement toute la situation militaire, dans le sens suivant : la cessation de fait de la guerre sur tout notre front avec toutes les conséquences psychologiques que cela entraîne pour les soldats allemands, les succès énormes de notre propagande révolutionnaire au milieu de l'armée allemande, la pénétration de notre programme de paix dans cette armée, la



Evgueni Preobrajenski D.R.

popularité énorme du gouvernement soviétique, comme instigateur de l'armistice et des discussions de paix, et enfin le désir de paix qui se développe plus que jamais. Ajoutons à cela la croissance des désertions, le développement de l'irritation chez les soldats contre le corps des officiers ainsi que du sentiment de leur propre dignité (...).

Imaginons maintenant que les pourparlers de paix soient interrompus. Remarquons, lecteur, que notre formule de la paix est pleinement assimilée par notre soldat allemand comme tout à fait juste. Cela veut dire que la responsabilité de l'interruption des pourparlers ne retombera *pas sur nous*, qui avons proposé l'armistice.

Sur qui donc ? Et pour qui le soldat allemand doit-il verser son sang ? Pour délivrer le baron de Courlande ou le gros propriétaire polonais et le bourgeois des dangers de la révolution russe ? C'est sous un jour aussi cru qu'apparaîtront les buts du massacre qui reprendra à l'Est. Dans ces conditions, comment donc doit se sentir le « défenseur de la patrie » allemand que l'on lance à l'attaque ?

On ne peut dire qu'une seule chose : les données psychologiques d'une offensive victorieuse du côté allemand manquent totalement.

[Soulignant ensuite les difficultés d'une offensive allemande dans les conditions de l'hiver russe, Preobrajenski admet que les officiers allemands arrivent à pousser les soldats à l'offensive et à gagner.]

Bilan ? Un morceau supplémentaire de notre territoire nous aura été enlevé mais ce ne sera pas la fin de la guerre.

Dressant le bilan de tout ce que nous avons dit, nous en arrivons aux conclusions suivantes. À l'échelle internationale, la guerre est à bout de souffle et, d'une grande guerre sur tous les fronts, elle s'est transformée en une petite guerre. C'est une petite guerre comme cela que nous aurions à mener sur notre front si les pourparlers étaient interrompus. Une offensive allemande dans cette petite guerre au cours des mois à venir est presque impossible d'un point de vue militaire et technique, elle est incroyablement dangereuse pour la clique dirigeante impérialiste du point de vue de sa situation intérieure et de l'état d'esprit psychologique de l'armée ; elle est aussi absolument sans rime ni raison par rapport aux propositions de paix.

Abordons maintenant ce problème de notre point de vue. Pourrions-nous mener cette petite guerre ? Soyons ici plutôt pessimiste. Deux faits ont une importance décisive pour notre front : les soldats ont une profonde envie de rentrer chez eux et la situation du ravitaillement est catastrophique.

Pour mener une petite guerre, on n'a pas besoin d'une grande armée – qui est en même temps désorganisée. On peut réorganiser notre armée sur des principes tout à fait nouveaux, conformément aux conditions de la petite guerre. Il est avant tout indispensable de libérer du service cette partie de l'armée qui depuis trois ans et demi se trouve dans les tranchées sans avoir été relevée, à l'exception des soldats volontaires pour rester sur leurs positions ; il est ensuite indispensable de passer à la formation d'une armée fondée sur les principes du volontariat en renvoyant dans leurs foyers – au fur et à mesure – tous ceux qui le désirent. À propos des travailleurs qui n'ont jamais été sur le front, il serait tout à fait juste de recruter des jeunes ouvriers dans les armées rouges prolétariennes.

En outre, on devrait engager dans tout le pays l'enrôlement des volontaires de tous âges et de toutes situations pour la guerre socialiste. Toutes ces mesures pourraient permettre de remplacer les vieux soldats épuisés par la guerre par de nouveaux cadres et de créer les conditions nécessaires à l'instauration d'une ferme discipline révolutionnaire. Le recrutement des ouvriers, en outre, diminuerait l'armée de réserve des chômeurs, dont la force de travail est de toute façon perdue pour la production. La réduction de moitié de l'armée et l'élévation de sa puissance de combat, voilà à quoi mèneront toutes ces mesures.

Maintenant, le problème du ravitaillement. La seule réduction de l'armée de moitié résoudrait aussi à moitié le problème du ravitaillement du front. La démilitarisation de l'industrie qui est entamée et l'échange des produits de l'industrie de paix contre du blé qui n'a fait que commencer à montrer ses effets auront une grande importance pour réduire la crise du ravitaillement (...).

La situation dans les transports est pire encore ; elle est même désespérée. Mais là aussi, la démilitarisation de l'industrie arrangera les choses (...).

Le problème du combustible se réduit aujourd'hui pour l'essentiel au problème politico-militaire de la libération du bassin du Donetz des bandes de Kalédine, ce qui ne peut tarder longtemps (...).

Je n'ai jusqu'ici parlé que des facteurs économiques, qui peuvent plus ou moins se compter, mais il est tout à fait évident que si nous devons reprendre la guerre – et cette fois une guerre socialiste et révolutionnaire – nous devons nous attendre à l'apparition d'un nouveau facteur d'une importance énorme et parfois décisive : l'élévation de l'enthousiasme et de l'esprit d'initiative des masses, prêtent à sauver LEUR révolution. Plus d'une fois déjà dans l'histoire l'enthousiasme des masses, leur foi dans leur bon droit et la conviction qu'elles avaient de leur invincibilité ont sauvé une situation qui paraissait désespérée à leurs chefs.

Pourquoi donc la plus grande des révolutions du monde devrait-elle, sous ce rapport, entrer comme une exception dans l'histoire ? ■

Tchernov-Boukharine

Présentation

Les élections à l'Assemblée constituante se déroulent à la mi-novembre. Sur environ 90 millions d'électeurs, 48,5 millions ont voté. Les S-R et leurs satellites ukrainiens et musulmans reçoivent un peu plus de 60 % des voix, les bolcheviks 24,5 %, les mencheviks 3,5 %, l'ensemble des partis bourgeois 13,5 %, dont 7,5 % aux Cadets. Plus des quatre cinquièmes des électeurs ont voulu voter pour le « socialisme », c'est-à-dire pour la paix, le partage des terres, l'égalité et la justice sociale. Les paysans, qui ignorent en général les différences entre bolcheviks, mencheviks et S-R, votent massivement pour ces derniers... qui veulent continuer la guerre dont ils ne veulent plus ! Les bolcheviks ont la majorité absolue à Petrograd et à Moscou, dans les deux zones voisines du front nord et du front ouest, et la majorité relative dans l'armée, dans les villes et les régions industrialisées de la Russie d'Europe (Vladimir, Kalouga, Smolensk, Tver, etc.) et dans la flotte de la Baltique. Ces résultats annoncent le choc qui va se produire le jour de la réunion de l'Assemblée constituante, le 5 janvier 1918.

L'Assemblée élit président de séance Victor Tchernov (S.R.) par 244 voix contre 153 à la S-R de gauche Spiridonova. Nous reproduisons le long discours de Tchernov, qui affirme la souveraineté de l'Assemblée constituante contre les soviets, et la réponse de Boukharine. Pour Lénine, la Constituante représente la Russie d'hier et s'oppose au pouvoir des soviets qui la dissolvent donc le lendemain.

La dissolution de l'Assemblée, fantôme du gouvernement provisoire défunt, ne suscite ni résistance ni protestation significatives. Les paysans, satisfaits d'avoir obtenu la terre, sont les patrons dans leurs soviets. Les S-R, sous le mot d'ordre de l'Assemblée constituante, vont désormais préparer la lutte armée et clandestine.

Le discours du président Tchernov

Citoyens, membres de l'Assemblée constituante ! Permettez-moi de vous remercier de la confiance que vous venez de me témoigner. Je me rends parfaitement compte des difficultés de la tâche qui m'est assignée et de la responsabilité qui m'incombe. Et je vous prie de croire, citoyens et camarades, que je mettrai toute mon impartialité à diriger les débats de cette assemblée, dans le sérieux et la dignité, sans perdre de vue la grandeur de sa tâche. Citoyens, membres de l'assemblée, vous êtes appelés à remplir vos fonctions à un moment particulièrement difficile dans la vie des nations qui peuplent la Russie. Jamais encore la situation de la révolution russe dans la conjoncture internationale n'a été aussi difficile qu'au cours de cette quatrième année de guerre,



Tchernov D.R.

de ce carnage fratricide, qui contamine toute l'atmosphère morale de l'Europe contemporaine, et j'ose même dire du monde entier, par son odeur de sang et de cadavres en décomposition, de cette guerre contre laquelle, pour la première fois, s'est élevée la voix courageuse des socialistes de tous les pays, clamant leur protestation à Zimmerwald... (*Rires sur les bancs des bolcheviks, applaudissements au centre et à droite. Bruit...*)

Cette protestation constituait le premier acte du drame que nous vivons, lorsque les socialistes de tous les camps belligérants se sont tendus, par-dessus la mêlée, une main fraternelle... La révolution russe, citoyens, est née avec des mots de paix à la bouche et elle ne peut pas ne pas rester fidèle aux mots d'ordre de paix démocratique, de paix sans vainqueurs ni vaincus, ou – mieux

encore – de paix où les vainqueurs seraient les peuples et les vaincus les fomenteurs et les responsables de ce carnage, de ce crime effroyable contre l'humanité, sans précédent dans l'histoire. Malheureusement, citoyens, ces mots d'ordre pacifiques de la révolution n'ont pas encore rencontré suffisamment d'échos pour permettre que, proclamés par la nouvelle Russie, ils soient repris par tous les États et contribuent à mettre fin à ce cauchemar sanglant. Citoyens, vous savez tous maintenant d'où viennent les difficultés dans lesquelles se débat la révolution russe : elles sont dues au fait que les mots d'ordre les plus révolutionnaires, qui expriment les espoirs socialistes des masses laborieuses, ont, pour la première fois, triomphé dans un pays, le plus arriéré du point de vue économique, et qui se trouve, de surcroît, dans une situation particulièrement difficile. C'est pourquoi les pays économiquement et politiquement plus avancés que le nôtre n'y ont pas encore réagi ; nous attendons toujours cette réaction, et nous voulons croire qu'elle se produira avant qu'il ne soit trop tard pour les destins de notre révolution.

À l'heure actuelle, citoyens, notre situation est devenue encore plus critique. Les dernières tentatives désespérées pour obtenir la paix, qui ont précédé notre réunion, ont démontré avec évidence que l'impérialisme des pays qui enregistrent des succès stratégiques, de même que les impérialistes des Empires centraux qui, à un certain moment, semblaient accepter en paroles certaines formules de la Russie révolutionnaire, ont maintenant jeté bas le masque et se sont montrés tels qu'ils sont en réalité.

Ce ne fut de leur part qu'une manœuvre habile, destinée à affaiblir le camp adverse, tendant à amener la Russie dans la voie des accords séparés pour mieux l'isoler et recueillir ensuite les fruits de cette machination. Après être parvenus à isoler la Russie en profitant de son affaiblissement actuel – je l'espère momentanément – l'impérialisme allemand est tout à fait capable de proposer maintenant aux autres États des accords séparés ; il est prêt à y rechercher des hommes parlant le même langage, d'arriver à un accord avec eux, ce qui aurait pour résultat de charger la Russie de tous les dommages et de toutes les pertes dus à cette guerre.

Ce résultat n'est pas surprenant, si l'on pense que la Russie révolutionnaire reste le pays le plus dangereux pour les Empires centraux, bien qu'à l'heure actuelle elle soit faible sur le front. La force des nations formant notre État ne réside pas seulement dans le nombre de baïonnettes dont elle dispose actuellement, ni dans la force des positions avancées qu'elles occupent. Il existe encore d'autres forces : tout d'abord celle des mots d'ordre de la révolution russe et, ensuite, la force que représentent les réserves intactes de notre pays, et qui seraient prêtes à se lancer avec d'autant plus de feu à la défense des grands mots d'ordre de la révolution russe, que la menace qui pèserait sur eux s'avérerait plus terrible.

Nous croirions en la force et en la victoire finale de ces mots d'ordre s'ils ne devaient pas être suivis du triomphe des tendances menant à la désagrégation et à la débâcle de la démocratie, à l'isolement et à la guerre civile des peuples formant notre pays, si l'Assemblée constituante arrivait à réaliser son aspiration en concentrant, organisant et rassemblant autour d'elle les peuples formant la Russie – une Russie qui aurait fait des mots d'ordre de sa révolution ceux de l'État russe et de la République fédérale démocratique russe –, en un mot une Russie qui serait une union des peuples libres et égaux.

La paix séparée serait désastreuse

Mais si nous arrivions à parfaire cette œuvre, citoyens, il n'y aurait pas, pour l'impérialisme des pays en guerre contre nous, comme d'ailleurs pour tout impérialisme et, à plus forte raison, pour l'absolutisme de ces pays – vous le comprendrez aisément – d'ennemi plus grand que la Russie révolutionnaire. C'est pour cette raison que, selon toute vraisemblance, l'impérialisme belliqueux allemand se brisera, en dernier lieu, contre la Russie ; cet impérialisme s'inclinera devant une Russie nationale, libre et démocratique, marchant fièrement sous le drapeau rouge du socialisme. Et c'est pourquoi, aussi, la voie qui mène à une paix séparée serait pour nous une voie désastreuse et meurtrière. (*Applaudissements.*)

Citoyens, notre situation est très difficile, mais nous pouvons avoir, nous avons déjà des alliés. Ce sont, en premier lieu, les masses socialistes des travailleurs de tous les pays, dans la mesure où elles sont épuisées par les cauchemars de la guerre et ne veulent pas s'y résigner. Citoyens ! Si, autrefois, pour élever une protestation mondiale contre la guerre, on a dû avoir recours à de petits groupes séparés de personnes ne pouvant se résigner au cauchemar sanglant, réunir de petites conférences d'hérétiques courageux et de renégats, aujourd'hui ce ne seront plus des petits groupes et des partis isolés, mais, permettez-moi de l'espérer, l'Assemblée constituante russe, en tant qu'organe d'État, qui élèvera sa voix pour inviter à une conférence sur « la guerre à la guerre » les socialistes de tous les pays ; oui, les membres de tous les partis socialistes, dans la mesure où ceux-ci refusent d'incliner leurs drapeaux et leurs têtes devant la guerre monstrueuse. (*Applaudissements.*)

Je sais, citoyens, c'est un événement sans précédent qu'un organe d'État, en tant qu'entité, invite différents partis politiques d'autres pays à une grande conférence. Mais, citoyens, c'est également un événement sans précédent que cette Assemblée ait une majorité écrasante socialiste. Il est vrai que notre pays se trouve dans une situation difficile, mais il n'en reste pas moins grand par ses aptitudes et ses forces cachées, et nous croyons fermement qu'il ne tardera pas à le prouver en se groupant autour de l'Assemblée.

« La volonté de socialisme », qui s'est fait jour d'une manière aussi significative, cette attraction d'énormes masses populaires russes par le socialisme, constitue également un événement sans précédent dans l'histoire ; permettez-moi d'espérer que l'Assemblée ne tardera pas à examiner, au cours de ses prochaines séances, la questions des conférences du grand « avant-congrès socialiste de la paix » ; celles-ci devront commencer sur l'initiative de l'organe de l'unique pouvoir suprême de l'État russe, c'est-à-dire de l'Assemblée constituante. (*Applaudissements au centre, et, en partie, à droite.*)

Citoyens, l'idée même des frontières tracées dans le sang par la main meurtrière

de la guerre n'existe pas pour nous ; nous serions disposés à inviter les socialistes de tous les pays, quelles que soient nos relations actuelles avec eux, à venir ici, chez nous, dans la capitale de la Russie ; mais si nous étions obligés de choisir un territoire neutre, cela ne serait ni par notre faute ni par suite d'obstacles ou de considérations que nous aurions élevés ; cela ne pourrait se produire que dans le cas où les socialistes de certains pays, se trouvant placés devant la nécessité douloureuse de considérer leur patrie comme un pays en guerre contre nous, estimeraient plus opportun et plus acceptable pour eux – compte tenu de la lutte pour la paix qu'ils devront mener ultérieurement – de choisir le territoire d'un État neutre.

J'estime qu'en s'appuyant sur ce grand allié – la démocratie mondiale – et bien que la situation internationale de la Russie soit très difficile et embrouillée encore par les dernières et fatales expériences, l'Assemblée constituante pourra, en dépit de cette situation pénible, prendre fermement en mains la conduite ultérieure des négociations de paix... (*Bruit*) ... non d'une paix séparée, qui serait une trahison, mais d'une paix générale et démocratique, d'une paix fondée sur les grands mots d'ordre immortels de la révolution nationale ouvrière russe. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

Citoyens, avant d'obtenir les premiers succès dans cette voie, nous devons prendre garde à ce que la Russie, en tant que pays, ne serve d'appât à l'impérialisme, quel qu'il soit ; nous n'avons pas le droit d'être faibles et de tenter par cette faiblesse les appétits féroces des impérialistes des pays ennemis, qui n'attendent que ce moment pour nous porter le coup fatal ; nous devons être forts et nous devons également disposer d'une force physique.

La révolution nationale russe doit être puissante à l'intérieur et à l'extérieur. Mais, en même temps, citoyens, nous ne devons pas oublier que nos soldats, au front, nos martyrs en capote grise ont supporté, durant toute cette période, et continuent à supporter, un poids réellement surhumain.

L'Assemblée constituante doit prendre ce fait en considération. C'est pourquoi, semble-t-il, il n'y a pour elle qu'une seule

voie : après avoir examiné et reconnu la situation, c'est vous qui – en attendant la réorganisation prochaine de nos forces armées en une milice populaire ou en une armée socialiste – organiserez, sur les bases nationales et territoriales, une armée de volontaires qui, sous les drapeaux rouges du socialisme... (*Bruit*) ... saura assurer aux peuples de la Russie la possibilité de se consacrer à la reconstruction interne du pays, afin qu'aucune force extérieure ne puisse empêcher ce travail. C'est cette armée de volontaires, marchant sous les drapeaux de la Russie nouvelle, qui prendra la place, au fur et à mesure de sa formation, de tous ceux qui sont fatigués, de ceux qui doivent et ont le droit de revenir dans leurs foyers, qui ne peuvent s'en passer, pas plus que les affamés ne peuvent se passer de nourriture.

La Russie : union libre de nations

À ce moment tragique, citoyens, il se pose encore une question, d'une importance non moins vitale : les peuples et les nations qui constituent la Russie doivent présenter une entité politique et morale, vivante et solide. La Russie – nous n'avons plus besoin de le proclamer, mais seulement de l'énoncer – la Russie forme déjà une union libre de nations et de grands territoires, dont les Assemblées constituantes locales se juxtaposent à l'Assemblée constituante centrale russe, et dont les travaux ne contrediront pas plus ceux que l'Assemblée nationale que les travaux des organes autonomes d'un niveau inférieur, situés plus près du peuple, ne contrediront ceux de ces assemblées locales.

L'Assemblée constituante se doit de ne pas négliger ce travail, mais doit le compléter et l'harmoniser. (*Voix à gauche* : « *Mais il y a le pouvoir des soviets !* »)... L'Assemblée constituante représente l'entité vivante de tous les peuples de la Russie et le fait même que la première séance de l'Assemblée a été ouverte, ce seul fait suffit à proclamer la fin de la guerre civile entre les nations peuplant la Russie. (*Voix au centre et à droite* : « *Bravo ! Applaudissements. Les députés du centre et de la droite se lèvent. Voix à gauche* : « *Kalédine a envoyé une dépêche identique !* »...)

Citoyens, vous me permettrez de promettre, au nom de toute l'Assemblée... (*Voix à gauche* : « *Non, nous ne le permettrons pas !...* »)... en nous adressant aux citoyens de l'Ukraine, de promettre solennellement que désormais, l'Ukraine n'aura plus à craindre, fût-ce un seul instant, que la main d'un soldat grand-russien, du cultivateur en capote grise, se lève sur un laboureur ukrainien, vêtu d'une même capote grise. (*Applaudissements au centre et à droite. Voix* : « *Vive l'Ukraine !* »)

En prêtant ce serment, citoyens, nous enlevons en même temps un poids de l'âme du soldat grand-russien. En s'adressant à ce soldat au nom de l'Assemblée, vous me permettrez de lui dire que personne désormais n'osera le diriger contre sa volonté et l'obliger à lever la main sur des Ukrainiens, en l'ensanglantant d'un sang fraternel. (*Vifs applaudissements au centre et à droite. Voix à gauche* : « *Vivent les soviets ukrainiens des députés ouvriers, soldats et paysans* ». *Applaudissements sur tous les bancs. Bruit... Voix à gauche* : « *À bas la Rada bourgeoise ! À bas la Rada contre-révolutionnaire ! À bas les partisans de Kalédine !* »...)

Permettez-moi, citoyens, en m'adressant également aux travailleurs cosaques, aux fils du Don libre... (*bruit et rires à gauche, voix* : « *Vas-y voir, vas-y !* »)... de leur dire que l'Assemblée constituante est absolument certaine que nulle main n'osera mener les travailleurs cosaques, les fils du Don libre, contre la volonté de l'Assemblée constituante... (*Applaudissements à tous les bancs, sauf les bancs de l'extrême gauche. Voix à gauche* : « *Partisans de Kalédine !* »)... et si quelqu'un osait, il subirait le même sort que les autres rebelles, le sort qui a été réservé à Kornilov. (*Applaudissements, voix à gauche* : « *Les bras ne sont pas assez longs !* »).

C'est dans la pleine certitude du dévouement des travailleurs cosaques, qui constituent l'énorme majorité de la population du Don, dans la certitude que les cœurs des travailleurs cosaques battent à l'unisson... (*bruit à gauche*)... avec les cœurs de tous les peuples de la Russie, c'est dans cette certitude que nous pouvons garantir aux travailleurs cosaques que, tant que l'Assemblée constituante

représente le pouvoir suprême de la République, rien ne menace, de la part du soldat grand-russien, leurs droits et leurs libertés. (*Applaudissements sur tous les bancs, sauf à l'extrême gauche.*)

Citoyens, dans la mesure où une Russie fédérale, républicaine, nationale... (*voix à gauche : « Soviétique ! »*)... citoyens et camarades, dans la mesure où la Russie marche sous ces drapeaux, tous les peuples qui la forment... (*voix à gauche : « Sauf les bourgeois ! », rires et applaudissements à gauche*)... tous ses peuples sont les membres égaux d'une seule famille. Et la population musulmane, très nombreuse, et répartie dans toutes les villes de la Russie, qui fut jusqu'ici une des nations les plus privées de droits, peut compter de la part de l'Assemblée, indépendamment du fait qu'elle soit concentrée sur un seul et même territoire, ou qu'elle se trouve dispersée et forme une minorité nationale, sur la même reconnaissance de ses droits souverains que toute autre nationalité. (*Applaudissements au centre et à droite adressés aux fractions musulmanes*)

Enfin, citoyens, permettez-moi également de dire, en ce qui concerne le peuple paria, le peuple qui fut le plus persécuté de tous les peuples et qui, jusqu'à présent, a servi de bouc émissaire aux exploités du monde entier, qui essayaient de déverser sur lui tout le mécontentement des masses laborieuses, mécontentement qui, légitimement, ne peut être dirigé contre aucun peuple en tant que tel, car dans tous les peuples, les masses laborieuses constituent la plus grande partie de la population : le peuple juif, qui n'avait pas de territoire, aura également sur le territoire de la République russe, au même titre que les quatre peuples, le droit de constituer ses propres organes de gouvernement autonomes, et d'exprimer à travers eux sa volonté. La puissance armée de la Russie sera constituée par des légions nationales et personne n'osera opposer d'obstacles à leur constitution, et aux efforts des nationaux dispersés qui voudront se réunir. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

Citoyens, la Russie tout entière – tous ses organes d'État et les peuples qui ont créé ces organes – la Russie, dans toute son entité, devra consacrer tous ses efforts créateurs à l'édification socialiste. C'est

ici, citoyens, que se place la nouvelle tragédie de la grande Russie révolutionnaire. (*Bruit à gauche.*)

Parmi tous les États qui souffrent d'un carnage mondial unique dans l'histoire, la Russie, nationale et laborieuse, animée d'une grande et évidente « volonté de socialisme », se trouve dans la situation la plus pénible. Elle a hérité de l'ancien régime une économie nationale et un mécanisme financier tellement pourris, qu'elle doit maintenant, sous peine de mort, mobiliser toutes ses forces créatrices, s'employant, dans la première période de la révolution, à détruire tout ce qui forme un obstacle à cette création. Et, citoyens... (*voix à gauche : « N'empêchez pas les bolcheviks d'agir ! »*)... et, citoyens, dans ce domaine, la tâche de la révolution, loin d'être achevée, ne fait que commencer. (*Bruit.*)

Le problème agraire

La fin de la guerre civile, qui s'est transformée en une véritable guerre entre les peuples de la Russie, l'union des masses laborieuses de toute la Russie n'auront d'autre signification que de préciser le caractère constructeur et créateur de la grande révolution russe. Cette action devra commencer, citoyens, notamment dans un domaine dont nous ne pouvons sous-estimer le rôle dans le mécanisme de notre économie nationale : c'est-à-dire à la campagne, dans l'agriculture, dans l'économie rurale. Jusqu'à présent, ce domaine formait la base de la pyramide sociale et devait en supporter le poids le plus lourd. En ce qui concerne ces fondations naturelles de tout l'édifice futur de notre économie nationale, vous aurez à transformer le vœu déjà exprimé par la grande majorité de la population laborieuse rurale russe, en une qualité concrète, dûment précisée et légalisée, en lui donnant des formes juridiques mûrement réfléchies ; ce vœu, vous le connaissez : « Toute la terre, sans aucune contrepartie, devient bien national. » (*Bruit... Applaudissements. Voix à gauche : « Vivent les soviets qui ont donné la terre aux paysans ! Cela a été fait par les soviets ! » Une autre voix à gauche : « Vous ne réussirez pas à le réaliser avec les partisans de Kalédine ! »*) Cette voix de la volonté populaire est si forte que, quelle que fût votre attitude

à l'égard de ce mot d'ordre... (*Bruit. Voix à droite : « Les bolcheviks ont capitulé ! ». Applaudissements.*)

Citoyens ! Le peuple veut des actes et non des paroles ! Et le problème agraire vous impose une tâche immense : sortir du domaine des phrases stériles et des formules générales et entrer enfin dans le domaine de la réalisation... (*bruit à gauche et voix : « Trop tard ! »*)... dans la voie de l'organisation agraire... (*voix à gauche : « N'est-ce pas vous qui avez fusillé des paysans ? »*)... réelle, effective, nationale, égalitaire et laborieuse. (*Vifs applaudissements à droite.*)

Car, citoyens, je pense que si, derrière les murs de cette assemblée, comme on dit, dans la « rue », il peut y avoir à ce sujet des malentendus... (*voix à gauche : « On ne vous croira pas ! »*)... ici, au sein de cette assemblée, on comprendra, du moins je le suppose, que le transfert général de la propriété agraire... (*voix à gauche : « Vous ne vous en tirerez pas sans une balle dans la peau ! »*)... ne se fait ni par un trait de plume ni par les affiches, aussi grands que soient les noms des signataires. (*Voix à droite : « Les décrets de Lénine ! ». Voix à gauche : « Et vous, vous voulez le réaliser en vous appuyant sur les partisans de Kalédine ! »*.)

Toute la Russie, en ses institutions démocratiques autonomes... (*Voix à gauche : « Les soviets ! »*)... et ses comités agraires, qui s'inspirent des directives du premier congrès panrusse des députés paysans... (*rires à gauche et exclamations*)... toute la Russie attend que l'on procède enfin, avec l'Assemblée constituante panrusse et les Assemblées des autres nations et territoires de la Russie, à la réalisation effective des vœux nationaux et populaires. Ceux-ci sont menacés par le déchaînement aveugle des éléments ; la Russie s'attend à ce que – au lieu d'un pillage désordonné des biens nationaux – l'on procède à une répartition des terres réellement équitable et légalisée par l'État, afin que celles-ci puissent être exploitées d'une façon égalitaire par tous les travailleurs ayant les mêmes droits civiques sur elles. (*Vifs applaudissements au centre et à droite.*) Citoyens, le peuple, la campagne laborieuse ne considèrent pas ce bien national comme

un bien public quelconque, détaché du peuple, qu'elles pourront percevoir sur une base d'affermage. Non, contrairement à certains projets... (*Voix à droite : « Lénine ! »*)... ce n'est pas un affermage des biens publics que veut la campagne laborieuse : elle veut que le droit d'accès à la terre ne soit soumis à aucun tribut et que seulement dans le but d'égaliser les conditions d'exploitation agricole entre les citoyens, exploitant des terres plus ou moins fertiles, on établisse un impôt spécial foncier pour les uns, afin de permettre d'organiser les autres.

Citoyens, la cause de la grande réforme agraire est considérée par toute la campagne, ainsi que par toute la population laborieuse de la Russie, non comme une affaire purement professionnelle n'intéressant que les agriculteurs, mais comme la question la plus vitale de tout l'État, intéressant l'ensemble de toutes les classes laborieuses. Avec la terre à la disposition du peuple, représenté par l'ensemble des organes de son pouvoir démocratique, nous assistons au transfert de ces sources de toute richesse et de toute production, qui contiennent aussi les clés de toute industrie de transformation ; ce sont toutes les richesses naturelles de la terre, sa surface et son sous-sol. Et cette réforme agraire servira de base à la construction ultérieure, à cette construction socialiste, méthodique et régulière qui, en dernier ressort, devra établir les droits égaux de tous les citoyens à une existence laborieuse, une existence justifiée par le labeur, par un service obligatoire de travail pour tous, en vue du bien général. (*Applaudissements ; voix à gauche : « Il faudra attendre longtemps ! »...*)

Une « grande volonté du socialisme »

Citoyens, notre assemblée étant l'organe exécutif de cette volonté d'une construction socialiste, de cette « grande volonté de socialisme » exprimée par les masses laborieuses de la Russie, trouvera, sans aucun doute, en elle-même, assez de réflexion et de sagesse pour comprendre, lors de la discussion des questions concrètes, jusqu'à quel point la construction socialiste suppose, en même

temps, un essor puissant des forces productives du pays ; elle comprendra que le socialisme n'est ni une approximation hâtive de l'égalité dans la misère... (*Bruit*)... ni une expérience hasardeuse et risquée opérée dans la décadence générale, et qui ne peut que hâter la décomposition et la ruine ; au contraire, par un travail planifié et concret, la construction socialiste doit développer avant tout les forces productives du pays et augmenter, au moyen d'une plus grande autodiscipline du travail, la puissance économique de la population laborieuse.

Ce n'est qu'à cette condition que toutes les mesures prises en vue d'une égalisation des fortunes serviront en même temps à l'établissement d'un niveau de vie de plus en plus digne de l'homme. Il est particulièrement important que notre pays s'en souvienne, car il présente le contraste d'une « volonté de socialisme » tendue au maximum et d'une composition maximum de tous les liens sociaux, d'un déclin absolu des forces de production : la désorganisation totale des transports, de l'alimentation, la décadence de la productivité, le désarroi des finances ; tout cela forme, je le répète, un contraste par trop sinistre avec notre « volonté inébranlable de socialisme ». Citoyens, cette situation pénible, dont on ne connaît pas d'équivalent dans l'histoire, exige de notre part beaucoup de sérieux. (*Voix à gauche : « Et il y a des saboteurs !... »*)

Citoyens, je ne pense pas, et je ne crois pas que l'Assemblée puisse supposer un seul instant, que l'on puisse menacer d'un sabotage quelconque, à moins qu'il ne soit provoqué par des fous... (*Bruit à gauche*)... la volonté légitime de la majorité de la population, exprimée par un suffrage universel, organisé selon le système électoral le plus perfectionné parmi ceux qui existent actuellement au monde. (*Cris à gauche.*) De plus, citoyens, la volonté nationale – je ne parle pas de l'expression truquée de la volonté, mais de volonté nationale légalement exprimée – ne craint aucun sabotage. (*Applaudissements et à droite.*) Les peuples de la Russie forment une entité vivante qui en a fini avec l'anarchie, et ils n'ont pas plus à craindre le sabotage qu'un lion ne craint une piquêre de moustique. (*Applaudissements.*)

Citoyens, vous avez devant vous un travail immense et vous aurez prochainement à traiter, d'une manière concrète, les problèmes cruciaux, tels que le chômage, qui menace d'écraser nos ouvriers. (*Voix à droite : « A qui la faute ? »*) La situation ne cesse d'empirer par la faute de la guerre civile : l'arrivage des combustibles et des produits alimentaires est suspendu, de même que celui des métaux ; nous sommes menacés de manquer de tout, car quel est l'aveugle qui prétend ne pas voir que notre industrie, nos fabriques, nos usines agonisent, menacent de mourir et de mettre tous les ouvriers face à face avec l'impitoyable famine ?

Dans cette situation, le problème du chômage et des préparatifs de la démobilisation et, ensuite, celui de la démobilisation effective, sont des problèmes vitaux. Vous vous y heurterez constamment ; par exemple en transformant tout le potentiel agraire de la Russie en une exploitation nationale, vous vous trouverez face à la question de savoir comment rendre cette exploitation possible partout. Vous serez amenés alors à élaborer un plan de travaux publics grandioses, en vue de faire fructifier des terres stériles, d'irriguer des terres asséchées, d'assécher des terrains marécageux. (*Rires à gauche. Voix : « Et caetera, et caetera ».*)

Dans la réalisation de cette tâche, qui ne pourra être ignorée et sous-estimée que par des personnes peu sérieuses, trouveront une large utilisation toutes les forces libérées par la démobilisation ; elles se trouveront face à un travail qui ne leur est pas étranger, non seulement parce qu'elles l'effectueront pour le bien des peuples de toute la Russie, mais aussi parce que tous ceux qui ne trouveront pas d'emploi dans l'industrie créeront un fonds agraire libre, susceptible d'employer l'armée des chômeurs.

Le chômage constituait jusqu'à présent, et cela dans tous les pays, une lourde charge, qui entravait les efforts du prolétariat conscient dans sa lutte pour la libération, pour son progrès culturel, oui, pour ce progrès qui doit l'élever à un niveau suffisamment haut pour que la classe ouvrière puisse prendre enfin dans ses propres mains la direction de toute la production du pays ; qu'elle puisse, en partant

de l'ancien régime, du maître-autocrate dans sa fabrique, arriver – en passant par la période de contrôle de la production par l'État, période dite de la Constitution du travail – à la période de la République du travail, dans toutes les branches de l'industrie. Citoyens, en abordant une œuvre de cette envergure, qui exigera beaucoup de temps, l'Assemblée constituante est en droit de pouvoir compter sur la collaboration la plus énergique de toutes les organisations de la ville et de la campagne animées de l'esprit de la classe ouvrière. (*Applaudissements à droite et au centre.*)

L'Assemblée constituante est en droit de compter sur toutes ces institutions du peuple ouvrier, en les considérant comme les anneaux d'une même chaîne qui les lie au pays ; elle doit pouvoir compter sur toutes ces organisations, quelle que soit leur forme, en commençant par les syndicats, qui doivent se développer et se renforcer et jouer, dans la société future, un rôle exécutif immense ; ils devront notamment prendre sous leur direction les branches de la production nationale – syndiquées et groupées au préalable – en passant ensuite aux coopératives – ces écoles d'économie autonome – pour finir par les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans qui, les premiers, lancèrent le mot d'ordre préconisant la lutte en faveur d'une Assemblée constituante... (*Applaudissements à droite et au centre*)... qui, ont proclamé, les premiers, que, seule, la bourgeoisie pourrait avoir intérêt à retarder et à faire avorter l'Assemblée constituante... (*Bruit à gauche ; applaudissements à droite et au centre*)... et qui se trahiraient eux-mêmes, trahiraient leur passé si, pour complaire aux détenteurs intéressés du pouvoir, ils désavouaient le mot d'ordre qui consiste à soutenir et à protéger l'Assemblée.

Pas de nouveau maître au-dessus du peuple

Mais, citoyens, même cette clause semble insuffisante pour l'Assemblée constituante, et j'estime que nous devons tous prendre en considération la nécessité de réaliser d'urgence le point à l'ordre du jour du programme socialiste stipulant que les représentants du peuple ne pourront jamais – fût-ce un seul instant – se trans-

former en un nouveau maître et souverain placé au-dessus du peuple – même si cette fois-ci le maître devait avoir plusieurs têtes ; ils devront rester les exécuteurs de la volonté du peuple, responsables, bien que plénipotentiaires.

Nous disposons à cet égard d'un moyen puissant : chaque fois que l'Assemblée sera appelée à décider d'une question particulièrement importante et urgente, et que cette décision sera impatientement attendue dans tout le pays, elle pourra à chaque fois demander un référendum, pour vérifier si le peuple est bien d'accord avec la solution du problème, telle qu'elle a été trouvée par ses représentants. (*Vifs applaudissements au centre et à droite.*)

Et s'il devenait évident qu'il ne nous a pas été possible de trouver, pour un des problèmes en cause, une solution satisfaisante pour le peuple, et aussitôt que celui-ci l'aura exprimé d'une manière irréfutable, par son propre plébiscite général et national – car désormais le peuple ne permettra à personne de parler en son nom, mais le fera lui-même... (*Voix à gauche : « Il vous révoquera ! »*)... aussitôt que l'Assemblée aura encouru le malheur de ne plus être à l'unisson avec la volonté du peuple, elle se démettra aussitôt de ses pouvoirs plénipotentiaires et ordonnera immédiatement de nouvelles élections (*Voix à gauche : « Il est temps, il est grand temps pour vous ! »*). Quant à ceux qui estiment qu'il est temps de le faire, ils peuvent essayer de proposer un référendum et ils sauront alors si le peuple continue à faire confiance à l'Assemblée. (*Vifs applaudissements au centre et à droite ; voix à gauche : « On vous révoquera. Ils devront vous révoquer ! » Bruit prolongé.*)

Citoyens, permettez-moi, en ma qualité de président, de vous rappeler qu'il n'est pas conforme à la dignité de la présente Assemblée de troubler l'ordre pendant la séance. Il ne doit pas y avoir de discipline extérieure ici, car l'autodiscipline, la maîtrise de soi doivent être suffisamment grandes chez les personnes qui ont osé accepter les hauts pouvoirs plénipotentiaires conférés aux membres de l'Assemblée constituante. Donc, citoyens, j'estime que ceux qui le désirent peuvent déposer dès maintenant une motion demandant un tel référendum ; je doute seulement

qu'il se trouve des amateurs... Quant aux membres de l'Assemblée constituante, ils peuvent tranquillement attendre, aussi bien cette motion que le vote du pays tout entier, de tout le peuple travailleur, qui ne change pas d'opinion comme de chemise. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

Skvortzov (*sans quitter sa place*) : *Et cela a été dit par un ex-membre de la conférence de Zimmerwald !*

Honorer la mémoire des générations tombées pour la révolution

Tchernov : En terminant mon allocution à l'Assemblée, je me permets en même temps d'attirer votre attention sur le fait que le droit, pour chacun de vous, d'occuper un de ces fauteuils a été conquis de haute lutte, une lutte longue et sanginaire, et grâce à d'innombrables sacrifices consentis par de nombreuses générations. (*Voix à gauche : « Par la révolution d'Octobre contre Kerenski ! ».* *Bruit violent à gauche.* *Voix : « Silence ! »*) Citoyens, permettez-moi de vous demander de garder de la dignité et le calme élémentaires. Il me semble que cette demande n'est pas excessive. (*Voix à gauche : « Venez-en au fait ! »*)

Citoyens ! Ce n'est pas une plaisanterie ! Le droit de chacun de vous de siéger à cette Assemblée a été acquis par le sang versé sur plusieurs générations, par le sang des meilleurs d'entre ceux que le peuple russe envoyait prendre part à cette grande lutte, par la fleur de la nation ! Et c'est pourquoi, citoyens, permettez-moi de vous proposer d'honorer avant tout la mémoire de tous ceux qui sont tombés dans la lutte contre l'arbitraire de l'ancien régime, dans la lutte pour l'idée immortelle d'une Assemblée constituante, d'honorer, en nous levant, la mémoire de tous ces combattants tombés, jusqu'à ce jour, dans la lutte pour le droit des peuples de la Russie d'exprimer, par la voix d'une Assemblée constituante, la volonté nationale, une et indivisible ! (*L'Assemblée se lève.* *Bruit à gauche.* *Voix à gauche : « Nous nous levons pour ceux qui sont tombés dans la lutte contre Roudniev, Tchernov, Kerenski et les junkers. »*)

Citoyens, permettez-moi de vous rappeler en même temps d'autres victimes

(*Voix à gauche : « Soldats et paysans fusillés par Roudniev ! »*) Nous ne pouvons pas travailler ici, les représentants du peuple ne peuvent procéder ici au grand travail créateur de la reconstruction de toute la Russie sur des bases nouvelles que grâce aux travailleurs en capotes grises qui, pendant tout ce temps, sur le front, ont laissé des victimes innombrables... (*Voix à gauche : « Vous n'avez pas le droit de parler d'eux ! »* *Bruit de plus en plus violent.* *Cris à gauche.*) Permettez-moi de vous rappeler à l'ordre !... (*Sonnette du président*). Je vous demande de respecter l'Assemblée constituante !

Citoyens, permettez-moi de vous proposer d'honorer, en nous levant, la mémoire de ceux qui sont morts en défendant les frontières de la révolution russe. (*Presque toute l'Assemblée se lève.* *Violent bruit à gauche.*) Ils ont donné à la Russie la possibilité de procéder, sans crainte du danger extérieur, à sa reconstruction interne et de proclamer, face aux autres peuples, ses grands mots d'ordre qui s'adressent à toute l'humanité. (*Voix : « Je propose d'honorer les victimes du 18 juin ! »* *Ceux de gauche qui étaient restés assis auparavant, se lèvent.* *Voix à gauche : « Vous, ne vous levez pas... Les bourreaux restent toujours assis à leurs places... »*) Je constate que ceux qui sont tombés sur le front, en défendant la patrie qui est devenue la patrie de la révolution, ont de même mérité notre souvenir reconnaissant, dans la même mesure, la mémoire de tous ! (*Applaudissements au centre et à droite.* *Bruit à gauche.*) Permettez-moi de rappeler l'Assemblée à l'ordre.

Citoyens de la République ! Je vous demande instamment de ne pas troubler l'ordre de notre séance ! Citoyens, membres de l'Assemblée ! Permettez-moi de vous proposer, après avoir achevé mon discours, de procéder à l'élection du secrétaire de l'Assemblée. Permettez-moi de vous proposer de régler cette question, comme toute autre question de pure forme, sans débats, par un simple vote. Je vous demande de nommer les candidats. Je vous demande de voter en nous levant, pour ne pas perdre un temps qui nous est précieux. (*Bruit à gauche.*) Je vous demande de ne pas prendre la parole de votre propre autorité. ■

Boukharine contre les « bavardages » de Tchernov

Camarades et citoyens ! Au nom du parti ouvrier communiste prolétaire des bolcheviks, nous proposons à l'Assemblée constituante d'examiner la question la plus urgente à l'ordre du jour, l'adoption de la déclaration du pouvoir suprême de la République soviétique russe, de la déclaration du comité central exécutif des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans et, d'abord, la question du pouvoir. Je me permettrai, camarades, de le faire en peu de mots, parce que maintenant le temps nous est précieux – et je ne suivrai pas l'exemple du citoyen Tchernov qui, après nous avoir déclaré qu'il était indispensable d'être bref, a bavardé ici très longuement (*Voix* : « *Quelle expression !* »)... Je me permettrai de motiver brièvement notre proposition. C'est un fait, camarades, que l'on peut jurer par Zimmerwald (1) et être, en même temps, traître à Zimmerwald ; on peut, camarades, parler des masses laborieuses et les faire fusiller en même temps par les balles dum-dum des junkers... On peut, camarades et citoyens, affirmer que l'on veut le socialisme et en même temps assassiner ce socialisme. On peut, camarades, piller à droite et à gauche, le programme du parti prolétarien et, en même temps, étrangler ce parti prolétarien (...).

Nous estimons que le problème du contrôle du pouvoir par le parti du prolétariat révolutionnaire est un problème essentiel de la réalité russe vivante, un problème que résoudra définitivement cette même guerre civile qu'aucun des exorcismes de messieurs Tchernov et C^{ie} ne pourra arrêter, jusqu'à la victoire définitive des ouvriers, soldats et paysans russes victorieux (*bruits, cris et applaudissements à gauche*).

Le citoyen Tchernov, dans une belle envolée, nous a déclaré que le grand État russe doit affirmer sa volonté de bâtir le socialisme. Nous pouvons nous ranger entièrement à cet avis, mais nous serions de fieffés hypocrites si nous nous contentions d'en parler, sans agir. Or, dans la mesure où nous voulons agir dans ce sens,



Boukharine D.R.

on nous poignarde dans le dos, et ce, au moment même où nous marchons contre les forces du capital international mobilisé et uni contre nous... (*Soukhanov* (2), *de sa place* : « *Vous vous croyez encore à un meeting ?* »)... bien que le monde bourgeois ait pris les armes, et non seulement la bourgeoisie russe, mais encore la bourgeoisie de l'Europe

entière, du globe terrestre tout entier.

Permettez-moi de motiver nos exigences à l'aide d'exemples précis et concrets. Prenons par exemple, camarades, l'un des problèmes essentiels et peut-être aujourd'hui l'une des questions les plus douloureuse, celui de la réglementation de la production. Si, camarades, nous nous contentions d'adopter la formule de la réglementation de la production par l'État sans régler, en même temps, le problème de l'État lui-même en tant que république soviétique, non seulement nous n'apporterions rien de bon au peuple travailleur, mais au contraire nous le plongerions dans l'esclavage où il se trouve déjà dans les pays prétendus civilisés, mais en réalité barbares.

Camarades, si nous transférons la réglementation de la production entre les mains d'un pouvoir autre que celui des ouvriers et des paysans, entre les mains d'un pouvoir dit populaire, ou encore national, c'est-à-dire entre les mains de la coalition trois fois méprisable et trois fois maudite, nous aboutirions au résultat suivant : nous rendrions au capitalisme toute la production que nous lui avons arrachée, malgré les citoyens Tchernov et Roudnev. La réglementation de la production se ferait alors dans l'intérêt de la guerre impérialiste, dans le sens de l'asservissement maximum des masses populaires, en faveur de la clique finan-

(1) Allusion au fait que Tchernov était délégué du Parti socialiste-révolutionnaire à la Conférence de Zimmerwald en Suisse, qui réunit en septembre 1915 des militants socialistes, restés fidèles à l'internationalisme et opposés à l'Union sacrée.

(2) Nicolas Soukhanov (1882-1940), dirigeant menchevik-internationaliste.

cière internationale, qui nous avait montré son vrai visage avant la révolution d'Octobre, et cela grâce à Tsereteli (3), qui avait accepté et soutenu la coalition (4), grâce à Tchernov, qui, après ses incantations, a préféré s'abstenir à un moment décisif, mais commode pour lui. Mais cette réglementation aboutirait alors à une production qui serait, dans son essence même, celle d'un capitaliste d'État que l'idéologue-économiste Maslov (5), l'un de nos adversaires politiques, a qualifié, à juste titre, de « *capitalisme de bagne* ».

Prenons maintenant le problème de la terre. Si nous disons que nous allons transférer toute la terre à l'État, la signification positive ou négative de cet acte sera déterminée par le problème suivant : entre quelles mains se trouvera alors le pouvoir étatique, c'est-à-dire sera-t-il entre les mains de la classe des travailleurs et uniquement entre ses mains, pourra-t-elle disposer de cette terre commune en s'appuyant sur une puissante organisation des ouvriers et des paysans (cette alliance du travail la plus formidable de l'histoire, l'alliance des deux forces motrices de la plus grande des révolutions russes), ou bien cette terre, ce fonds agraire, sera-t-il mis, sans contrôle, à la disposition d'un État dit national, qui sera le maître et où le citoyen Tsereteli serrera la main du citoyen Boublikov (6) ?

Camarades et citoyens ! Examinons de même le problème des banques. Si, pour le moment, nous avons réussi à briser aux trois quarts – et cela malgré tous les efforts déployés par nos adversaires et ennemis politiques – la domination du capital financier, si nous avons réussi à étouffer à moitié le monstre du capital financier qui, jusqu'à présent, nous poussait vers le carnage impérialiste, le problème de la nationalisation des banques risque de devenir une caricature, le contraire de ce que nous voulions, s'il n'est pas résolu comme nous le proposons. Si les banques, même nationalisées, se trouvent, en effet, entre les mains d'un pouvoir « conciliateur », et nous savons ce que ce pouvoir signifie en fait (c'est *de facto* le pouvoir de la clique impérialiste), si donc ces banques, nationalisées, se trouvaient entre les mains d'un État diminué, en fin de compte, par les chefs du capital financier, nous ne ferions

alors qu'aider la bourgeoisie, en créant, à son profit, un appareil technique centralisé et nous serions les fidèles commis, les chiens de garde de nos oppresseurs, des exploités des masses laborieuses (...).

Nous ne formulons point ici un jugement *a priori*, sans l'avoir étayé par l'expérience. Les partis que vous venez d'entendre ont déjà démontré quel pouvoir ils désiraient. Ils avaient entre leurs mains toutes les possibilités, et ils ont choisi, comme type idéal du pouvoir d'État, un pouvoir « conciliateur », impérialiste, que dirigerait en fait Riabouchinski (7), par l'entremise de Kerenski. Nous savons, sans le moindre doute, qu'il s'agit bien là du même pouvoir, qu'ils ont déjà soutenu dans le passé ; car ils n'ont jamais renoncé de façon expresse et publique aux arguments qu'ils ont utilisés pendant huit mois. C'est précisément pourquoi nous savons que le service du travail général obligatoire se transformerait, sous leur direction, en un instrument d'asservissement des masses laborieuses.

Cela signifie que la classe ouvrière, que chaque prolétaire pris à part et qui, aujourd'hui, est un prolétaire révolutionnaire rouge, que chaque soldat, que chaque matelot et chaque paysan deviendraient de misérables esclaves blancs, pliant sous le poids, sous le joug d'un État impérialiste et pillard ; ce ne seraient plus que des bagnards rivés à la brouette impérialiste, qu'ils devraient pousser nuit et jour pour servir les intérêts d'un État capitaliste, constitué avec l'aide de ces

(3) Irakli Tsereteli (1889-1959), dirigeant du Parti ouvrier social-démocrate géorgien (menchevik), membre du gouvernement provisoire dirigé par Kerenski.

(4) La coalition, c'est-à-dire le gouvernement provisoire à partir de mai 1917, dans lequel siégeaient des ministres bourgeois membres du parti constitutionnel-démocrate (Cadet) et des ministres mencheviks et S-R.

(5) Maslov, socialiste-révolutionnaire de droite.

(6) Alexandre Boublikov, ingénieur des chemins de fer, député de la Douma ; en février 1917, s'empare du ministère des Voies et Communications.

(7) Riabouchinski, industriel, une des têtes du *Torgprom*, organisation d'anciens industriels russes militant pour l'intervention armée contre la République des Soviets et le rétablissement de l'Ancien régime.

mêmes partis qui préconisent un pouvoir « conciliateur ».

Camarades, le problème de la paix qui nous tient tant à cœur se présente exactement de la même façon. Mais, camarades, si le problème de la paix était confié, lui aussi, aux organes dits nationaux et non à des organisations de classe, c'est-à-dire aux organisations des travailleurs, nous trahirions la cause de la paix de la grande lutte contre la guerre impérialiste, en la remettant, par l'intermédiaire des « conciliateurs », que nous connaissons si bien et qui ont assez révélé quelle était leur nature politique, entre les mains de nos ennemis, entre les mains des exploités contre lesquels – nous le jurons du haut de cette tribune – nous mènerons la guerre civile, sans conciliation possible... (*Vifs applaudissements à gauche.*)

Camarades ! Un autre problème très important, lié également à celui du pouvoir, se pose devant nous : celui de l'armement du peuple et de la milice, dont a parlé ici le citoyen Tchernov, celui du pouvoir. Ce problème peut être résolu d'une façon diamétralement opposée à celle qu'il propose. Il est vain de parler de milice populaire si le pouvoir n'est pas transféré aux masses laborieuses et à elles seules (...).

La milice n'est populaire que lorsqu'elle implique un désarmement total de l'État et l'armement total des prolétaires et des paysans ; or cela ne peut s'accomplir que si tout le pouvoir appartient entièrement à l'ouvrier, au paysan et au soldat et non aux institutions dites nationales où, à côté du peuple, siègent aussi ses assassins, s'il appartient au peuple et à lui seul (...).

Nous considérons que seule l'organisation des forces armées concentrant tous les fils, de la base au centre, entre les mains des classes travailleuses organisées en un pouvoir d'État, que seul un tel pouvoir peut résoudre franchement dans l'avenir, le problème d'une milice effectivement populaire.

Camarades, je le répète, il est facile de multiplier les belles phrases... N'est-ce pas le citoyen Kerenski qui disait, en menant des millions de soldats russes au carnage, que ceux-ci défendaient la cause de la révolution russe, au moment même où il recevait, par des voies secrètes, les ordres infâmes de l'impérialisme étranger, auxquels il obéissait comme un laquais (...)?

Camarades, nous vivons un grand moment de l'histoire : une ligne de partage divise aujourd'hui l'Assemblée en deux camps irréconciliables – ne jouons plus à cache-cache en essayant de dissimuler ce fait par des mots. Cette ligne de partage entre deux camps irréconciliables, opposés sur le terrain des principes, dessine une frontière entre les partisans du socialisme et ses ennemis. Le citoyen Tchernov a déclaré que nous devions montrer que nous voulons le socialisme : mais de quel socialisme parlait le citoyen Tchernov ? De celui qui s'instaurera dans quelque deux cents ans et que construiront nos petits-fils ? Est-ce de ce socialisme-là qu'il parlait ? Nous, nous parlons du socialisme vivant, créateur, d'un socialisme dont nous ne voulons pas seulement parler, mais que nous voulons réaliser... (*Applaudissements à gauche.*)

Voilà, camarades ce qui s'appelle être un socialiste actif si l'on prend au sérieux le problème soulevé par le citoyen Tchernov et si l'on manifeste sérieusement sa volonté d'instaurer la dictature des classes travailleuses (*applaudissements à gauche.*). Tous les socialistes ont, jusqu'à présent, affirmé que seule la conquête dictatoriale du pouvoir politique tout entier, seule l'exploitation exclusive de l'appareil tout entier de la machine gouvernementale, permettraient aux classes laborieuses de renverser la structure de l'actuel régime capitaliste. On en a parlé, disserté, on a proféré des serments.

Mais aujourd'hui que nous nous trouvons à un moment décisif, que la classe ouvrière russe, les travailleurs pauvres des campagnes, entourés d'ennemis, couverts d'une sueur de sang, mettent enfin sur pied cette dictature, c'est à ce moment suprême qu'apparaissent les renégats du socialisme. Ils font des avances au Don (8), à la Rada bourgeoise (9), ils pointent, en ce moment même, les canons de leurs fusils contre les soviets ukrainiens,

(8) Un soulèvement contre-révolutionnaire cosaque, dirigé par le général Kaledine, tenait le Don depuis décembre.

(9) Il s'agit de la Rada ukrainienne, c'est-à-dire l'assemblée bourgeoise qui proclame l'indépendance de l'Ukraine après la révolution d'Octobre et est immédiatement reconnue par les gouvernements français et britannique.

c'est-à-dire contre les représentants authentiques des travailleurs ukrainiens. Il se trouve des socialistes pour déclarer que la dictature relève d'une morale de Hottentots. Et lorsque nous, les social-démocrates révolutionnaires, nous nous prononçons pour une solution dictatoriale du problème du pouvoir (*Bruits au centre*)... pour les plus hardies, pour des mesures tendant à la guerre la plus décidée, la plus impitoyable contre tous les ennemis du peuple, c'est alors que ces socialistes viennent nous dire : « *Mais vous copiez les procédés de l'autocratie, vous raisonnez comme le Hottentot qui déclarait : si c'est moi qui vole une vache, c'est bien, mais si c'est à moi que l'on vole une vache, c'est mal.* »

En posant le problème du pouvoir et de la dictature en ces termes, ces honorables citoyens ne réussissent à démontrer qu'une seule chose : c'est qu'ils mettent sur le même plan les esclaves misérables et exploités, mais fiers et révoltés, et leurs exploités, représentants du capital financier. Ils les placent dans des conditions identiques et leur reconnaissent le même droit moral : celui d'étrangler l'adversaire. Et c'est au moment où le parti du prolétariat révolutionnaire et celui des couches laborieuses de la population mènent la lutte la plus cruelle qu'on ait jamais vue dans l'histoire, et qu'ils tendent toutes leurs forces pour la gagner, c'est au moment même où ces partis et ces classes emploient la violence et même, si nécessaire, la terreur contre l'oppression séculaire, pour renverser cette triste société capitaliste, c'est à ce moment même que nos adversaires braillent que l'on viole le droit du capitaliste à exploiter librement les citoyens de la grande République soviétique.

Camarades, nous devons aujourd'hui garder en mémoire toute la responsabilité qui pèse sur nous : nous ne devons pas oublier que l'humanité vit actuellement une période cruciale de son histoire ; que ni pendant la guerre de Trente Ans (10), ni pendant la grande Révolution française, ni pendant les guerres de libération bourgeoises, jamais ne s'est produite, depuis qu'existe la société humaine, une éruption aussi colossale que la nôtre. En ce moment, camarades, nous posons les fondements de la vie de l'humanité pour les millénaires à venir. Nous sommes tous mortels, et aujourd'hui une question se

pose devant chacun de nous et pèse de tout son poids sur la conscience de chacun : avec qui serons-nous ? Avec Kaledine (11) (...), avec les junkers, avec les fabricants, les négociants, les directeurs des banques, qui favorisent le sabotage et étranglent la classe ouvrière, ou bien avec les capotes grises, les ouvriers, les soldats, les matelots ? Allons-nous marcher avec eux, épaule contre épaule, partageant leur destin, heureux de leurs victoires, abattus de leurs défaites, liés par une seule et unique volonté : bâtir le socialisme, par un seul et unique désir : édifier un pouvoir fort, le pouvoir de la grande République soviétique russe, pour écraser sous une roue de fer le capital mondial ? (*Applaudissements à gauche*).

Camarades ! La dernière nouveauté que nous offrent nos adversaires politiques, c'est aujourd'hui, à l'heure d'une guerre impérialiste désespérée, la création d'une minable république bourgeoise parlementaire, sur le modèle de la République américaine, qui exécute ses socialistes à l'électricité, ou de la France, sous la coupe toute-puissante de sa clique financière !

Et maintenant, camarades, alors que, du jour au lendemain, le monde entier va s'embraser de l'incendie de la révolution, du haut de cette tribune, nous déclarons à la république bourgeoise parlementaire une guerre sans merci ! (*Vifs applaudissements à gauche qui se transforment en ovation.*). Nous, les communistes, nous, le parti ouvrier, nous voulons créer, en Russie d'abord, la grande République soviétique des travailleurs, nous lançons le mot d'ordre, proclamé par Marx il y a déjà un demi-siècle ; et que les classes dominantes et leurs parasites avec elles tremblent devant la révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre, que leurs chaînes, et ils conquerront le monde entier ! Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! (*Ovations à gauche. Cris : « Vive le pouvoir des soviets ! »*). ■

(10) La guerre de Trente Ans (1618-1648) fut une guerre européenne qui ravagea l'Allemagne et l'Europe centrale.

(11) Alexeï Kaledine (1861-1918), officier russe, ataman des cosaques du Don, combattit avec les Blancs durant la guerre civile.

La paix de Brest-Litovsk

Fiodor Raskolnikov (1)

La fraction des députés bolcheviques de l'Assemblée constituante a chargé le camarade Lobov et moi-même de donner lecture de la déclaration suivante :

(*Il lit*) : L'énorme majorité de la Russie travailleuse – ouvriers, paysans, soldats – a exigé de l'Assemblée constituante qu'elle reconnaisse les conquêtes de la grande révolution d'Octobre : les décrets des soviets sur la terre, sur la paix, sur le contrôle ouvrier et, avant tout, qu'elle reconnaisse le pouvoir du soviet des députés ouvriers, soldats et paysans (*applaudissements dans le public*).

Le Comité exécutif central, incarnant la volonté de l'énorme majorité des classes travailleuses de Russie a proposé à l'Assemblée constituante de considérer cette volonté comme constituant pour elle une obligation. La majorité de l'Assemblée constituante, cependant, en accord avec les prétentions de la bourgeoisie, a repoussé cette proposition et lancé par là un défi à toute la Russie travailleuse (*applaudissements dans le public*).

À l'Assemblée constituante, c'est le parti des S-R de droite, le parti de Kerenski, d'Avksentiev, de Tchernov qui détient la majorité (*applaudissements dans le public*). Ce parti qui s'intitule socialiste et révolutionnaire dirige la lutte des éléments bourgeois contre la révolution ouvrière et paysanne et c'est en fait un parti bourgeois et contre-révolutionnaire (*applaudissements dans le public*). Dans sa composition actuelle, l'Assemblée constituante est le produit du rapport des forces antérieures aux journées de la révolution d'Octobre.

L'actuelle majorité contre-révolutionnaire de l'Assemblée constituante (*rires et protestations au centre et à droite. Applaudissements dans le public*), l'actuelle majorité contre-révolutionnaire de

l'Assemblée constituante (*exclamations : « À bas ! Vous vous prenez pour un révolutionnaire !*), élue sur des listes dépassées, reflète la veille de la révolution et tente de se dresser en travers de la route du mouvement ouvrier et paysan (*voix à droite : « Blablabla ! » Applaudissements dans le public*).

Les débats de cette journée ont montré à l'évidence que le parti des S-R de droite, comme sous Kerenski, nourrit le peuple de promesses, promet en paroles de lui donner tout et le reste, mais en réalité décide d'engager la lutte contre les soviets des députés ouvriers, paysans et soldats, contre les mesures socialistes, contre le transfert de la terre et de tout le matériel agricole aux paysans sans indemnités (*cris : « Mensonges ! Mensonges ! » Applaudissements dans le public*), contre la nationalisation des banques, contre l'annulation des dettes d'État (*cris : « Andouille ! » applaudissements dans le public*).

Le président :

Je vous prie de ne pas interrompre l'orateur.

Raskolnikov :

Comme nous ne désirons pas une seule minute couvrir les crimes des ennemis du peuple, nous déclarons que nous quittons l'Assemblée constituante (*applaudissements frénétiques dans le public*) pour remettre au pouvoir soviétique la décision définitive sur l'attitude à adopter à l'égard de la fraction contre-révolutionnaire de l'Assemblée constituante (*cris : « Faiseurs de pogromes ! » Applaudissements dans le public*). ■

(1) Extrait des documents de l'année 1917. *Procès-verbaux de l'Assemblée constituante*, pp. 3-Raskolnikov est un dirigeant bolchevique.

Procès-verbal de la réunion du comité central du Parti bolchevique du 11 (24) janvier 1918

La parole appartient d'abord au camarade **Lénine** qui rappelle qu'à la réunion du 8 janvier trois points de vue différents se sont établis sur cette question et il demande si l'on veut débattre la question selon les différents points des thèses qu'il avait déjà exposés ou si l'on préfère procéder à une discussion générale.

On opte pour la dernière proposition et on donne la parole au camarade Lénine.

Il commence par expliquer les trois points de vue qui se sont dégagés lors de la réunion précédente :

- 1) Paix séparée annexionniste.
- 2) Guerre révolutionnaire.
- 3) Déclaration de la fin de la guerre, démobilisation de l'armée, mais sans signer la paix.

À la réunion précédente le premier point de vue a obtenu 15 voix, le deuxième point de vue en a obtenu 32 et le troisième point de vue 16.

Le camarade Lénine démontre que les bolcheviks n'ont jamais refusé la défense, mais que la défense de la patrie devait avoir et devait obtenir une situation bien définie et concrète, telle que nous la trouvons à présent devant nous : c'est la défense de la république socialiste contre un impérialisme international extrêmement fort. La seule question qui se pose à l'heure actuelle est la suivante : de quelle manière devons-nous défendre notre

patrie, la république socialiste ? L'armée est absolument épuisée par la guerre ; notre effectif de chevaux est tel que nous ne pourrions pas retirer notre artillerie en cas d'attaque ; la situation des Allemands dans les îles de la mer Baltique est très bonne ; en cas d'attaque ils pourront occuper Revel et Petrograd sans coup férir. En continuant la guerre dans de telles conditions, nous allons énormément renforcer l'impérialisme allemand, et nous aurons à conclure et à signer la paix de toutes façons, mais à ce moment-là cette paix sera pire étant donné que nous ne pourrions plus poser de conditions. Il va de soi que la paix que nous sommes obligés de conclure maintenant est une paix ordurière, mais si la guerre commence, notre gouvernement va être balayé et la paix sera conclue avec un autre gouvernement. À l'heure actuelle, nous nous appuyons non seulement sur le prolétariat mais aussi sur les couches les plus pauvres de la paysannerie, qui nous quittera si nous continuons la guerre. La prolongation de la guerre répond aux intérêts des impérialismes français, anglais et américain ; la proposition faite par les Américains à Krylenko sur les 100 roubles par tête de soldats russes en donne la démonstration. Ceux qui préconisent le point de vue de la guerre révolutionnaire disent que nous nous trouverons par là même dans la situation d'une guerre civile contre l'impéria-

lisme allemand et que, par là encore, nous susciterons une révolution en Allemagne. Cependant l'Allemagne n'est qu'enceinte de la révolution tandis que nous, nous pouvons déjà présenter un nouveau-né vigoureux, la république socialiste, que nous pouvons tuer en commençant la guerre. Nous avons ici une lettre circulaire des sociaux-démocrates allemands, nous avons des informations sur les deux courants du centre des sociaux-démocrates : l'un estime que nous sommes des vendus et qu'à l'heure actuelle à Brest se déroule une comédie dont les rôles ont été distribués à l'avance. Cette partie nous attaque à cause de la paix. L'autre partie, les partisans de Kautsky, déclare que l'honnêteté des dirigeants bolcheviques est au-dessus de tout soupçon mais que l'attitude des bolcheviks est un rébus psychologique. L'opinion des sociaux-démocrates de gauche ne nous est pas connue. Les ouvriers anglais soutiennent notre volonté de paix. Évidemment la paix que nous allons conclure sera une paix ordurière, mais nous avons besoin de gagner du temps pour pouvoir réaliser des réformes sociales (il suffit de mentionner la question des transports), nous avons besoin de nous stabiliser et pour cela nous avons besoin de temps. Il nous faut étouffer notre bourgeoisie et, pour ce faire, il nous faut avoir les mains libres. Après cela nous allons libérer nos deux mains à la fois et, à ce moment-là, nous allons pouvoir mener une guerre révolutionnaire contre l'impérialisme international. Les troupes de l'armée révolutionnaire volontaire créée aujourd'hui seront les officiers de notre armée future.

Ce que propose le camarade Trotsky : interrompre la guerre – refuser de signer la paix et démobiliser l'armée – est en fait une démonstration politique internationale. Tout ce que nous pouvons obtenir en retirant nos troupes, c'est de laisser aux Allemands la république socialiste d'Estonie. L'on dit qu'en concluant la paix nous délierons par là les mains des Japonais et des Américains qui se jetteront aussitôt sur Vladivostok. Mais avant qu'ils n'atteignent Irkoutsk, nous allons pouvoir renforcer notre république socialiste. En signant la paix, évidemment, nous allons trahir la Pologne qui vient

d'atteindre à l'indépendance, mais par là même nous allons garder la république socialiste d'Estonie et nous allons nous donner la possibilité de stabiliser et de renforcer nos conquêtes. Évidemment, cela signifie faire un pas vers la droite, qui nous mènera à emprunter un chemin extrêmement sale, mais nous sommes obligés d'y passer. Si les Allemands commencent à attaquer, nous allons être obligés de signer n'importe quelle paix et, à ce moment-là, évidemment, cette paix sera encore pire. Pour sauver la république socialiste, trois milliards de roubles de contribution ne sont pas trop chers. En signant la paix maintenant nous allons démontrer de façon claire aux masses que les impérialistes (l'Allemagne, l'Angleterre et la France), ayant occupé Riga et Bagdad, continueront à se battre, tandis que nous, de notre côté, nous allons nous développer, et que la république socialiste se développera.

Le camarade **Boukharine** estime que la position du camarade Trotsky est la plus juste tandis qu'il vient de trouver deux contradictions dans les propositions du camarade Lénine. Il dit que nous sommes sur des positions défensives, mais la défense présuppose la guerre, et qu'en menant la guerre, d'autre part, nous contribuons aux buts de l'impérialisme. Il faut que nous envisagions la république socialiste du point de vue de l'internationalisme, étant donné que là nous possédons un fond commun qui est la lutte des classes. C'est de ce point de vue que nous affirmons que nous avons déjà vaincu, bien qu'ailleurs les troupes n'avancent pas et qu'ailleurs encore elles commencent seulement à se mettre en mouvement. Le camarade Lénine ne devrait pas se prononcer contre les démonstrations politiques étant donné que le refus de la guerre et l'amitié entre les soldats sont des éléments de la décomposition d'une armée. Nous avons pris le dessus sur Kornilov justement en décomposant son armée, c'est-à-dire justement par une démonstration politique. Nous voulons employer la même méthode en face de l'armée allemande. Que les Allemands nous battent, que les Allemands avancent encore de 100 verstes, un seul aspect nous intéresse : comment cela se

reflétera dans le mouvement international. Les sociaux-démocrates allemands ont intérêt à ce que nous refusions de signer un traité, étant donné que le mouvement en Allemagne et à Vienne se développe justement à partir de la lutte pour la paix. À Vienne, une grève générale se prépare en rapport direct avec les pourparlers de Brest et, en signant la paix, nous allons priver cette lutte de ses fondements. En préservant notre république socialiste, nous allons perdre les chances d'un mouvement international. Pour quelle raison la lutte en Occident est-elle devenue plus acharnée ? À cause de la question de la paix. Évidemment, c'est là une démonstration de la faiblesse de ce mouvement, mais pour le fortifier, il faut le lancer et le développer sur la question de la paix, sans donner la possibilité aux gouvernements de Berlin et de Vienne de déclarer que la paix est conclue. Il faut, si c'est possible, faire traîner l'affaire en longueur et ne pas signer une paix ordurière, puisque ce faisant nous tiendrons en éveil les masses d'Europe occidentale.

Le camarade **Ouiritski** estime que l'erreur du camarade Lénine à l'heure actuelle est la même qu'en 1915, c'est-à-dire qu'il envisage les choses du point de vue de la Russie et non du point de vue international. Évidemment, nous ne pouvons pas mener une guerre révolutionnaire, nous ne pouvons pas le faire, parce qu'en la commençant, nous perdrons aussitôt notre armée, nos soldats, et parce que la bourgeoisie conclura immédiatement la paix. Mais en signant la paix, nous allons perdre le prolétariat, étant donné que le prolétariat de Petrograd ne sera évidemment jamais d'accord pour conclure la paix et qu'il envisagera ce geste comme un abandon de notre ligne. En refusant de signer la paix, en démobilisant l'armée et en faisant, par là même, une manifestation politique, nous allons ouvrir évidemment la voie aux Allemands, mais à ce moment-là l'instinct de conservation se réveillera sans doute dans le peuple et c'est alors que commencera la guerre révolutionnaire. En ce qui concerne la manifestation politique, toute la politique du commissariat du peuple aux Affaires étrangères n'a été qu'une manifestation politique. C'est exactement de la même

manière que les soldats allemands comprendront notre politique, si nous refusons de signer la paix, de mettre fin à la guerre et de démobiliser l'armée.

Le camarade **Trotsky** pose la question : quel est le rapport entre la guerre révolutionnaire et les rapports internationaux dans le monde ? À l'heure actuelle, toute la question réside dans un rapport de force. Allons-nous prendre une part active à la guerre impérialiste ou allons-nous nous en abstenir ? N'importe comment, nous prenons part à la guerre. Et voilà qu'il nous faut décider maintenant ce qui est plus avantageux pour nous : transformer toutes nos forces en force militaire n'est qu'une utopie. C'est pourquoi la question de la guerre révolutionnaire est une question irréaliste. Il faut dissoudre l'armée, mais dissoudre l'armée ne veut pas dire signer la paix. Lors des pourparlers, nous n'avons pas pu découvrir quels sont les rapports qui unissent l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. En refusant de signer la paix, en démoralisant l'armée nous allons les obliger à se découvrir, puisque les Allemands attaqueront justement si nous démobilisons. Nous allons ainsi montrer clairement aux sociaux-démocrates allemands qu'il ne s'agit pas d'un jeu où les rôles sont distribués à l'avance. Nous n'avons pas su découvrir non plus l'importance des forces de l'opposition en Allemagne, étant donné que les Allemands ne connaissent pas les conditions exactes de la paix et que la censure allemande falsifie les pourparlers. Le camarade Stoutchka a suggéré que nous propositions un arbitrage aux Allemands, et cette proposition m'apparaît acceptable comme un nouveau moyen de prolonger les pourparlers. Au cas où ils refuseraient d'accepter cette proposition, nous rompons les pourparlers, mais nous déclarons que nous n'allons pas nous battre.

Le camarade **Oppokov** (Lomov) trouve qu'à force de vouloir ajourner les pourparlers, nous n'allons rien obtenir puisqu'il est clair que toutes nos mesures concernant l'établissement du socialisme rencontreront une telle résistance de la part de l'impérialisme allemand que cette attaque nous trouvera complètement démunis de force. Il estime qu'il ne faut pas parler de l'impossibilité d'une guerre

révolutionnaire puisque jusqu'ici nous n'avons encore rien fait pour la préparer. Il estime que la proposition du camarade Lénine selon laquelle nous, pour nous efforcer de garder l'enfant, c'est-à-dire la révolution socialiste, nous devons refuser la guerre, est erronée. C'est justement la décomposition de l'armée allemande, justement la guerre civile contre l'impérialisme allemand, c'est justement notre étouffement qui pourrait faire éclater la révolution en Occident. Nous ne pouvons pas nous arrêter à mi-chemin, mais nous devons aller jusqu'au bout tout en restant sur nos positions. Or, en concluant la paix, nous capitulons devant l'impérialisme allemand. Il estime qu'il faudrait approuver la position du camarade Trotsky, mais en faisant montre du maximum d'activité en ce qui concerne la préparation de la guerre révolutionnaire.

Le camarade **Staline** estime qu'en approuvant le mot d'ordre de la guerre révolutionnaire nous faisons le jeu de l'impérialisme. La position du camarade Trotsky n'en est pas une. Il n'existe pas de mouvement révolutionnaire en Occident, il n'y a pas de faits, il n'y a qu'un potentiel, et nous ne pouvons pas compter sur un potentiel. Si les Allemands commencent à attaquer, la contre-révolution chez nous en sortira renforcée. Et cette attaque, l'Allemagne peut l'amorcer, étant donné qu'elle possède ses propres troupes korniloviennes : les corps francs. En Octobre, nous avons parlé de guerre sainte, nous en avons parlé parce qu'on nous a fait savoir que le seul mot de « paix » pouvait déclencher la révolution en Occident. Mais cela ne s'est pas confirmé. Nos réformes sociales inquiètent l'Occident, mais pour les réaliser, nous avons besoin de temps. En approuvant la politique du camarade Trotsky, nous créons les pires conditions pour le mouvement en Occident ; c'est pourquoi il propose d'approuver la proposition du camarade Lénine.

Le camarade **Zinoviev** dit qu'évidemment nous nous trouvons devant une opération chirurgicale extrêmement sérieuse, puisqu'en concluant la paix nous allons renforcer le chauvinisme en Allemagne et pour quelque temps nous allons affaiblir le mouvement partout en Occident. Plus loin, cependant, une autre perspective

s'ouvre, et c'est la perte de la république socialiste. La proposition du camarade Trotsky n'est pas acceptable, puisque Kühlmann répondra sur le mode parlementaire que, vu le refus de la paix, nous restons en guerre avec eux. Le camarade Zinoviev pose la question : ne faudrait-il pas ajourner encore pour quelque temps la reprise des pourparlers et, pendant ce temps, organiser dans tous les pays un référendum sur la question de la paix ?

Le camarade **Boubnov** estime que trois points de vue se sont dégagés à la réunion du 8 janvier, tandis qu'à présent, nous n'en avons que deux, puisque le point de vue de la guerre révolutionnaire ne trouve probablement pas de partisans.

Le camarade **Lénine** affirme que sur certains points il n'est pas d'accord avec les camarades Staline et Zinoviev. D'un côté, évidemment, il existe en Occident un mouvement de masses, mais la révolution n'y a pas encore commencé. Cependant, si en vertu de cela nous changeons de tactique, nous deviendrions des traîtres à la cause du socialisme international. Il n'est pas d'accord avec Zinoviev lorsque ce dernier affirme que la conclusion de la paix affaiblirait pour un moment le mouvement en Occident. Si nous croyons que le mouvement allemand pourrait se développer immédiatement en cas d'une rupture des pourparlers de paix, nous devons nous sacrifier, étant donné que la révolution allemande serait d'une force supérieure à la nôtre. Mais l'essentiel, c'est que là-bas le mouvement n'a pas encore commencé, tandis que chez nous il est père d'un nouveau-né à la voix perçante, et si, à l'heure actuelle, nous ne disons pas clairement que nous sommes d'accord pour conclure la paix, nous courons à notre perte. Il nous faut durer jusqu'à l'éclatement de la révolution socialiste générale, et nous ne pourrions y arriver qu'en concluant la paix.

Le camarade **Dzerjinski** déclare que la conclusion de la paix n'est autre chose que la capitulation sur tout notre programme. Il estime que le camarade Lénine fait de façon masquée ce qu'ont fait en octobre Zinoviev et Kamenev. Nous, par notre attitude, nous devons donner des forces à l'Occident. Le camarade Lénine a déclaré que la république socialiste s'appuie sur

les couches les plus pauvres de la paysannerie et sur le prolétariat. Nous sommes le parti du prolétariat et nous devons voir clairement que le prolétariat ne nous suivra pas si nous signons la paix.

Le camarade **Kossior** dit que l'organisation de Petrograd proteste et protestera tant qu'elle pourra contre le point de vue du camarade Lénine et qu'elle considère comme la seule possible la position de la guerre révolutionnaire.

Le camarade **Boukharine** propose le mot d'ordre d'une paix des tranchées.

Le camarade **Serguéiev** (Artiom) souligne que tous les orateurs sont d'accord sur le fait que notre république socialiste est menacée de périr si la révolution socialiste tarde à éclater en Occident et il estime que, pour que cette révolution puisse de potentielle devenir une force acquise, il faut du temps. Par conséquent, nous devons gagner ce temps et nous ne pouvons le gagner qu'en concluant la paix ; la paix c'est notre sauvetage.

Le camarade **Krestinski** estime que l'argument majeur contre la guerre révolutionnaire, c'est le manque d'armée en tant que force de frappe. Mais nous devons continuer la démobilisation puisque nous ne pouvons pas compter sur l'ancienne armée pour mener une guerre révolutionnaire. Nous devons renforcer notre Garde rouge, étant donné que nous ne sommes forts que par elle seule et que nous pouvons nous appuyer sur elle, contrairement à la garnison. Ce n'est qu'après avoir créé notre Armée rouge que nous pourrions mener la guerre révolutionnaire.

Le camarade **Sokolnikov** affirme qu'il ne sera pas nuisible de retarder les pourparlers de paix mais que nous n'avons absolument pas à craindre la conclusion de la paix étant donné que la paix ne serait en fait qu'un armistice : en concluant la paix, nous allons commencer à nous préparer à la guerre révolutionnaire. Il trouve avantageux pour nous jusqu'à la

signature d'une capitulation puisque nous montrerions par là encore plus clairement au monde entier que nous luttons par la voie politique pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et non par celle de la reconquête des territoires occupés. L'histoire démontre clairement que le sel de la terre se déplace graduellement vers l'Orient. Au XVIII^e siècle, c'était la France qui était le sel de la terre, au XIX^e, l'Allemagne, maintenant, c'est le tour de la Russie.

Le camarade **Boukharine** propose de déterminer ce que nous appelons guerre révolutionnaire : attaquer ou attendre sur place ?

Le camarade **Trotsky** propose de poser la question suivante : voulons-nous en appeler à la guerre révolutionnaire ?

La question passe au vote.

2 voix pour, 11 voix contre, une abstention.

Le camarade **Lénine** propose de mettre au vote que nous allons ajourner par tous les moyens la signature de la paix.

La question passe au vote.

12 voix pour, 1 voix contre (1).

Le camarade **Trotsky** propose de mettre au vote la formule suivante : nous cessons la guerre sans conclure la paix, nous démobilisons l'armée.

La proposition passe au vote ;

9 voix pour (2), 7 voix contre (3).

(pour compter les voix, on a tenu compte de la déclaration écrite du camarade **Smilga**). ■

(1) Dans le manuscrit original, le texte continue : (**Lénine**) En faisant cela nous retardons la paix préliminaire et la transformons en paix durable ne serait-ce qu'en payant un milliard. (**Boukharine**) : décidons-nous la question de la manifestation ?

(2) Dans le manuscrit original, le 7 a été corrigé et remplacé par 9.

(3) Dans le manuscrit original, le 6 a été corrigé et remplacé par 7.

Sur la phrase révolutionnaire⁽¹⁾

Lénine

La phrase révolutionnaire est d'ordinaire un mal dont les partis révolutionnaires souffrent lorsqu'ils réalisent de près ou de loin la liaison, la réunion, l'interpénétration d'éléments prolétariens et petits-bourgeois, et lorsque le cours des événements révolutionnaires connaît des revirements brutaux et importants. La phrase révolutionnaire, c'est la répétition de mots d'ordre révolutionnaires sans tenir compte des circonstances objectives, du changement produit par les événements les plus récents, de la situation du moment. Des mots d'ordre excellents qui entraînent et qui enivrent, mais qui sont dépourvus de base solide, telle est l'essence de la phrase révolutionnaire.

[Lénine, ensuite, examine les principaux arguments en faveur de la guerre révolutionnaire en les confrontant à la réalité objective.]

1- (...) La démobilisation bat son plein. La vieille armée n'existe plus. Les premiers embryons de la nouvelle commencent à peine à se former.

Quiconque refuse de se payer de mots est obligé de voir que le « mot d'ordre » de la guerre révolutionnaire en février 1918 est une phrase creuse, derrière laquelle il n'y a rien de concret, rien d'objectif. Le sentiment, les vœux pieux, la colère, l'indignation, tel est aujourd'hui le seul contenu de ce mot d'ordre. Un mot d'ordre qui n'a que ce seul contenu, c'est précisément ce que l'on appelle la phrase



Lénine D.R.

ce fait désagréable mais incontestable à l'aide de déclamations et en même temps, loin de s'opposer à la démobilisation *ne pas même y faire d'objections*, c'est se griser de mots (...).

2- [Lénine examine le premier « faux-fuyant » des partisans de la guerre révolutionnaire : « La France de 1792 souffrait d'une désorganisation aussi grande, mais la guerre révolutionnaire a tout guéri, elle a enflammé tout le monde, suscité l'enthousiasme et tout balayé. Seuls ceux qui ne croient pas à la révolution, seuls des opportunistes peuvent, devant notre révolution qui est beaucoup plus profonde, se prononcer contre la guerre révolutionnaire. »]

Le régime féodal vaincu, la liberté bourgeoise consolidée, le paysan rassasié marchant contre les pays féodaux, telle est la base économique des « miracles » de 1792-1793 dans le domaine militaire.

Un pays de petits cultivateurs, affamé et épuisé par la guerre, qui commence tout juste à panser ses plaies, contre une productivité du travail supérieure par la technique et l'organisation, telle est la situation objective au début de 1918.

C'est pourquoi toutes les évocations de 1792, etc., ne sont que phrase révolutionnaire. On reprend des mots d'ordre, des slogans, des cris de guerre, mais on a peur d'analyser la réalité objective.

3- Deuxième faux-fuyant : l'Allemagne « *ne pourra pas prendre l'offensive* », SA révolution qui monte ne le lui permettra pas (...).

Les déclarations de certains de nos camarades : « *Les Allemands ne pourront pas prendre l'offensive* », étaient une phrase. Nous venons, quant à nous, de traverser une révolution. Nous savons tous très bien pourquoi la révolution a pu *commencer* plus facilement en Russie qu'en Europe. Nous avons vu qu'il nous avait été impossible d'empêcher l'offensive de l'impérialisme russe en juin 1917, bien qu'il y eût déjà chez nous une révolution qui n'avait pas seulement commencé, qui n'avait pas seulement renversé la monarchie, mais qui avait aussi créé partout des soviets. Nous l'avions vu, nous le savions, nous l'avons expliqué aux ouvriers : ce sont les gouvernements qui font les guerres. Pour mettre un terme à la guerre bourgeoise, il faut renverser le gouvernement bourgeois.

Déclarer : « *Les Allemands ne pourront pas prendre l'offensive* », c'était donc affirmer : « *Nous savons que le gouvernement allemand sera renversé dans les semaines à venir.* » Or cela nous ne le savions pas, nous ne pouvions pas le savoir, et c'est pourquoi cette affirmation n'était qu'une phrase (...).

4- Simple variante de cette absurdité prétentieuse, l'affirmation que « *nous aidons la révolution allemande en résistant à l'impérialisme allemand, nous hâtons ainsi la victoire de Liebknecht sur Guillaume* » (...).

Toute « résistance » à l'impérialisme allemand aide-t-elle la révolution allemande ? Quiconque voudra réfléchir un peu ou, du moins, se rappeler l'histoire du mouvement révolutionnaire en Russie, verra sans peine que seule une résistance *rationnelle* à la réaction peut servir la révolution. Nous connaissons par l'expérience d'un demi-siècle de mouvement révolutionnaire en Russie une masse d'exemples

de résistance inopportune à la réaction. Nous, marxistes, nous avons toujours été fiers de savoir déterminer l'opportunité ou l'inopportunité de telle ou telle forme de lutte, en tenant rigoureusement compte des forces des masses et des rapports entre les classes. Nous avons dit : l'insurrection n'est pas toujours opportune ; faute de certaines prémisses qui doivent apparaître au sein des masses, elle tourne à l'aventure. Nous avons très souvent condamné, comme inopportunes et nuisibles du point de vue de la révolution, les formes les plus héroïques de résistance individuelle. Instruits par une amère expérience, nous avons rejeté en 1907 comme inopportun le refus de participer à la III^e Douma, etc. (...).

Il est évident pour tous (sauf peut-être pour ceux que la phrase enivre complètement) qu'accepter l'épreuve de force insurrectionnelle ou militaire alors qu'*il est manifeste* que l'on n'a pas les forces suffisantes, alors qu'*il est manifeste* que l'on n'a pas d'armée, c'est se lancer dans une aventure qui, loin d'aider les ouvriers allemands, rendra leur lutte plus difficile et facilitera la tâche de notre ennemi commun.

5- [Lénine examine « un autre faux-fuyant » : *la comparaison avec la situation d'Octobre 1917 où* « les opportunistes nous disaient bien que nous n'avions pas de force, pas de troupes, pas de mitrailleuses, pas de matériel, mais tout cela nous vint au cours du combat... ».]

L'erreur des opportunistes d'Octobre n'est pas de s'être « préoccupés » des prémisses objectives (seuls des enfants pourraient le penser), mais d'avoir porté un jugement *erroné* sur les *faits*, d'avoir considéré des détails sans voir l'*essentiel* : le tournant des soviets qui s'étaient détachés des conciliateurs pour se rapprocher de nous.

Comparer un conflit armé avec l'Allemagne (qui n'a encore connu ni son « février », ni son « juillet », sans parler de son « octobre »), une Allemagne dirigée par un gouvernement impérialiste bourgeois et *monarchique*, à la lutte insurrectionnelle d'Octobre contre les ennemis des soviets – des soviets qui mûrissaient depuis février 1917 et qui avaient atteint en septembre et en octobre leur complète maturité –, c'est un enfantillage qui mérite

qu'on le montre du doigt. Voilà les absurdités auxquelles la phrase peut mener !

6- [Autre faux-fuyant : « L'Allemagne va nous étouffer économiquement par son traité de paix séparée. »]

Ces héros de la phrase révolutionnaire ! Ils repoussent l'« asservissement » à l'impérialisme, mais ils passent *modestement* sous silence le fait que pour rompre complètement la servitude il faut *renverser* l'impérialisme.

Nous sommes prêts à accepter un traité coûteux et une paix séparée, parce que nous savons que nous ne sommes pas encore prêts, *en ce moment*, à la guerre révolutionnaire, qu'il faut savoir attendre (comme nous avons attendu, en subissant la fêrulerie de Kerenski et celle de notre bourgeoisie, de juillet à octobre), attendre d'être plus forts (...). Tant que nous avons le choix nous devons choisir la paix séparée et le traité, même très désavantageux, car cela vaut tout de même cent fois mieux que la situation de la Belgique (...).

7- Dernier faux-fuyant, le plus audacieux et le plus courant : « *Une paix infâme, c'est le déshonneur, c'est la trahison envers la Lettonie, la Pologne, la Courlande, la Lituanie* » (...).

Examinons cet argument du point de vue théorique : qu'est-ce qui est l'essentiel, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ou le socialisme ?

C'est le socialisme.

Est-il permis, pour ne pas voir bafoué le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, de jeter en pâture la République socialiste des soviets, de l'exposer aux coups de l'impérialisme, au moment où

ce dernier est manifestement le plus fort et où la République des soviets est manifestement la plus faible ?

Non. Cela n'est pas permis. Ce n'est pas une politique socialiste, c'est une politique *bourgeoise* (...).

La bourgeoisie anglo-française nous tend un piège : faites donc la guerre dès *maintenant*, mes bons amis, nous y gagnerons gros. Les Allemands vous dépouilleront, feront « de bonnes affaires » à l'Est, se montreront plus coulants à l'Ouest et du même coup le pouvoir des soviets aura vécu (...).

8- Pendant l'été 1907, notre parti a aussi connu une maladie de la phrase révolutionnaire analogue, sous certains rapports, à celle d'aujourd'hui.

Petrograd et Moscou, presque tous les bolcheviks étaient partisans du boycott de la III^e Douma, remplaçaient l'analyse objective par le « sentiment » et fondaient dans le piège tête baissée.

Cette maladie réapparaît.

Le moment est plus difficile. Le problème est infiniment plus important. Tomber malade en ce moment c'est mettre en cause l'existence même de la révolution.

Il faut faire la guerre à la phrase révolutionnaire, nous le devons, c'est une nécessité absolue pour que l'on n'affirme pas un jour à notre propos cette vérité amère : « *La phrase révolutionnaire sur la guerre révolutionnaire a provoqué la perte de la révolution.* » ■

(1) *Pravda*, n° 21, 21 février 1918 (signé Karpov). *Œuvres complètes*, 5^e édition, tome 35, pages 343-353.

[F.N. Dingelstedt, dirigeant bolchevique à Petrograd, a contribué lors de la révolution d'Octobre à l'insurrection de la flotte de la Baltique. Dans ses souvenirs (*Krasnaja Letopis*) écrits en 1927, il témoigne des discussions chez les soldats et dans le Parti bolchevique sur la signature du traité de Brest-Litovsk.]

Le culot de proposer qu'on reprenne la guerre !

Fiodor N. Dingelstedt

Outre des dizaines de meetings, je devais en même temps faire un travail assez important de propagande chez les ouvriers. En quatre mois, j'ai tenu jusqu'à vingt-six conférences dans les clubs et les écoles du parti, le plus souvent sur des problèmes économiques, mais aussi sur des thèmes tels que « la Constituante », « la dictature du prolétariat », etc. J'ai gardé un souvenir particulier des discussions que j'ai eues sur la question agraire au club du comité de district de Peterhof, au-delà de la barrière Narvskaja.

Durant cette même période, j'intervins dans de nombreux meetings de soldats, dans les régiments de Petrograd, de Moscou et d'ailleurs. C'est seulement dans le régiment Semenovski que j'ai eu affaire, le 26 janvier, à quelques récidives des attitudes défensives. D'une manière générale, les unités militaires se tenaient fermement en faveur des bolcheviks, et nous recevions également un soutien amical sur des questions telles que la dissolution de l'Assemblée constituante ou sur les problèmes de politique internationale.

Particulièrement significatif, à mon avis, est le meeting que j'ai tenu le 9 décembre avec les soldats artilleurs qui rentraient des premières lignes de front (quatre batteries de la 36^e compagnie). Au début, les soldats endurcis dans les com-

bats écoutèrent attentivement les deux rapporteurs qui exposaient objectivement leurs programmes.

Mais quand mon contradicteur, le S.-R. Zeiman, tenta de critiquer violemment les thèses que je défendais contre la guerre impérialiste, contre la guerre révolutionnaire et pour la paix, les soldats l'empêchèrent de continuer et faillirent le chasser de la tribune. « Non, déclarèrent-ils, personne n'aura le culot de proposer qu'on reprenne la guerre sous quelque forme que ce soit. »

Le comité de Petrograd contre la funeste paix de Brest-Litovsk

On débattait également à l'intérieur du parti du problème de la liquidation de la guerre, qui prit par la suite la forme concrète de la discussion autour de la funeste paix de Brest-Litovsk. À partir de fin novembre, nos rapports sur les événements courants furent recentrés sur la question « du combat pour la paix et de la guerre révolutionnaire ». À ce sujet, j'eus à faire une série de discours dans les assemblées du parti du 1^{er} district et des districts de Vyborg, de l'île Vassilievski et de Petrograd.

Au début, la position du comité de Petrograd s'établit nettement en faveur

du point de vue des camarades Radek et Boukharine. Oui, on peut dire que la grande majorité des membres de l'organisation de Petrograd était sur cette position.

Je me souviens que le 28 décembre 1917, à l'une des réunions du comité de Petrograd, après un rapport du camarade Ia. G. Fenigstein sur la politique pacifique, je me suis prononcé contre la possibilité d'une guerre révolutionnaire contre l'impérialisme (par la suite, sous la pression des arguments de mes camarades, j'ai également changé d'avis pendant un certain temps), mais je n'ai reçu l'assentiment de personne. Néanmoins, malgré la position prise par le comité de Petrograd sur cette question, les rapporteurs jouissaient, là où ils intervenaient, d'une totale liberté dans le choix de leur orientation.

La majorité pour Boukharine

Le discours du camarade Boukharine du 18 janvier 1918 lors de la séance élargie du comité de Petrograd joua un grand rôle dans la diffusion du point de vue du communisme de gauche dans l'organisation de Petrograd ; l'assemblée adopta ses thèses sur « la guerre et le moment présent » (*O momente v svjazi s vojnoj*), qui défendaient l'idée que « la signature d'une paix séparée, étant une capitulation indécente devant les éléments petits-bourgeois de notre pays, se solderait inmanquablement par l'effondrement total de la dictature du prolétariat ».

Le point de vue de l'organisation de Petrograd évolua très rapidement. C'est dans le district de Petrograd que je pus observer au plus près cette évolution, ayant été élu membre de son comité à la mi-novembre. À la fin de janvier, les militants et les organisateurs du district défendaient déjà, tous, les points de vue de la guerre révolutionnaire. Mais au bout d'un certain temps, il se produisit un tournant auquel contribua fortement l'offensive des Allemands du 18 février sur la Dvina ; ce fut à la base de l'abandon progressif des idées partagées antérieurement par la majorité des militants du parti. Néanmoins, la quatrième conférence de l'ensemble des districts de la ville, réunie après cet événement, était encore sur la position « de gauche ».

Comme membre de la conférence, j'avais la possibilité d'observer l'état d'esprit général qui régnait ces jours-là parmi les militants de Petrograd, encore fermement accrochés à l'ancienne position intransigeante « contre la paix et contre tout accord avec l'impérialisme ».

Il est vrai que parmi les membres du comité de Petrograd lui-même, de nombreux camarades, par exemple les camarades Volodarski et Latsis, évoluaient de plus en plus résolument vers la position correcte « de Brest » ; mais la majorité du comité de Petrograd et des militants des districts restèrent encore un certain temps, pour ainsi dire par inertie, sur l'ancienne position. Entre-temps, on sentait un changement dans les masses, qui ne pouvait pas ne pas conduire ultérieurement à une modification d'orientation des organes dirigeants, qui serait formalisée lors de la conférence extraordinaire de tous les districts réélue au comité de Petrograd.

Le parti au bord de la scission

À ce sujet, il faut s'arrêter sur un événement décisif qui détermina définitivement notre point de vue et dont je fus témoin au VII^e Congrès du parti.

J'ai gardé un souvenir particulier de la séance du matin du 8 mars où eut lieu entre les camarades Boukharine et Lénine le combat final, au cours duquel la justesse des idées de celui-ci apparut avec une clarté stupéfiante aux yeux du parti. L'atmosphère de ce congrès est inoubliable, le parti était au bord d'une scission qui aurait été catastrophique, mais on voyait en même temps qu'une élaboration de trois mois, extraordinairement intense dans la conscience collective du parti sur les problèmes qui devaient être résolus, avait surtout contribué à renforcer sa véritable unité et, sans détériorer les relations personnelles entre ses dirigeants, l'avait par là même armé pour combattre collectivement la contre-révolution.

La conclusion oubliée du discours de Lénine

Je profite de l'occasion pour retransmettre ici, d'après mes notes fragmen-

taires, la fin du discours de Lénine qui manque curieusement dans le sténogramme du congrès et qui présente, à mon sens, un grand intérêt. Dans le rapport sténographique du VII^e Congrès, édité par la Commission d'histoire de la révolution d'Octobre et du PCR(b), Éditions d'État, 1923, le discours de clôture de Lénine se termine sur la phrase : « *Nos désaccords disparaîtront tous dès le moment où nous reconnaitrons cette tactique.* » Dans mes notes, il y a encore ceci : « *Au moment où l'armée est malade, il faut la soigner; même par la paix la plus infâme. Nous ne pourrions accepter la guerre que lorsque s'amélioreront ses conditions pour nous ou lorsque nous ne pourrions pas ne pas l'accepter... L'impérialisme allemand s'enlisera en Ukraine (la raspoutitsa, etc.), en Finlande et en France. L'impérialisme japonais est plus inquiétant. Et alors nous serons peut-être obligés de conclure une série de traités très déshonorants avec l'impérialisme franco-anglais, l'Amérique, le Japon, etc., partout pour respirer et gagner du temps.* »

Je me souviens de la curieuse conclusion de la séance, où tous les participants s'engagèrent à garder le secret sur la résolution adoptée qui envisageait la possibilité d'une lutte révolutionnaire avec l'impérialisme allemand.

Pour conclure, je m'arrêterai encore brièvement sur certains meetings que j'ai tenus en février. Il faut d'abord remarquer que la période des discussions sur la paix de Brest a eu des conséquences sur l'armement de la révolution. C'est la période où l'on a commencé à organiser nos forces militaires sur de nouvelles bases. Le 19 février, en tant qu'agitateur, j'ai eu l'occasion de mettre en valeur cette grande cause, dans un discours de bienvenue, au nom du comité de Petrograd, lors de l'ouverture du premier club de l'Armée rouge qui réunissait les premiers volontaires, représentant la base de la puissante armée de l'État prolétarien.

Murmures de mécontentement...

La date du 23 février 1918, anniversaire du début de la révolution de Février, est inscrite dans mon journal car je suis intervenu dans deux meetings à la maison du peuple. Le matin du même jour, j'ai participé à deux assemblées dans l'usine de tuyauterie ; la première était une réunion des militants du parti, particulièrement animée, la seconde, une réunion des ouvriers de l'usine montrant au contraire un grand découragement des masses sans-parti, qui se manifestait par des murmures de mécontentement dus, bien sûr, à la dégradation de la situation économique et aux difficultés extérieures (le risque d'une nouvelle guerre). Cet état d'esprit est à mon avis assez caractéristique de la grande masse des ouvriers de Petrograd au cours de ces journées où les groupes les moins conscients du prolétariat étaient alors hésitants. J'ai gardé la même impression du meeting des ateliers des locomotives de l'usine Aleksandrovski le 27 février.

Lors de ces journées difficiles, le parti ne s'est jamais départi de sa tenue et de son énergie, mais il dut fournir beaucoup d'efforts pour restaurer la volonté et le courage des masses ouvrières qui étaient épuisées par la longue attente d'avant Octobre et qui manifestaient parfois leur impatience dans leur exigence d'une rapide amélioration.

L'expérience ultérieure des privations et des luttes, des années de faim et de guerre montra cependant que les ouvriers de Petrograd étaient capables d'endurer des épreuves encore plus grandes. En réalité, ce n'est qu'au bout de plusieurs années que le prolétariat put définitivement passer à la construction pacifique et recueillir les fruits des épreuves révolutionnaires précédentes. ■

[Volodarski était hostile à la paix de Brest-Litovsk. Le 21 février, à la réunion de fraction des bolcheviks du soviet de Petrograd sur cette question, il garde le silence. À la réunion plénière du soviet, il se tait toujours. Le 24 février, à la réunion du CEC, il se tait encore et s'abstient lors du vote. Le 25 février, lors d'une nouvelle réunion plénière du soviet de Petrograd consacrée au problème de la paix, le S-R de gauche Fichman traite les bolcheviks de traîtres à la révolution. Volodarski se lève alors et prononce le discours qui suit :]

Il faut signer la paix de Brest-Litovsk ⁽¹⁾ !

Volodarski

Vous osez nous accuser de trahison, vous que nous avons sans cesse dû traîner derrière nous, vous que nous avons quasiment dû faire marcher au lasso ! J'entends des gens qui se prétendent socialistes et révolutionnaires vociférer des accusations ! Nous sommes, paraît-il, des « traîtres à l'Internationale ». Mais, dites-moi, s'il vous plaît, si vous êtes à ce point fidèles à l'Internationale, pourquoi avez-vous le front de rester assis à côté de nous ? Vous auriez dû nous balayer, nous, les « traîtres à l'Internationale », et vous siégez à nos côtés au Sovnarkom, au CEC et ici même, au soviet de Petrograd !

Et qui donc ose lancer de pareilles accusations ? Un homme qui, il y a quatre mois, appartenait aux S-R de droite et m'attaquait, en tant que S-R de droite, dans les usines et dans les entreprises. Qu'avez-vous donc fait, vous, pour renforcer le mouvement ouvrier à l'étranger ? Qu'avez-vous donc fait pour l'Internationale ? Oui, il y a des divergences dans nos rangs, comme dans les vôtres – et c'est bien naturel ! La question que nous devons résoudre était bien trop sérieuse. Moi-même j'étais hostile à la paix. Mais, ces derniers jours, j'ai cherché en vain la force capable de s'opposer à l'ennemi ! J'ai parcouru en tous sens les quartiers ouvriers, j'ai cherché la réponse à cette question et je ne l'ai pas trouvée.

Je vous l'ai dit : citoyens S-R de gauche, si vous êtes hostiles à la paix, rassemblez des soldats, montez à l'assaut, balayez le Sovnarkom, prenez le pouvoir, organisez la défense et engagez le combat avec l'ennemi qui s'enfoncé dans le pays. Nous vous soutiendrons, nous, les adversaires de la paix, qui approuvons cette paix ! Et vous, qu'avez-vous répondu ? Vous n'avez rien osé faire, vous avez eu peur de prendre vos responsabilités et vous avez préféré vous dissimuler à l'ombre de la phrase révolutionnaire et vous n'avez rien fait pour repousser l'ennemi.

(Volodarski se tourne vers la droite.) Je vous ai observé attentivement pendant tout ce temps, vous aussi, messieurs les S-R de droite et les défensistes ! Aux sessions du CEC, j'ai attendu avec un tremble-

ment d'espoir ce que vous alliez dire. Peut-être alliez-vous trouver une issue à cette situation, peut-être vous, qui vous êtes sans cesse tenus à l'écart, alliez-vous nous indiquer un autre chemin que celui sur lequel s'est engagé le Sovnarkom ? Vos représentants sont montés à la tribune. Et qu'avez-vous trouvé à dire, alors que l'ennemi se tenait aux abords de la capitale ? Vous avez prétendu que le salut dans cette situation désespérée, c'était l'Assemblée constituante ! Notre salut entre les mains d'une Assemblée mort-née, pourrie, décomposée !



V. Volodarski D.R.

Eh bien, maintenant que je constate l'absence de toute force capable de nous indiquer un autre chemin et de guider la révolution sur ce chemin, je déclare au nom du groupe des adversaires de la paix : nous acceptons cette paix archi-pilarde, cette paix archi-annexionniste, nous la signons et (*se tournant alors vers Zinoviev*) nous marcherons à vos côtés, aux côtés de ceux qui n'ont pas craint d'assumer une responsabilité énorme pour garantir les destins de la révolution, nous porterons ensemble tout le poids du coup qui nous est asséné. Oui, camarades, nous, les bolcheviks, nous pre-

nons sur nos épaules de prolétaires tout le poids de cette paix de brigands, nous marcherons en avant sous cette pesante croix, sur un chemin semé d'épines, vers le socialisme, et nous verrons qui cédera le premier : nous, accablés sous ce fardeau écrasant, ou les impérialistes, sous le poids du péché qu'ils ont accompli en tentant d'étouffer notre révolution ! ■

(1) Cité intégralement in Stoupotchenko : « À la mémoire du camarade Volodarski », *Proletarskaia Revolioutsia*, n° 6, 1922, pp. 5-6.

Volodarski est l'un des porte-parole bolcheviques les plus connus du public.



L'anarchisme et la révolution russe



Notes sur l'anarchisme en Russie

par Jean-Jacques Marie

Les quelques notes suivantes ne visent qu'à faciliter la lecture de l'article de Victor Serge publié ci-après, en apportant quelques éléments d'histoire.

1) Dans son livre *Les Anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917*, l'anarchiste Alexandre Skirda souligne : « *Le potentiel libertaire contenu dans la paysannerie russe n'avait pas échappé à Michel Bakounine, le fondateur de l'anarchisme révolutionnaire (...)* ; il tablait d'abord sur tous les éléments rebelles au système : les hors-la-loi, les brigands ou du moins considérés comme tels par le pouvoir ; les Cosaques libres à l'exemple de leur précurseur Stenka Razine ; les dissidents de toutes sortes – les vagabonds et le mouvement des Fuyards. Tous, ils devaient être les agents d'une révolte générale des moujiks » (1) (page 35) qui avait animé des jacqueries paysannes jusqu'à l'abrogation du servage en 1861. D'ailleurs, Bakounine reprochait à Marx de s'intéresser surtout aux « ouvriers qualifiés ». Bref, la force révolutionnaire pour Bakounine, c'est la masse des déclassés rejetés hors du processus de production par les convulsions du capitalisme, ce que Marx appelle le lumpenprolétariat, dont Gorki donne un tableau dans son drame *Les Bas-Fonds*. Ces victimes marginalisées pouvaient, certes, être un élément moteur de la dislocation de l'ordre existant, mais certainement pas la force motrice d'un nouvel ordre social. S'ils se lancent à l'as-



Michel Bakounine - D.R.

saut de l'ordre ancien qui les a rejetés sur les bas-côtés ou dans les bas fonds de la société, leur activité vise essentiellement à détruire tout ce qui relève du vieil ordre social haï et se limite souvent ou surtout au pillage et à la redistribution des biens raflés.

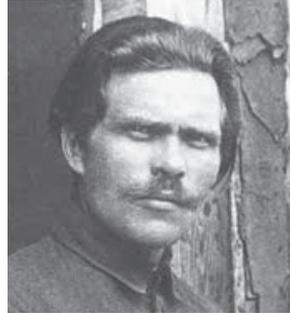
L'anarchiste Piotr Archinov, auteur du livre *La Makhnovchchina, l'insurrection révolutionnaire en Ukraine de 1918 à 1921*, émet une réserve sur cette vision des choses quand il écrit : « *Il n'est pas rare que l'on considère dans les milieux libertaires la consommation comme le principe premier de la révolution, et en ce cas, elle s'oppose à la production qui a la même signification* », et il critique ses camarades pour qui « *la révolution ne doit pas commencer par l'organisation de la production, mais par la répartition générale* ». Et s'il faut, ajoute-t-il, « *s'occuper dès le premier jour des nécessiteux (...), cet acte ne résoudra pas la question sociale* » (2).

2) La conception de Bakounine mène logiquement à considérer la paysannerie soumise aux tendances dislocatrices du marché capitaliste comme une force révolutionnaire supérieure à la ville, produit du développement industriel et com-

(1) Alexandre Skirda, *Les Anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917*, Les éditions de Paris, p. 35.

(2) Ibid., pp. 303-304.

mercial. Ainsi, Makhno cite-t-il dans ses souvenirs ces extraits d'un discours qu'il tient à des ouvriers anarchistes de la ville d'Alexandrovsk : « Pourquoi diable épuiserais-je ici mes forces, alors que dans les campagnes je vois naître la véritable révolution ? (...) Travaillez ici, mais souvenez-vous qu'ici la révolution est en train d'abandonner l'action directe pour les ordres et ordonnances de comités révolutionnaires, tandis que dans les villages, cela ne pourra se faire aussi facilement. Là-bas vit l'âme de la révolution, ici celle de la contre-révolution. Seule une organisation intensive des forces révolutionnaires dans les villages pourra empêcher d'immoler la révolution » (3).



Makhno - D.R.

3) Dans son livre, Skirda reproduit plusieurs textes d'anarchistes, dont celui du Russe Anatole Gorelik. Ce dernier qualifie Octobre 1917 de « coup d'État » (4), comme les historiens bourgeois. Il ne dit pas un mot du congrès des soviets où le nombre de délégués anarchistes était infime (de 3 à 5 selon les sources) et ne jouèrent strictement aucun rôle. Si le nombre de délégués était infime, c'est que les anarchistes tournaient le dos aux soviets comme pouvoir centralisé. L'anarchiste de Cronstadt Iartchouk le constate : « La majorité des anarchistes condamnèrent violemment les soviets, les considérant comme des organes autoritaires, comme un parlement ouvrier, etc. » Il a, lui, une position différente, mais, on le voit, minoritaire, qui l'amène à affirmer : « Le devoir des anarchistes est de participer aux organisations prolétariennes mises sur pied par la spontanéité révolutionnaire » (5). Un devoir... pas une réalité.

Tous les anarchistes ne partagent certes pas cette vision. Ainsi, Iartchouk affirme, lui : « La révolution d'Octobre, possédant en elle toutes les possibilités d'une transformation sociale radicale, fut libertaire dans son fondement. (...) Elle porta un coup fatal à l'ordre féodal-agrarien et aspira à aller plus loin sur la voie d'une destruction totale de l'ordre bourgeois

moderne. La destruction de l'ancien fut radicale (...), c'est pour cela qu'elle provoqua une telle haine, une rancune aussi acharnée de la part des exploités, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. (...) Une attaque forcenée de la révolution d'Octobre fut lancée » (6).

4) Makhno, on l'a vu, considère les comités révolutionnaires comme des instruments de la contre-révolution, manifestement parce qu'ils exercent une fonction de direction. Or il évoque son propre rôle comme celui d'un dirigeant suprême : « De toutes parts arrivaient à MON nom des messages téléphoniques et des lettres (...) m'assurant que la population était prête à remettre entre MES mains le commandement du front

révolutionnaire et exprimant le désir de voir le groupe anarchiste-communiste ME confier la préparation des paysans et mettre à MA disposition les meilleurs de ses membres organisateurs pour ME seconder dans cette tâche.

La confiance sincère et absolue que ME témoignaient les paysans (...) me troublait. (...) Je formulai, pour moi-même et pour mes camarades, la question de la façon suivante : si je suis partisan de l'anarchie, il serait absolument criminel de ma part de me borner, dans mon activité révolutionnaire, à un rôle secondaire (...). Un anarchiste doit, pendant la révolution surtout, se PLACER À L'AVANT-GARDE DES MASSES qui luttent et tâcher d'avoir SUFFISAMMENT D'ASCENDANT SUR ELLES, POUR LES ENTRAÎNER, sans ménager ses forces, dans le véritable combat du Travail contre le Capital » (7). Il serait tentant mais faux de réduire ces lignes à une manifestation de vanité. Confronté à la conquête puis au contrôle d'une sorte de république paysanne

(3) Makhno, *La Révolution russe en Ukraine*, Pierre Belfond, p. 158.

(4) Skirda, op. cit., pp. 139 et 146.

(5) *Ibid.*, p. 321.

(6) *Ibid.*, p. 320.

(7) Makhno, op. cit., p. 126, passages reproduits en lettres capitales par moi.

anarchiste autour de Gouliai Polié (8), Makhno ressent et exprime la nécessité d'une centralisation, certes ici réduite pour l'essentiel à sa propre personne, mais incontestable. L'utilisation même du mot « avant-garde » en est un signe.

5) L'anarchiste Valevsky, définissant la révolution sociale, souligne l'un des éléments essentiels (ou pas) de l'anarchisme russe : nier l'État et donc toute centralisation. « *Nous anarchistes-communistes, pensons que l'émancipation économique et politique la plus complète des travailleurs n'est possible qu'au moyen de leur propre action autonome, en l'absence de tout gouvernement dans le cours de l'édification socialiste. (...)*

La création d'une armée permanente de travailleurs mobilisés amènerait à une concentration des forces et des capacités militaires dans les mains d'un petit cercle dirigeant, ce qui représenterait une grave menace pour la révolution. » Et à ces maux de la centralisation hypothétique, il oppose l'exemple de l'Italie : « *L'armement général du prolétariat des villes et des campagnes, effectué par les comités d'usine et de fabrique (comme cela eut lieu en Italie en 1920 (...), se révélera comme la meilleure défense de la cause révolutionnaire.* » Valevsky oublie un petit détail : aucune force organisée n'ayant centralisé la formidable grève armée des métallurgistes de toute l'Italie du Nord qui avaient pris le contrôle de leurs usines, la direction – bien centralisée, elle – de la CGT italienne a réussi à noyer cette lutte révolutionnaire en l'échangeant contre une importante augmentation de salaires, et privé de perspective politique le mouvement, qui, malgré sa puissance, s'est



Kropotkine par Nadar - D.R.

disloqué. La révolution a ainsi été défaite et moins de trois ans plus tard, le fascisme s'imposait en Italie.

Piotr Archinov le constate en écrivant : « *L'exemple de l'Italie montre à son tour comment la classe ouvrière, qui avait conquis et occupé les usines dans beaucoup d'endroits du pays, mais ne s'était pas débarrassée de l'influence des partis politiques et n'avait pas organisé à temps une autodéfense armée, fut obligée de rendre au capital les magnifiques positions conquises et connaîtra par la suite toute l'horreur d'une féroce répression* » (9).

Rappelons qu'au moment le plus élevé de la montée de la classe ouvrière italienne, en septembre 1920, il n'existe pas encore de parti communiste en Italie, puisqu'il sera fondé seulement en janvier

1921. Rappelons qu'il existe en Italie des anarchistes, qui s'avèrent impuissants. Enfin, la seule perspective politique qu'avance Archinov est « l'autodéfense armée ». Le terme « autodéfense » est par lui-même assez clair : les anarchistes tournent le dos au pouvoir d'État qu'il est hors de question de vouloir conquérir. Puisqu'il reste en place et se moque bien de ceux qui l'ignorent superbement, il ne reste plus qu'à essayer de se défendre contre son offensive. En octobre 1917, les bolcheviks, sous la pression de Lénine, ne se sont pas contentés de se défendre contre le pouvoir bourgeois. Ils sont passés à l'offensive et, à la tête des soviets, l'ont renversé. ■

(8) Gouliaï Polié est une ville d'Ukraine, dans l'oblast de Zaporijia,

(9) Skirda, *op. cit.*, p. 208.

Lettre ouverte de Victor Serge à ses amis anarchistes (août 1920)

Victor Serge, de son vrai nom Viktor Lvovitch Kibaltchitch (1890-1947), est né à Bruxelles, d'un père ancien officier russe et d'une mère de noblesse polonaise. Dès l'âge de 15 ans, il milite dans le mouvement anarchiste. Il arrive en Russie en 1919.

La lettre qu'il adresse à ses amis anarchistes est publiée dans le numéro 4 du 27 janvier 1921 du *Bulletin Communiste*, organe hebdomadaire du Comité de la III^e Internationale créé en mars 1920 par Boris Souvarine, comité qui était l'héritier du Comité pour la reprise des relations internationales (CRRRI), fondé en 1915 et regroupant les opposants (syndicalistes, socialistes et anarchistes) à la guerre et à l'Union sacrée.

Les anarchistes en Russie

« **V**ictor Serge (Kibaltchitch), un des militants les plus connus de l'anarchisme individualiste, rallié pendant la révolution prolétarienne au communisme, a adressé à ses camarades anarchistes de France une lettre que ceux-ci se refusent à publier. Nous la reproduisons ici, d'après notre confrère le Soviet qui en a donné le texte intégral. »

Aux camarades du *Libertaire*, de la Fédération anarchiste, aux militants anarchistes des diverses tendances,

Chers camarades,

Au cours des dix-huit mois environ de séjour à Moscou et à Petrograd, j'ai profondément déploré l'impossibilité absolue où j'étais de correspondre avec vous. À diverses reprises, par des moyens de fortune, j'avais tenté de vous faire parvenir de brèves lettres ; j'ai tout lieu de croire qu'elles ne vous sont pas parvenues.

L'occasion s'offre enfin à moi de vous écrire aujourd'hui, et j'ai tant de choses à vous dire – des choses importantes relatives à nos idées et à notre action – que j'éprouve un embarras extrême.

Cette lettre sera donc un peu décousue et bien incomplète, mais j'espère qu'il nous sera enfin possible bientôt de correspondre à peu près régulièrement. Et je me mets à votre entière disposition pour vous renseigner à ce moment, pour répondre à toutes vos questions, pour vous fournir tous les documents qui vous paraîtront désirables sur la situation en Russie.

J'ai surtout milité en France dans les groupes anarchistes-individualistes. Mais tout cela s'adresse à tous les camarades anarchistes et communistes français. Les différentes tendances ont chacune leur rôle ; dans



Victor Serge en 1920 - D.R.

le mouvement, chacune représente un aspect de notre vérité, qui est la vie libertaire ou l'aspiration vers elle. Et je crois que nous pouvons entre nous, même quand il nous arrive d'être des adversaires, demeurer toujours des camarades et fraternellement nous entr'aider dans la recherche de la vérité.

Expulsé de France, sortant d'un camp de concentration, je suis arrivé en Russie – sous bonne escorte de Sénégalais jusqu'en Finlande et à partir de là, sous escorte de fusilleurs blancs – au cours de l'hiver 1919. J'y ai déjà vécu deux hivers, qui furent terribles. Le blocus, la guerre extérieure et la guerre intérieure s'acharnant sur ce pauvre pays complètement épuisé, où seule une infime minorité de révolutionnaires tenait bon envers et contre tout, voilà ce dont j'ai vu la réalité parfois atroce. J'ai vu la population de Petrograd tenir avec des rations de 100 grammes de pain noir par jour – plus quelques poissons secs par mois – en plein hiver, alors qu'il n'y avait dans les demeures presque pas de chauffage, presque pas d'éclairage, plus d'eau, naturellement, et plus de water-closets. La Finlande nous menaçait, l'Estonie nous attaquait, les intellectuels sabotaient ou conspiraient, la petite-bourgeoise espérait chaque jour pour le lendemain l'effondrement et le massacre des bolcheviks, des officiers et des ingénieurs de l'Armée rouge nous trahissaient – et partout où l'on se battait, les Blancs ne faisaient pas de prisonnier. C'était l'égoïsme systématique des juifs, des communistes et souvent *des ouvriers*. Toute la force vive ouvrière et révolutionnaire étant au front, l'industrie, d'ailleurs privée de matières premières et de combustibles, chômait. Je ne sais avec quelle encre il faudrait écrire ces choses, car la réalité en est redoutable. Le révolutionnaire qui a vécu cela a subi une épreuve. Désormais, les idées ont pour lui une signification autrement plus profonde qu'auparavant.

C'est au cours du premier hiver que, voyant qu'il n'y avait vraiment dans l'immense Russie qu'une force – mais héroïque celle-là et inébranlable – vivante et capable de défendre la révolution, alors que nul ne voyait clair et que nombre de vieux militants même en désespéraient, j'ai cru de

mon devoir de m'y rallier, et j'ai adhéré au Parti communiste russe en tant qu'anarchiste, sans rien abdiquer de ma pensée – sinon peut-être ce qu'elle pouvait avoir d'utopie avant le contact de la réalité !

Cette attitude, je m'en suis aperçu par la suite, m'imposait de véritables sacrifices – au point de vue de ma liberté d'action individuelle – et d'importantes concessions de principes. J'y consens encore en toute lucidité d'esprit. Sacrifices et concessions s'imposent au militant anarchiste (qu'il adhère ou non au PC), non devant une doctrine ou devant une organisation, mais devant la révolution même, dont l'intérêt est la suprême loi. Car il s'agit pour la révolution de vivre et de vaincre. Nos individualités et nos idées individuelles pèsent peu de chose dans la balance : le révolutionnaire doit avoir le stoïcisme d'en convenir. Les camarades qui sont venus en Russie et qui ont vu, me comprendront ou m'approuveront sûrement. J'ai résumé dans une étude que je vous envoie par ce même courrier, et que je vous prie de publier, ma conception de l'expérience révolutionnaire au point de vue anarchiste. Ces pages sont trop brèves et bien incomplètes. Telles qu'elles sont, j'espère qu'elles peuvent servir de bases à d'utiles discussions. Les idées que j'y expose me sont évidemment personnelles, mais s'accordent dans l'ensemble, avec celles d'un grand nombre d'anarchistes. Pour être précis, je nommerai, parmi les camarades qui ont adhéré au PC russe : Alfa (du *Bourestnik* [1], etc.), Krasnostchékov (actuellement président de la République d'Extrême-Orient), Novomirsky, Bianqui (ex-secrétaire de l'Union des ouvriers russes d'Amérique) ; et parmi ceux qui militent en dehors du PC, le groupe du *Golos Trouda* (2), le groupe *As. Universaliste* de Moscou, les camarades Shapiro (3), Rostchin (4), William

(1) *Bourestnik* (L'Oiseau-tempête), quotidien de la Fédération anarchiste communiste.

(2) *Golos Trouda* (*La Voix du travail*), organe des anarcho-syndicalistes.

(3) Il s'agit d'Alexandre Shapiro (1882-1946) ; il sera banni de Russie soviétique en 1921.

(4) Iouda Solomonovitch Grossman dit Rostchine (1883-1934) (le nom est improprement transcrit « Rostchin »).

2^e ANNÉE. — N° 4.

27 JANVIER 1921.

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE
123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La Scission en Italie (*Varine*). — Un Discours de *Leon Trotsky* à la Conférence des Transports. — Les Anarchistes en Russie (*Victor Serge*). — Les Evénements en proche Orient (*A. Sultan Zade*).
L'Evolution de la Question nationale (*G. Safarov*). — La Vie économique en Russie (*Ivan*). — Les Raisons de Verfeuil (*Varine*). — Bibliothèque communiste.

La Scission en Italie

Le Parti socialiste italien s'est scindé, comme tous les Partis de composition hétérogène acculés à la nécessité de formuler des définitions nettes. Mais la scission en Italie laisse une situation différente de celles qui résultent, en Allemagne et en France, des Congrès de Halle et de Tours.

On peut comparer les positions respectives des deux partis italiens d'aujourd'hui à celles des Partis communiste et indépendant allemands avant Halle. Le Congrès de Livourne a séparé les communistes les plus résolus de la majorité du Parti, comprenant des réformistes et aussi des communistes hésitants. Le classement définitif n'est pas fait.

Le Parti communiste italien sera privé pendant quelque temps du concours d'éléments de valeur, mais il les retrouvera aux heures décisives où se jouera le destin du prolétariat d'Italie. Par contre, allégé du poids réformiste, il est inévitable qu'il gagne de nouvelles forces parmi les syndicalistes révolutionnaires et les ouvriers anarchisants, éloignés jusqu'à ce jour du parti politique de classe du prolétariat beaucoup moins par hostilité systématique à la politique que par aversion de la politique électorale.

La scission comportera donc cette première conséquence bienfaisante d'amener à l'organisation politique de nombreux prolétaires qui s'en étaient longtemps tenus à l'écart et dont on ne pouvait escompter l'adhésion à un parti conservant dans ses rangs Trèves et Turati. Elle entraîne le deuxième avantage d'assurer la cohésion des éléments marxistes révolutionnaires

en ôtant toute raison d'être à l'abstentionnisme électoral de la fraction Bordiga, ralliée aujourd'hui à la thèse de l'Internationale Communiste sur le parlementarisme.

La scission comporte par-dessus tout comme résultat salubre la formation d'un parti de classe intransigeant, apte à orienter le mouvement révolutionnaire vers la conquête du pouvoir politique et la dictature du prolétariat, grâce à la liberté d'action qu'il assure en tenant à l'écart les inactifs et les hésitants. C'est dans ce parti que pourront fusionner les forces militantes du prolétariat actuellement dispersées dans la C. G. T., l'Union Syndicale et le vieux Parti.

Le vieux Parti conserve les deux tiers des effectifs d'avant Livourne. Mais il conserve aussi sa faiblesse : un état-major pusillanime dont les masses se détourneront de plus en plus à mesure que s'approcheront les solutions révolutionnaires.

Déjà, l'opportunisme de la direction du P. S. I. a incité bon nombre de travailleurs à se ranger sous le drapeau noir de l'anarchie. L'esprit combatif des anarchistes et la valeur morale de leurs chefs — les seuls héritiers spirituels de Bakounine — ont attiré autour d'eux des contingents prolétaires comme nul autre foyer d'anarchisme n'en connaît en Europe. Ce phénomène remarquable est dû pour une bonne part aux fautes du P. S. I., à sa passivité aux heures critiques où le prolétariat attend des mots d'ordre.

Nul doute que, privé du contre-poids de sa gauche, le P. S. I. n'incline de plus en plus

anarchistes russes occupent cependant une position plutôt hostile au Parti communiste, avec lequel ils sont quelque fois entrés en conflit. L'immense majorité d'entre eux est néanmoins soviétiste et considère que toute action qui aurait pour résultat de désunir les forces révolutionnaires serait en ce moment néfaste. Ils pensent que la critique même ne pourra s'exercer avec fruit que lorsque l'existence de la Russie des soviets ne sera plus en danger immédiat. Ce point de vue est, en somme, celui de Kropotkine (7), qui réside non loin de Moscou, dans la petite ville de Dmitriev, où il se consacre à des travaux de longue haleine (un livre sur l'éthique anarchiste), celle des camarades Kareline (8), des frères Gordin (9), etc.

En Ukraine, le conflit entre anarchistes et bolcheviks a revêtu un caractère souvent tragique et s'est terminé par une lutte armée. Le camarade Voline (10) (Eichenbaum), qui résida longtemps à Paris, et qui est en ce moment emprisonné à

Moscou (11), a été l'initiateur d'un mouvement communiste libertaire puissant et vivace, mais qui, dans le chaos de la guerre civile en Ukraine, s'est heurté à la vaste organisation communiste auto-

La « une » du numéro 4 du 27 janvier 1921 du *Bulletin Communiste*, organe hebdomadaire du Comité de la III^e Internationale créé en mars 1920. D.R.

Chatov (5), Alexandre Ghé (6), Viétrov, pour ne nommer que des militants bien connus.

Comme je l'explique brièvement dans les articles en question, la plupart des

(5) Vladimir (dit Bill) Chatov (1887-1938 ?) : émigré en Amérique du Nord, rentre à Petrograd en juillet 1917, milite avec les anarcho-syndicalistes de *Golos Trouda* ; membre du Comité militaire révolutionnaire de Petrograd ; disparaît lors des purges de 1936-1938.

(6) Alexandre Ghé, anarchiste émigré en Suisse, rentre en Russie après février 1917, membre de la Tcheka, tué au combat contre les Blancs en 1919 dans le Caucase (Victor Serge, qui écrit son article en 1920, sait-il que Ghé a été tué ?).

(7) Pierre Kropotkine (1842-1921), grande figure de l'anarchisme ; en août 1914 a pris parti pour les pays de l'Entente, contre les Empires centraux ; l'article de Victor Serge paraît en janvier 1921, Kropotkine meurt en février.

(8) Apollon Kareline (1863-1926), un des fondateurs du quotidien *Bourevestnik*.

(9) L'un des deux frères était Abba Gordin (1887-1964), rédacteur au *Bourevestnik*, rallié au régime soviétique. Il fonde en 1920 la section des anarchistes-universalistes.

(10) Vsevolod Mikhaïlovitch Eichenbaum dit Voline (1882-1945), un des principaux animateurs du *Golos Trouda* ; en 1919 a rejoint la Makhnovchtchina dont il devient le responsable du Comité militaire insurrectionnel.

(11) Voline est arrêté, puis libéré, puis à nouveau arrêté. Il est libéré le 17 juillet 1921 puis banni de Russie à la suite de l'intervention de syndicalistes français et de Victor Serge.

ritaire et a été brisé. Je connais peu et mal ces faits. Je sais pourtant qu'il y a eu de part et d'autre des excès quelques fois sanglants, et, que, de part et d'autre, on a également fait preuve d'intolérance et d'acharnement. Les paysans insurgés, conduits par un anarchiste (Makhno), ont occupé en Ukraine des provinces entières. Malheureusement, les anarchistes n'ont pas su, dans ces régions, éviter le recours à l'autorité, à la violence, à la terreur, et les abus qui en découlent nécessairement. Dans la bataille qui s'est engagée entre ces groupes et le Parti communiste, on s'est fusillé des deux côtés. Cette lutte navrante a eu des contre-coups à Moscou même.

Je pense qu'elle ne doit en aucun cas nous faire perdre de vue l'intérêt supérieur de la révolution. Pour autant que j'en suis informé, les anarchistes ukrainiens n'ont évité eux-mêmes aucune des erreurs qu'ils reprochaient aux bolcheviks. Je ne doute pas que si leur mouvement avait pu se développer sans entrave, il eût produit de beaux fruits et que c'eût été infiniment heureux et utile. Mais lorsqu'il s'agit de faire la guerre, je ne puis m'empêcher de considérer Trotsky comme un organisateur supérieur à Makhno, et l'Armée rouge comme une arme (12) à laquelle les bandes de partisans ukrainiens – souvent héroïques – ne peuvent être comparées sous aucun rapport... Les « partisans ukrainiens » spéculaient quelque peu sur l'esprit de petite propriété des paysans, sur leur nationalisme, sur l'antisémitisme même, toutes choses dont les conséquences ont été bien affligeantes.

D'une façon générale, il me semble que le manque de programme d'action pratique – l'utopisme – le manque d'organisation, ont, en Russie, tué le mouvement anarchiste qui a dépensé au service de la révolution une somme d'énergie prodigieuse. Parmi les camarades tombés au front l'an dernier, je citerai Anatole Jeleznialeov (13) et Justin Jouk (14).

En ce moment, je ne vois pas en Russie de possibilité d'un vaste mouvement libertaire. Les dures nécessités de la révolution ne nous laissent pas le choix entre les moyens. Tout ce qu'elles imposaient a été fait par le Parti communiste avec

lequel il faut être, sous peine d'être contre lui, avec la réaction. Sitôt que la paix sera faite, sitôt que nous pourrons nous mettre sérieusement à l'œuvre de réorganisation sociale, je ne doute pas que l'esprit libertaire soit puissant en Russie ; et je pense même que c'est chez les communistes les plus conscients et les plus éprouvés qu'il trouvera son expression la plus vivante.

Depuis décembre dernier, Alexandre Berkman (15) et Emma Goldman (16), expulsés d'Amérique, sont en Russie. Ils accomplissent en ce moment, en Ukraine, un long voyage pour le compte du Musée de la Révolution de Petrograd. Ses seize années de prison n'ont rien fait perdre à Berkman de sa vigueur morale.

Permettez-moi maintenant, camarades, de m'arrêter un instant sur le mouvement ouvrier français et sur la situation en France. Il y a quelques mois, la chance m'advint de recevoir, par grand hasard, cinq ou six numéros du *Libertaire*, très intéressants à coup sûr, mais qui eussent fort bien pu être publiés en 1912, c'est-à-dire avant la guerre et la révolution russe. J'ai l'impression que les anarchistes, en France, n'ont pas encore procédé à la révision nécessaire de leurs idées en présence de ces expériences historiques et se bornent à conserver les traditions libertaires. Dans ces conditions, il me semble que les uns risquent tôt ou tard, en devenant communistes, de cesser d'être des anarchistes (et je vois là un

(12) *Le Bulletin communiste* écrit une « arme », il semble que ce soit une erreur, le terme « armée » paraît plus logique.

(13) Il s'agit en fait d'Anatoli Jelezniakov, anarchiste, marin à Cronstadt, mort au combat contre l'armée blanche de Dénikine.

(14) Justin Petrovitch Jouk (1887-1919), anarcho-syndicaliste, meurt au combat alors qu'il commande une unité de l'Armée rouge.

(15) Alexandre Berkman (1870-1936), anarchiste russe, a émigré aux États-Unis dont il est expulsé vers la Russie en 1919 ; quitte la Russie des soviets après la répression de l'insurrection de Cronstadt en 1921.

(16) Emma Goldman (1860-1940), anarchiste russe, a émigré aux États-Unis ; elle en est expulsée avec Berkman dont elle est l'amante ; comme lui, elle quitte la Russie des soviets après la répression de Cronstadt en 1921.

grand danger), tandis que les autres, faute d'une intelligence nette de la révolution, demeurent sans influence et quelquefois seront désolés de s'apercevoir qu'ils voient par la force des choses avec un Bourtzev (17) ou un Hervé (18)...

Pour bien poser les grandes questions vitales aujourd'hui pour tout le monde révolutionnaire, il importe, me semble-t-il, avant toutes choses, que vous soyez informés des expériences russes, que vous preniez contact avec la révolution sociale accomplie ici. Ce ne peut être bien fait que d'une façon : *envoyez-nous de bons militants pour voir et travailler ici pendant quelque temps*. Et tâchons de demeurer en communication.

L'indifférence des masses du prolétariat français, à l'heure où s'accomplissent des événements d'une portée inappréciable, a quelque chose de stupéfiant. L'enthousiasme que suscite pourtant parmi l'élite ouvrière la révolution russe pourrait très bien, si vous n'intervenez pas, être canalisé, utilisé, dévoyé par des politiciens « socialistes » ou « cégétistes ». Les habitudes d'inaction qu'ils entretiendront avec éloquence peuvent retarder de quelques années encore l'issue de la lutte en Russie. Il ne vous est certainement pas possible de concevoir quels contre-coups terribles vos défaillances peuvent avoir pour la révolution. Rappelez-vous seulement que c'est l'échec, en France, de la grève générale du 21 juillet qui a permis l'étranglement de la République des soviets hongrois et l'avènement à Budapest de la Terreur blanche (19). L'agression polonaise, qui retarde encore la paix pour la Russie révolutionnaire, ne se fût peut-être pas produite si les travailleurs français avaient réellement donné les preuves d'une volonté révolutionnaire et opposé

leur veto aux intrigues du Quai d'Orsay. Sachez bien, camarade, que tant que vous demeurerez inactifs, le sang coulera ici tous les jours, tous les jours et nous ne pourrons pas commencer l'œuvre d'organisation et de libération que veulent tous les communistes sincères, qu'ils soient marxistes ou libertaires.

Tout ce qui pouvait humainement être fait pour le triomphe de la révolution sociale a été fait en Russie – malgré les erreurs et quelquefois malgré les crimes inévitables au cours d'une semblable tourmente sociale. La faim, le froid, l'anxiété quotidienne, d'effroyables misères matérielles et morales, la mort des plus faibles, la terreur, les sacrifices quotidiens – la Russie révolutionnaire a tout consenti. Aux militants étrangers qui le comprennent, ce seul fait impose de grands devoirs. Fraternellement. ■

Victor Serge, 30 août 1920

(17) Vladimir Bourtzev (1862-1942), militant proche des socialistes-révolutionnaires, connu pour avoir traqué les provocateurs dans le mouvement révolutionnaire, « défensiste » en 1914, opposé aux bolcheviks qu'il accuse d'être des agents de l'Allemagne (sic), correspond avec les généraux blancs Dénikine et Wrangel.

(18) Gustave Hervé (1871-1944), avant 1911 principal dirigeant de la tendance insurrectionnelle de la SFIO, farouchement antimilitariste ; en août 1914 se rallie à l'Union sacrée, puis évolue vers le fascisme.

(19) Le 21 juillet 1919 devait avoir lieu une action internationale des travailleurs contre la politique d'intervention des Alliés contre la Russie révolutionnaire et le soutien qu'ils apportaient aux généraux blancs. Mais Jouhaux et la direction de la CGT, après une entrevue avec Clemenceau, président du Conseil, annulent l'ordre de grève (voir *Histoire du mouvement ouvrier*, tome 2, d'Edouard Dolléans).

Les femmes dans la révolution russe



Entretien avec Jean-Jacques Marie,
 directeur de publication
 des **Cahiers du mouvement
 ouvrier**, à propos de son livre
**Les Femmes
 dans la révolution
 russe** (1)



Dans ton livre, tu commences par rappeler les circonstances dans lesquelles débute la révolution le 23 février 1917. Une journée dans laquelle les femmes jouent un rôle capital.

Oui, le matin du 23 février 1917 (le 8 mars dans le calendrier grégorien), Journée internationale des femmes, les ouvrières du textile de plusieurs usines de l'arrondissement de Vyborg, lasses de passer des heures dans les files d'attente devant les boulangeries pour du pain de plus en plus rare et de plus en plus cher, se mettent en grève contre la vie chère et le manque de pain, décident de manifester et envoient une délégation demander leur soutien aux ouvriers métallurgistes de l'usine Ericsson voisine. Les ouvrières du textile étaient pourtant à peu près unanimement considérées comme la couche la plus arriérée du prolétariat russe. Les ouvrières grévistes jouent un rôle décisif encore deux jours plus tard, lorsque, le 25 février, les manifestants qui affluent sur la perspective Nevski tentent d'approcher les soldats. Les officiers invitent ces derniers à mettre le fusil à l'épaule pour disperser la foule. Par dizaines les femmes

s'accrochent aux canons de leurs fusils et invitent les soldats à se joindre à elles. Les soldats, troublés, craquent, baissent leurs armes puis discutent avec les manifestantes. Le lendemain, ils se mutineront. Cette fraternisation balayera le régime en quelques jours.

Quelle est la situation de la femme russe au début du XX^e siècle ? Qu'en est-il du mouvement féministe en Russie à cette époque ?

Sa situation n'a guère évolué depuis ce qu'écrivait au milieu du XIX^e siècle le critique radical Dobrolioubov selon qui, dans la société russe, la femme n'est et ne vaut rien : « *Même les plus libéraux des hommes avec leurs femmes ne pensent pas qu'une femme est une personne comme eux, avec ses propres droits. Les femmes elles-mêmes ne le croient pas.* » Un juriste libéral déclarait : « *Les femmes sont livrées en esclaves à leur mari.* » La révolution de 1905 ébranle un peu cet

(1) Jean-Jacques Marie, *Les Femmes dans la révolution russe*, Le Seuil, 2017, 21 euros.

ordre social sans changer grand-chose au sort des ouvrières qui travaillent treize ou quatorze heures par jour, six jours sur sept ou pire encore, à celui des domestiques, assujetties à une présence permanente et à une semaine de travail de sept jours. Mais les premiers craquements se font sentir car les ouvrières participent massivement aux grèves.

Du 7 au 9 mai se tient à Moscou le congrès de fondation de l'Union des femmes pour l'égalité des droits, qui, d'emblée, prend le caractère de toutes les organisations féministes bourgeoises de par le monde. Un groupe de déléguées ouvrières propose une résolution réclamant l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, la journée de travail de huit heures et des congés de maternité avant et après l'accouchement. La majorité rejette ces revendications et y oppose une liste de revendications politiques (la République, le suffrage universel dans la stricte égalité entre hommes et femmes, l'abolition de la peine de mort) et quelques propositions de réformes sociales (la mise en place d'un système de protection sociale pour les ouvrières, l'égalité des droits entre paysans et paysannes dans toute future réforme agraire, l'accès des femmes à toutes les sphères de l'activité sociale et publique. Dès lors, l'Union des femmes pour l'égalité des droits centre son activité sur l'obtention du droit de vote pour les femmes en multipliant les pétitions.

Peu avant, le docteur Maria Pokrovskaïa a créé le petit Parti progressiste des femmes, qui condamne les grèves et dénonce les partis révolutionnaires « *parce que, comme les autres partis, ils sont dirigés par des hommes, perpétuant ainsi le contrôle masculin et la passivité féminine* ». Elle précise : « *Pour le féminisme, il n'y a pas de classes* »... donc pas de lutte des classes !

Pourquoi le mouvement populiste d'abord, puis le mouvement socialiste dans toutes ses tendances, comptent-ils autant de jeunes femmes issues de l'aristocratie et de la bourgeoisie ?

La situation de la femme, bourgeoise ou aristocrate, dans la Russie du XIX^e siècle permet de répondre. Alors

que la société russe féodale craque sous le poids de l'industrialisation commençante, de l'ébranlement provoqué dans toute l'Europe par la Révolution française tout au long du siècle, par les conséquences de l'abrogation du servage en 1861, la société patriarcale se maintient sous le poids, entre autres, de l'Église orthodoxe. Les familles aristocratiques et bourgeoises, surtout les premières, subissent cet ébranlement qui se traduit par une aspiration à la connaissance, aux études, à la découverte du monde, si contradictoire avec l'ordre existant que les jeunes aristocrates qui veulent étudier partent souvent le faire à l'étranger. Cette aspiration à l'émancipation individuelle trouve vite ses limites et engendre chez certaines jeunes filles de ces milieux la volonté de passer de l'émancipation individuelle à la contribution à l'émancipation collective en se lançant dans l'entreprise, évidemment utopique, d'aider le peuple, surtout les paysans, en l'instruisant, en l'aidant à se soigner, voire à se défendre, bref en aidant à son entrée dans la civilisation.

Cette aspiration poussera quatre jeunes aristocrates russes, dont Natalia Korsini, dite Outina depuis son mariage avec Nicolas Outine, co-fondateur de la section russe de l'Internationale, à assister, en septembre 1969, au congrès de l'Internationale à Bâle et trois d'entre elles à s'engager dans la Commune de Paris. Ainsi, la jeune Anna Kroukovskaïa quitte alors la Russie pour Paris, où elle se lie avec la femme-écrivain André Léo, membre de l'Internationale, qui fonde alors avec Louise Michel la Société de lutte pour le droit des femmes et la revue *Le Droit des femmes*. Anna épouse bientôt le blanquiste Jaclard.

Le 18 mars 1871 commence l'épopée de la Commune de Paris. Dès le 28, la jeune aristocrate Elizabetha Dmitrieva se précipite à Paris, collabore au quotidien révolutionnaire *La Sociale*, fondé par Benoît Malon et André Léo, participe à la constitution d'un comité féminin de vigilance, crée le comité du 5^e arrondissement, pendant qu'Anna Jaclard préside celui du 18^e arrondissement. Tous les soirs, elle harangue les clubs ouvriers. Le 6 avril, elle rédige un appel aux « *Citoyennes de Paris* » affiché dès le lendemain sur les

murs de la capitale. Elle y affirme que « *la tâche de la Commune est d'en finir avec le vieux monde* » et appelle les femmes à se rendre sur les barricades... sur lesquelles elle ne se contentera pas d'inviter les autres : elle ira elle-même s'y battre.

Deux jours plus tard, le 9 avril, elle convoque la première réunion du comité central de l'Union des femmes, formé de déléguées des vingt arrondissements de Paris au nombre de onze par arrondissement. Ce comité central, sous son impulsion, se réunit à nouveau le 13. Ce jour-là, les présentes adoptent le nom définitif de l'organisation : Union des femmes pour la défense de Paris pour les secours aux blessés. Anna participe à l'activité du comité central de cette Union où elle siège comme déléguée du 18^e arrondissement.

Même si Elizabetha Dmitrieva développe en même temps une propagande active pour la constitution de syndicats d'ouvrières, l'Union se fixe des objectifs politiques généraux et non l'élaboration de propositions spécifiques pour les femmes. Le 21 mai, Édouard Vaillant, délégué de la Commune à l'Instruction publique, crée une commission de cinq membres, dont Anna Jaclard, chargée de réorganiser l'Instruction des femmes. Sa sœur Sofia, bien que préférant les mathématiques qu'elle enseignera plus tard à l'Université de Stockholm, vient retrouver sa sœur à Paris et s'occupe avec elle des blessés dans les hôpitaux parisiens. Elizabetha Dmitrieva et Anna Jaclard réussissent à échapper à la répression déchaînée par les Versaillais au lendemain de la chute de la Commune.

Comment les bolcheviks abordent-ils les problèmes spécifiques des femmes ? Des ouvrières ?

Dans les années de la révolution et celles qui suivent, ils s'attachent à promouvoir les revendications spécifiques des ouvrières, comme le congé de maternité, et à empêcher que leurs revendications sociales soient refoulées au profit des revendications purement politiques, que les féministes privilégient à leur détriment. Sous l'impulsion d'Inessa Armand, le 8 mars 1914 (le 23 février dans le calendrier julien utilisé en Russie), le jour même de la célébration de la Jour-

née internationale des femmes, sort des presses le premier numéro d'une publication, *Rabotnitsa* (l'Ouvrière). Le comité de rédaction de *Rabotnitsa* comporte huit femmes. La publication sera interrompue par la guerre.

En 1917, les bolcheviks, sous l'impulsion d'Inessa Armand et d'Alexandra Kollontaï, sortiront deux publications destinées aux ouvrières à Moscou et surtout à Petrograd. Puis, en 1919, ils créeront le Jenotdiel (section femmes) près le comité central qui doit théoriquement avoir des relais dans toutes les instances régionales du parti communiste. Dans la réalité, de nombreux cadres du parti jugent cette activité secondaire, voire superflue, et y voient une affaire de « bonnes femmes ». De plus, cette politique se heurte au mépris de la masse des ouvriers pour les ouvrières, que soulignent Boukharine et Preobrajenski dans *l'ABC du communisme* : « *Encore à l'heure actuelle, les ouvriers considèrent les femmes comme des êtres inférieurs : dans les villages on rit encore des femmes qui veulent participer aux affaires publiques* », ce qui les paralyse dans l'exercice de leurs droits. Les deux auteurs définissent donc une double tâche : « *Un travail énergique s'impose, d'abord pour apprendre aux hommes à considérer les femmes ouvrières comme égales aux travailleurs. Ensuite pour éclairer les femmes et les inciter à user des droits qui leur sont accordés sans embarras ni crainte.* » Alexandra Kollontaï dit la même chose.

La révolution de Février avait donné le droit de vote aux femmes, ce qui fait de la Russie le premier pays européen à avoir accordé ce droit. La révolution d'Octobre prend, écris-tu, une « avalanche de décrets », dont beaucoup concernent les femmes. Peux-tu nous parler des principaux ?

Dès le 31 octobre 1917, les *Izvestia* publient un décret réglementant la durée du travail. L'article 7 précise : « *Les femmes et les jeunes gens âgés de moins de 16 ans ne doivent pas être employés au travail de nuit.* » L'article 16 « *interdit d'employer dans les travaux souterrains les femmes et les adolescents des deux*

sexes âgés de moins de 16 ans ». Huit mois plus tard, un décret du 20 juin 1918 instaure deux semaines de congés payés, que seule la grève générale de juin 1936 arrachera en France.

Alexandra Kollontaï, nommée commissaire à la Protection sociale dans le Conseil des commissaires du peuple formé le 26 octobre, présente à ce dernier, dès le 3 novembre, deux projets de décrets adoptés sans délai, l'un instaurant le mariage civil, l'autre instaurant le divorce, interdit sous le tsarisme, mais accordé aux riches contre paiement par l'Église orthodoxe. Dans la foulée, un décret du 16 (29) décembre) 1917 définit les modalités de la dissolution du mariage. Il affirme : « 1) *Le mariage est dissous à la suite de la demande formulée par les deux époux ou à défaut à la demande de l'un des deux.* »

Le gouvernement bolchevique affirme sa volonté de créer un réseau de crèches, de jardins d'enfants, de laveries et de cantines pour libérer la femme des tâches domestiques. La guerre civile achevée, il engagera une lutte titanesque pour liquider l'analphabétisme, alors qu'à la veille de la Première Guerre mondiale plus de 80 % de la population ne savait pas lire. Le 28 décembre 1917, le Commissariat à l'assistance sociale crée une section de la protection de la maternité et de la petite enfance, suivie de la constitution de points de protection de la maternité et de la petite enfance, destinés à organiser des consultations médicales pour les femmes et les enfants.

Le Code de la famille, promulgué le 16 septembre 1918, liquide le pouvoir marital et paternel, supprime la distinction antérieure entre enfants dits légitimes et enfants dits illégitimes, qui jouissent désormais des mêmes droits, permet ainsi à une femme, même non mariée, de demander une pension alimentaire au père de son enfant.

Le 4 janvier 1919 sera constitué un organe de type interministériel, un Conseil de la protection des enfants chargé d'organiser leur ravitaillement dans toute la République.

Qu'en a-t-il été de leur application ?

Prenons un exemple : le gouvernement soviétique abolira, le premier dans le monde, les sanctions pénales punissant l'avortement par un décret du 18 novembre 1920, qui stipule : « 1. *L'avortement gratuit, l'interruption de la grossesse par des moyens artificiels seront pratiqués dans les hôpitaux d'État où les femmes sont assurées que cette opération sera effectuée avec un maximum de sécurité.* » Mais la Russie soviétique manque de lits d'hôpitaux et de médecins. Les paysannes désireuses d'avorter ne peuvent souvent recourir qu'aux procédés archaïques meurtriers des rebouteuses. Les morts sont nombreuses.

La réalité ne peut en effet pas être la copie des décrets : les bolcheviks assument le pouvoir dans un pays ruiné par la guerre et la politique du gouvernement provisoire, dévasté par la violence des saisies de terre et affamé. La sanglante guerre civile, provoquée par la réaction et encouragée par les puissances alliées, dévore l'essentiel des maigres ressources du pays, répand le choléra et le typhus, amplifie encore cette ruine et paralyse les mesures d'émancipation de la femme. Ainsi, en décembre 1920, on recense dans tout le pays seulement 567 crèches, 108 maisons de la mère et de l'enfant, 197 centres de consultation, 108 centres de fourniture de lait et 267 asiles pour enfants en bas âge et maisons de l'enfance. C'est bien peu, certes, mais c'est un début et un exemple.

En couverture de ton livre, on trouve une photo d'une carte postale représentant le bataillon féminin. Est-ce une façon de mettre en évidence un rôle inattendu des femmes, un rôle militaire ?

C'est l'éditeur qui m'a proposé cette photo. J'ai d'abord pensé à proposer à la place une photo de manifestation de femmes, puis je me suis dit que celle-ci, qui montrait des jeunes femmes, en majorité des paysannes, décidant de s'engager dans un bataillon de la mort, illustrait, fût-ce de façon très déformée, la volonté de nombreuses femmes d'échapper à leur

destin traditionnel d'esclaves familiales. Celles-ci choisissent une impasse – un quart d'entre elles périront de leur premier et unique engagement militaire – mais elles font un choix.

Peux-tu répondre à la question dont tu fais le titre d'un chapitre : « La NEP (2), un pas en avant ou en arrière ? »

La NEP a constitué un pas en avant dans la mesure où, en rétablissant un secteur privé dans une économie entièrement détruite par la guerre, et surtout en permettant aux paysans de vendre leur production – une fois réglé un impôt en nature – elle a permis le redémarrage de l'économie. Elle a représenté un pas en arrière sur le plan social pour deux raisons : les lois du marché sont implacables et le secteur d'État lui-même, pour rester concurrentiel, doit plus ou moins s'y plier. Le chômage s'est développé, il a cru chaque année : il y a 175 000 chômeurs en 1922, un peu plus de 600 000 chômeurs en 1924, un peu plus d'un million en 1925, 1 478 000 en 1928 et un peu plus de 1 740 000 en 1928. C'est énorme au regard de la population ouvrière. Les ouvrières forment près de 60 % des chômeurs. La loi accorde aux ouvrières enceintes un congé d'un mois avant l'accouchement et d'un mois après. Deux mois de perdus pour les patrons qui licencient donc en priorité les ouvrières.

En quoi la période stalinienne a-t-elle représenté un recul pour les femmes ?

Le stalinisme a remis au centre le culte de la famille en faisant de l'épouse dévouée

le modèle de la femme communiste, tout en propulsant des millions de femmes dans la production, y compris pour les travaux les plus pénibles. Il a redonné à la femme la fonction première de reproductrice en interdisant l'avortement en juin 1936. En même temps, il a alloué à ces tâches de maigres moyens, a continué, même modestement, à construire des crèches et des jardins d'enfants, sans lesquels les femmes n'auraient guère pu être envoyées massivement en usine. Vu la lenteur de leur construction, le stalinisme a en même temps réhabilité le rôle de la grand-mère pour s'occuper des enfants. Au cours de la guerre, il lancera l'image de « la mère » ou de l'épouse « héroïne », ce qui n'empêchera pas Staline d'envoyer au Goulag des centaines de milliers de veuves de guerre coupables pendant les années de famine de petits larcins pour nourrir leurs enfants, fils ou filles de soldats tombés au front, souvent grâce au génie stratégique de Staline qui considérerait comme une trahison toute manœuvre de recul... même très temporaire ! ■

(2) La Nouvelle politique économique (NEP en russe) est proposée par Lénine au X^e Congrès du Parti communiste russe en mars 1921. Elle met fin au « communisme de guerre », amorce un retour partiel aux méthodes de l'économie capitaliste : liberté du commerce, notamment pour la paysannerie, ouverture aux investisseurs étrangers, dénationalisation du commerce extérieur et des petites entreprises industrielles. Au X^e Congrès, Lénine déclare : « *Nous pouvons quelque peu revenir sur nos pas sans détruire pour cela la dictature du prolétariat.* »

Quelques biographies de femmes et militantes dans la révolution russe

Elena Stassova (1873-1966)

Originaire d'une famille aristocratique, adhère au POSDR en 1898. Membre du comité central du Parti communiste de 1917 à 1920, de son secrétariat et de son bureau d'organisation en 1919-1920, membre de la commission centrale de contrôle en 1930-1934, a rempli des fonctions dans différents organismes de l'Internationale communiste ou liés à elle (dont le MOPR, organisation de secours aux communistes emprisonnés) [sauf en URSS !] dont elle préside le comité central de 1938 à sa mise à la retraite en 1946.



est arrêtée avec d'autres S-R de gauche, dont Maria Spiridonova, et condamnée à vingt cinq ans de prison.

Elle est libérée en 1947, mais est arrêtée à nouveau en 1949 lors de la gigantesque vague d'arrestations organisée par Staline. Elle reste au Goulag jusqu'à sa libération en 1955. Elle sera l'unique survivante des anciens dirigeants des S-R de gauche jusqu'à sa mort en 1963. Auteur de souvenirs publiés en français en 1923 et d'une longue lettre au comité central du PCUS rédigée en 1961, peu avant sa mort, lettre que les *CMO* publieront prochainement.

Larissa Reisner (1895-1926)

Irina Kakhovskaya (1887-1963)

Arrêtée en 1907, condamnée au bagne, la révolution de 1917 la libère. Elle devient membre du comité central du parti S-R de gauche formé en novembre 1917. Elle a été la seule femme à participer au II^e Congrès des soviets. Elle participe à l'assassinat de Hermann von Eichhorn, commandant des forces d'occupation allemandes en Ukraine le 30 juillet 1918.

En 1925, elle est exilée à Oufa en Bachkirie au sud de l'Oural ; en 1937, elle



Elle naît en Pologne, alors dans l'empire russe ; son père est universitaire. Elle suit ses parents, obligés de fuir la Russie, fait des études universitaires à Paris et revient en Russie en 1910.

Journaliste, écrivain poète (du mouvement acméiste), elle participe à un journal antimilitariste, puis au journal de Gorki, la *Novaïa Jizn*. Sous le gouvernement provisoire, elle donne des cours à des ouvriers de Petrograd et des marins de Cronstadt. Après Octobre, elle travaille avec Lounatcharsky et n'adhère au Parti bolchevique qu'en 1918.

Pendant la guerre civile, elle est nommée commissaire à la V^e armée dans la région de Kazan. Par sa conduite héroïque



et son audace, elle est surnommée la « *Diane guerrière* » par son compagnon, le dirigeant bolchevique Raskolnikov, ou « *la Pallas de la révolution* » par Trotsky.

Dès 1918, elle n'hésite pas à dénoncer les mœurs bureaucratiques de la Tcheka de Petrograd.

Après avoir contracté la malaria en Iran, elle est envoyée comme agent de la III^e Internationale lors de la révolution allemande en octobre 1923, aux côtés de Radek, qui devient son compagnon.

En 1924-1925, elle travaille aux côtés de Trotsky. Elle meurt du typhus, en 1926, à trente ans.

Maria Nikiforova (1885-1919)

Elle a rejoint le mouvement anarchiste en Ukraine lorsqu'elle avait seize ans et est devenue l'un des commandants anarchistes les plus respectés pendant la guerre civile. En décembre 1917, la garde noire de Nikiforova a aidé à établir le pouvoir soviétique dans plusieurs villes ukrainiennes. Elle a collaboré avec les bolcheviks, combattu l'armée blanche, l'intervention de l'Allemagne et les nationalistes ukrainiens. Une fois les Blancs défaits, elle combat le pouvoir bolchevique. Elle est arrêtée à Sébastopol tenu par les Blancs en 1919, jugée et immédiatement exécutée.



Alexandra Kollontai (1872-1952)

Issue d'un milieu aristocratique, elle rencontre en exil Lénine et Plekhanov et rejoint le mouvement révolutionnaire dès la fin du XIX^e siècle, puis les bolcheviks en 1915. Après Octobre, elle devient la première femme ministre au monde (commissaire du peuple à l'Assistance publique). Elle crée le Jenotdiel (département du parti chargé des affaires



féminines) avec Inessa Armand. Elle fonde en 1920, avec Chliapnikov, l'Opposition ouvrière, fraction interne au parti qui réclame plus de démocratie et l'indépendance des syndicats, et elle s'oppose à la NEP. Elle devient ambassadrice en Norvège en 1923, puis, sous Staline, en Suède en 1930.

Avec le Jenotdiel, elle a impulsé la bataille – et obtenu – le droit de vote des femmes, le droit au divorce par consentement mutuel, des congés de maternité, un salaire égal à l'homme, le droit à l'avortement, etc.

Elle a aussi posé la question de ce que seront les relations amoureuses dans une société libérée de l'exploitation capitaliste.

Elle meurt à Moscou en 1952.

Inessa Armand (1874-1920)

Elle a adhéré au POSDR en 1903, a été arrêtée deux fois, en 1905 puis en 1907. Elle émigre en 1908, devient une proche collaboratrice de Lénine et crée, en 1914, le journal *Rabotnitsa* (L'ouvrière) destiné à éclairer les problèmes des ouvrières. Elle reprend cette activité au lendemain de la révolution de Février 1917. Elle appartient aux communistes de gauche opposés à la paix de Brest-Litovsk, est l'une des animatrices du Jenotdiel (section femmes) créé en 1919 auprès du comité central. Elle est l'une des animatrices de la politique émancipatrice des femmes menée par les bolcheviks. Elle meurt fauchée par le choléra en septembre 1920.



Maria Spiridonova (1884-1941)

Adhère au Parti socialiste-révolutionnaire (S-R) au début de la révolution de 1905. En février 1906, elle abat le responsable de la répression violente contre les paysans de la région de Tambov ; sa condamnation à mort est commuée en une peine de bagnes à perpétuité dont la



révolution de Février la délivre ; membre de la gauche internationaliste des S-R qui fonde, en novembre 1917, le parti S-R de gauche et appuie la révolution d'Octobre ; elle devient, avec le soutien des bolcheviks, présidente du congrès extraordinaire puis des II^e et III^e Congrès des soviets paysans ; les bolcheviks présentent sa candidature à la présidence de l'Assemblée constituante ; elle rompt brutalement avec eux par désaccord avec la paix de Brest-Litovsk et la création des comités de paysans pauvres contre les « koulaks ».

Après l'assassinat, co-décidé par elle, de l'ambassadeur d'Allemagne Mirbach, en juillet 1918, pour relancer la guerre avec Berlin, la Tcheka l'arrête. Vu « *ses mérites particuliers devant la révolution* », elle est condamnée à un an de prison ; amnistiée deux jours plus tard et libérée, elle organise une violente campagne antibolchevique dans les usines. La Tcheka l'arrête en octobre 1920. En 1924, constatant la mort de son parti, elle abandonne l'activité militante puis travaille dans l'administration soviétique en Bachkirie.

Arrêtée en 1937 par le NKVD, elle refuse d'avouer et traite son enquêteur de « *fasciste, garde blanc, espion* ». Staline la fait fusiller en 1941, en même temps que Rakovsky et Olga Kameneva, sœur de Trotsky et première femme de Kamenev.

Alexandra Izmailovitch (1878-1941)

D'origine noble, membre du parti socialiste-révolutionnaire (S-R) et de ses détachements de combat, elle abat, en janvier 1906, le gouverneur de Minsk ; condamnée au bagne à perpétuité, elle est libérée par la révolution de Février.

Elle devient membre du comité central des S-R de gauche, est arrêtée en 1921 et envoyée en exil en 1923. Elle est condamnée, en 1937, à vingt-cinq ans de prison et est fusillée en octobre 1941 à Orel.



En défense de la révolution d'Octobre 1917



La révolution d'Octobre 1917 : des leçons toujours d'actualité

Extraits de *Lutte de classe*, n° 187,
mensuel de *Lutte ouvrière* - novembre 2017

Un siècle après l'insurrection victorieuse d'octobre 1917, et plus de 25 ans après la disparition de l'URSS en tant qu'État, le spectre du communisme hante toujours leurs adversaires. Mais son centenaire rappelle également à quel point nombre de ceux qui s'en prétendent encore les héritiers se sont éloignés des idées qui l'avaient portée.

Pour les militants communistes révolutionnaires, la compréhension de ces événements demeure indispensable et même vitale. Née des entrailles de la barbarie impérialiste, la révolution russe donna naissance au premier État ouvrier – et seul à ce jour. Le formidable capital d'expériences dont elle reste porteuse doit toujours orienter notre combat pour renverser la domination de la bourgeoisie.

Quand historiens et journalistes tirent à boulets blancs sur la révolution

La fièvre anticommuniste actuelle n'atteint certes pas les poussées les plus délirantes du passé. Il faut dire que, de la peur de la « contagion bolcheviste » et de « l'homme au couteau entre les dents » des années 1920 à l'hystérie de la guerre froide, la barre avait été placée assez haut par tout ce que le pays compte d'intellec-

tuels réactionnaires. Se voulant parfois plus subtile, plus « scientifique », l'offensive des adversaires de la première révolution communiste victorieuse de l'histoire n'en reste pas moins active.

Il y a vingt ans, cette prétention d'historiens et d'intellectuels à faire le procès de tous les régimes et, à travers eux, de toutes les révolutions se réclamant d'une façon ou d'une autre du marxisme, avait trouvé une forme de consécration dans *Le Livre noir du communisme* (1997). Les thèses tirées de cette compilation de contre-vérités historiques accumulant les mensonges délibérés les plus énormes et les inventions d'anticommunistes hystériques continuent d'agrémenter les articles consacrés ces derniers mois à la révolution russe. Ainsi, Stéphane Courtois, le principal inspirateur de ce livre, transforme-t-il Lénine en « l'inventeur du totalitarisme », le « créateur du Parti-État monopolisant pouvoirs politique, économique, culturel, promoteur de massacres de masse destinés à imposer le règne de "l'homme nouveau" », et, pour faire bon poids, « l'instigateur de l'un des systèmes politiques les plus meurtriers de l'histoire » (1). Dans *Les Misérables*, Victor Hugo faisait dire

(1) *Le Figaro Histoire*, numéro de février-mars 2017, sous-titré « Quand Lénine inventait le totalitarisme », reprenant le titre de sa récente biographie de Lénine.

à un de ses personnages : « *Laissons la peur du rouge aux bêtes à cornes.* » Il n'a visiblement pas été entendu.

Un bêtisier pourrait être consacré à ces élucubrations, la palme revenant peut-être aux rédacteurs du *Figaro* représentant les militants de La France insoumise comme « *les arrière-petits-enfants de Léon Trotsky* » ayant hérité « *de lui et de Lénine* » le « *refus de la démocratie libérale, ainsi que la haine du capitalisme et de son économie de marché* » (2). J. C. Buisson, directeur du *Figaro magazine*, renchérit le 22 septembre dernier à propos de l'appel à manifester de Mélenchon : « *Via les soviets de soldats, d'ouvriers et de paysans, les responsables bolcheviks harcèlent le gouvernement et encadrent les mécontentements sociaux. On est alors un peu dans la France de l'été 2017...* » Et d'ajouter après une question faussement candide : – *Est-ce que votre analogie n'est pas un peu forcée ? – Quand celui-ci (Mélenchon) passe son temps à tancer ses concurrents à gauche [...], il est pour moi dans une stratégie très léninienne. N'a-t-il pas lui-même dit qu'il ne se représenterait pas en 2022 à l'élection présidentielle ? En ce cas, comment compte-t-il accéder au pouvoir suprême sinon au bénéfice d'une situation de type de celle de la Russie de l'automne 1917 ?* »

La haine de classe le dispute à l'ignorance crasse. Des règles mises en place par Lénine pour l'accès aux toilettes entre fumeurs et non-fumeurs dans le wagon qui le ramena vers la Russie en avril 1917, de fins analystes veulent voir l'annonce de son pouvoir « *personnel* » et « *dictatorial* »... Un Lénine solitaire, se méfiant de tous, adepte d'un pouvoir autoritaire, d'un parti unique : en somme, le précurseur du stalinisme. Ainsi l'historien Dominique Colas, dans le magazine *L'Histoire* (3) fait-il de lui « *un fanatique* » doté d'un « *type de rapport particulier au vrai et au futur. Il croit connaître sans erreur l'avenir de l'humanité.* »

Sur le même registre, Boris Kolo-nitski analyse la politique des bolcheviks comme la fondation d'un « *culte de la déesse révolution* ». Il voit dans « *la foi en une sorte de miracle, une résurrection politique, économique et morale du pays et de la nation* » l'élément « *majeur* » de la

nouvelle « *conscience politico-éthico-religieuse des masses* ». Sous couvert d'une nouvelle lecture des événements, ce sont toutes les vieilles antiennes des adversaires d'Octobre qui refont surface.

Célébrer Février pour mieux combattre Octobre

D'autres concèdent à Février la valeur d'une véritable révolution, d'une explosion démocratique, ce qui est un fait indéniable, mais en lui ôtant tout caractère de classe. Ce tableau, d'où les grèves, le contrôle ouvrier, la naissance des syndicats, des comités d'usine et l'intervention des masses ouvrières sont le plus souvent absents, entend démontrer que la prise du pouvoir par les bolcheviks aurait brisé un formidable élan, empêché la Russie d'intégrer pour toute une période historique le giron des puissances économiques et des « *grandes démocraties* ». Dans *L'Obs* du 22 décembre 2016, Daniel Cohn-Bendit, qui depuis 1968 distille ses conseils d'ancien combattant du Quartier latin, explique : « *Pour l'avenir de la Russie à l'époque, l'idéal aurait été la victoire des mencheviks. Cela aurait permis une évolution positive [...] et, par la suite, la naissance d'une démocratie, disons bourgeoise...* » Et François Reynaert d'ajouter dans le numéro du 6 octobre dernier : « *En prenant le pouvoir lors de la révolution d'Octobre, Lénine et les bolcheviks ont réussi à étouffer les espoirs démocratiques nés de la révolution de Février.* » Comme si ces « *espoirs démocratiques* » n'avaient pas été étouffés sous la pression de la bourgeoisie par les dirigeants du pouvoir issu de Février, pourtant si modérés et présentables aux yeux de nos intellectuels d'aujourd'hui !

Rien donc sur la guerre que le gouvernement provisoire continua pour satisfaire les appétits de conquête de la bourgeoisie,

(2) *Le Figaro*, 30 juin 2017.

(3) *L'Histoire*, n° 432, février 2017. Le hors-série du *Monde* de septembre-novembre 2017, *1917. La révolution russe*, lui consacre également un entretien.

ni sur les traités secrets conclus avec l'impérialisme français et anglais. Rien sur la peine de mort rétablie au front. Rien sur le refus des nouveaux dirigeants de partager les grands domaines et de répondre aux aspirations de la paysannerie pauvre. Rien sur la décomposition de l'économie, la crise du ravitaillement, l'explosion des prix, la « catastrophe imminente », selon l'expression de Lénine, menaçant la Russie à l'été 1917. Rien donc sur les causes de la révolution d'Octobre : l'impasse sanglante d'un gouvernement bourgeois rendant indispensable son renversement par la classe ouvrière.

Sans surprise, l'arrivée au pouvoir du Parti bolchevique est réduite à un coup d'État. Si c'est défendable du point de vue des règles juridiques bourgeoises, toutes les révolutions pourraient mériter ce qualificatif. Et le renversement du pouvoir de la bourgeoisie était parfaitement « légal » du point de vue de la légalité des soviets ! Les bolcheviks proclamaient ouvertement la nécessité de le préparer, et qualifiaient d'« art » son élaboration. Il fallait en effet que le parti se montre à la hauteur de la confiance des masses ouvrières acquise durant des années de combats politiques et des espoirs qu'elles plaçaient en lui. L'expérience tragique de la Semaine sanglante, qui avait fait plus de 20 000 morts parmi les prolétaires lors de la répression de la Commune de Paris, comme celle des journées de Juillet en Russie même, matées par Kerenski, et la menace d'une dictature militaire et d'une véritable terreur blanche l'imposaient également. La majorité que les bolcheviks avaient conquise dans tous les organes de la démocratie révolutionnaire, comités d'usines, syndicats et soviets, sur la base de la revendication de « tout le pouvoir aux soviets », ne laissait pas de doute sur le soutien dont ils disposaient dans le prolétariat. [...]

Du côté du Parti communiste, où le tricolore et *La Marseillaise* ont de longue date supplanté le drapeau rouge et *L'Internationale*, on évoque de plus en plus honnêtement Octobre. Ainsi, lorsque Patrick Le Hyaric, le directeur de *L'Humanité*, salue, dans un numéro hors-série, un événement d'une « portée universelle » ayant « d'emblée ouvert des perspectives his-

toriques nouvelles », c'est pour mieux le noyer dans « le vieil et cahoteux processus d'émancipation », bien français lui, qui devrait « autant à Rabelais qu'à Babeuf », « aux jacqueries paysannes qu'aux mutins de la Grande Guerre », « à Valmy qu'à la Résistance », « à Rimbaud qu'aux insurgés de la Commune », « à l'humanisme de la Renaissance qu'au Front populaire (4) ». Autant dire que la révolution russe et les combats de la classe ouvrière ne pèsent pas bien lourd dans ce fatras.

Frédéric Genevée, responsable des archives du PCf, distille dans la même publication des lieux communs sur la continuité entre Lénine et Staline, le premier étant accusé d'avoir « subi et reproduit la tradition politique violente issue de plusieurs siècles de tsarisme ». L'âme slave sans doute... Et de reprendre à son compte un essai qualifié de « remarquable » de Jean-Jacques Goblot mettant en cause les « conceptions léninistes du commandement unique », les « failles et erreurs de Lénine » qui auraient pu « contribuer à creuser l'ornière du stalinisme ». Un raisonnement qui dédouane de facto la bureaucratie stalinienne dans l'anéantissement des conquêtes d'Octobre. L'historien Roger Martelli, ancien membre de la direction du PCf, ne dit pas autre chose, tout en concédant une différence de degré entre Lénine et Staline et donc une certaine « rupture » : « Il n'est pas moins vrai qu'il y a des fragilités, des lignes de faille au cœur même de la conception bolchevique de la classe, de la révolution et du parti. » Loin de « corriger » ces « fragilités », Staline n'aurait fait que les accentuer « jusqu'à l'outrance » (5). [...]

Dans son récent ouvrage, intitulé *Que faire de 1917 ?* (6), Olivier Besancenot reconnaît que 1917 n'avait jamais été jusque-là sa « clé d'entrée préférentielle en matière d'émancipation » : « La Commune de Paris ou l'épopée de Che Gue-

(4) Hors série de *L'Humanité*, n° du 19 juin 2017.

(5) *Ibidem*.

(6) Olivier Besancenot, *Que faire de 1917 ? Une contre-histoire de la révolution russe*, Autrement, 2017.

vara avaient jusqu'alors focalisé mon attention et mes faveurs instinctives. » Dans ses interviews, il s'affirme communiste et exprime son admiration pour la puissance émancipatrice de la révolution russe. Celle-ci a encore ce pouvoir-là.

Mais les conceptions d'Olivier Besancenot sur Octobre 1917 semblent avoir surtout été inspirées par les œuvres d'historiens, par les critiques des libertaires, voire par les théories fumeuses des partisans de Nuit debout sur « *l'horizontalité du pouvoir* ». En tout cas pas par la lecture de Lénine et de Trotsky.

Son plaidoyer est truffé de leçons de morale et de critiques à l'encontre des bolcheviks, de leurs actes comme de ce qu'il présente comme la « *justification de la Terreur rouge* ». Mettant largement de côté la situation d'isolement de la révolution, le danger que représentaient la contre-révolution et tous ceux qui en favorisaient, sciemment ou non, les entreprises criminelles, Olivier Besancenot prétend tirer des enseignements valables en tout temps et tout lieu pour les révolutionnaires. Il voit dans la politique des bolcheviks l'application de l'adage « *la fin justifie les moyens* », reprenant à son compte certaines assertions de Victor Serge. Pas celui qui, dans *L'An I de la révolution russe*, défendait pied à pied cette politique contre ses détracteurs, mais celui avec lequel Trotsky rompit au milieu des années 1930 alors qu'il s'éloignait progressivement du marxisme.

Sur la base de ce postulat, Olivier Besancenot critique pêle-mêle la dissolution de l'Assemblée constituante « *d'un point de vue démocratique* » ; l'assaut contre Cronstadt en 1921, une prétendue « *culture de guerre* » propre à la révolution où il voit, citant Daniel Bensaïd, une des « *racines essentielles de la bureaucratisation* » ; « *l'absence* » chez Lénine d'une

description claire du « *lendemain* » ; bref, tout ce qu'il nomme les « *angles morts de la pensée bolchevique* ». Se posant en défenseur du principe de la liberté politique, il appelle la révolution future à proclamer « *des droits élémentaires et imprescriptibles, tels que la publicité des procès, le droit à la défense, la présomption d'innocence, etc.* » L'auteur ne dit pas s'il aurait voulu qu'ils s'appliquent à Nicolas II, aux Cent-Noirs, ces milices d'extrême droite qui organisaient des pogroms antisémites, comme aux officiers des armées blanches...

Trotsky avait en son temps ironisé à propos de ce que pourrait être un « *code moral de la guerre civile* » rédigé par ceux justifiant leurs critiques de la politique des bolcheviks par les principes de la morale et du droit. « *D'avance, son caractère général en serait clair. Les deux côtés s'engagent à ne pas prendre d'otages. Les procès publics restent en vigueur. Pour qu'ils aient lieu correctement, liberté totale est laissée à la presse durant toute la guerre civile. Le bombardement des villes étant préjudiciable à la justice publique, à la liberté de la presse et à l'inviolabilité de l'individu, est formellement interdit. Pour d'autres raisons différentes ou semblables, l'usage de l'artillerie est proscrié. Et, vu que les fusils, les grenades à main et même les baïonnettes exercent incontestablement une influence néfaste sur les êtres humains ainsi que sur la démocratie en général, l'utilisation des armes, des armes à feu ou des armes blanches, est formellement interdite dans la guerre civile (7).* » C'était, en d'autres termes, livrer à coup sûr la révolution à ses bourreaux (...). ■

Le 21 octobre 2017

(7) *Leur Morale et la nôtre*, 1938.

La révolution russe vue par les manuels scolaires (seconde partie)

par Odile Dauphin et Rémy Janneau

Aucun événement n'a jamais été traité de manière neutre dans les manuels scolaires, *a fortiori* ceux qui ont marqué l'histoire du mouvement ouvrier. La révolution russe n'échappe évidemment pas à la règle. Les approches et les jugements dont elle a fait l'objet ont cependant varié suivant le contexte politique et les cadres de pensée dominants. Acte de naissance d'une « *société nouvelle* » (1) à laquelle était reconnue une certaine légitimité pendant la « *détente* » (2), elle devient, avec la mondialisation et l'effondrement des régimes staliniens, un coup d'État inspiré par une idéologie totalitaire. Mais il se trouve (et la coïncidence n'est qu'apparente) que cette réécriture de l'histoire se conjugue à une refonte de l'enseignement même de cette discipline.

Années 1980 : permanences et évolutions

Les manuels des années 1980 diffèrent peu, quant au contenu, de ceux des années 1960 et 1970. Dans le premier comme dans le second cycle, les faits essentiels sont rapportés, parfois de manière plus détaillée encore et mieux explicités. L'excellent manuel de 1^{re} rédigé sous la direction du très libéral Jacques Marseille (3) montre bien, par exemple, que la révolution de *Février* a surgi de la décomposition de la société russe et celle « *d'Octobre* » (4) de la contradiction entre les aspirations des masses et la politique du gouvernement provisoire. Non seulement le rôle du Parti bolchevique est bien mis en évidence mais le manuel insiste sur celui – décisif – de Lénine qui, dans les *Thèses d'avril*, réoriente le parti sur une ligne de rupture avec le gouvernement provisoire

et demande que tout le pouvoir soit remis aux soviets. À la différence de *Février* qui fut « *une révolution populaire spontanée* », *Octobre* est « *une insurrection organisée* ». Le pouvoir des commissaires du peuple tire sa légitimité du congrès des soviets. Un savoir copieux s'ordonne autour d'honnêtes problématiques, pour utiliser une notion appelée à devenir l'un des maîtres-mots de la didactique.

Concernant la « *succession de Lénine* », le manuel publié sous la direction de Pierre Biard et Jean Carpentier (5) insiste, extrait de *La Révolution trahie* à l'appui, sur le rôle de la bureaucratie dans la victoire de Staline présenté comme « *un homme d'appareil* ». La collectivisation, la dictature stalinienne, la société soviétique sont décrites sans excès ni complaisance. On reste dans le cadre d'un « *encyclopédisme* » qui, pour être déjà fort décrié, n'en reste pas moins un antidote à l'idéologie que les manuels véhiculent en filigrane et que l'on peut sommairement résumer ainsi : on vit mieux dans une « *démocratie libérale* ». Les manuels de 3^e présentent les mêmes caractéristiques.

Des évolutions s'annoncent néanmoins. Dans le Carpentier-Biard, la révolution d'Octobre devient « *un coup d'État modèle* ». Jules Isaac parlait de « *coup de*

(1) J. Bouillon, P. Sorlin et J. Rudel – *Le monde contemporain. Histoire des civilisations* – Bordas Terminales – 1965 – Page 168.

(2) Voir la première partie de cet article parue dans le numéro 75 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

(3) Jacques Marseille (Dir) – *Histoire - 1^{re}* – Nathan – 1988. Les programmes de 1988 placent la révolution russe en classe de 1^{re} et non plus en terminale.

(4) Le 25 octobre dans le calendrier julien correspond au 7 novembre dans le calendrier grégorien.

(5) Pierre Biard et Jean Carpentier (Dir) – *Histoire 1^{re}* – Armand Colin – Collection Antoine Prost – 1982.

force » (6), terme pertinent pour désigner tout renversement violent d'un pouvoir en place. Il s'agit ici de tout autre chose et le moins que l'on puisse dire est que la pression idéologique du moment et un discours médiatique efficace peuvent égayer les meilleurs historiens (7). Un coup d'État, en effet, s'il est bien perpétré par une minorité, vient, par définition, d'un secteur même de l'État, le plus souvent de l'armée. À la différence de celle de Février, la révolution d'Octobre fut, certes, minutieusement organisée, l'insurrection fut effectivement conduite par une minorité, mais celle-ci s'adossait aux soviets et aux millions d'ouvriers, de paysans et de soldats qui y avaient envoyé leurs députés. Cette lame de fond dont les détachements armés ne sont que les agents d'exécution, différencie précisément une révolution d'un coup d'État (8).

L'URSS est à nouveau définie, pratiquement dans tous les manuels, comme un État totalitaire, terme qui avait disparu pendant la « détente ». En elle-même, cette caractérisation n'a rien d'incongru (9) et surtout rien, à ce stade, ne suggère que l'Union soviétique serait *de même nature* que les États fasciste et hitlérien. Les manuels restent dans la perspective qui était celle d'Hannah Arendt et de Raymond Aron (10) : les différents régimes totalitaires présentent des traits communs mais ils diffèrent profondément quant à leurs origines, leur base sociale et leurs finalités. Nous ne saurions le dire de manière plus ramassée que Raymond Aron : « *La différence est essentielle à cause de l'idée qui anime l'une et l'autre entreprise ; dans un cas, l'aboutissement est le camp de travail ; dans l'autre, la chambre à gaz* » (11).

L'imposture pédagogue

Les évolutions les plus importantes et, en même temps, les moins immédiatement perceptibles d'un point de vue idéologique, affectent la forme plus que le contenu. La nouveauté réside dans la profusion de documents qui accompagnent et sont censés compléter le texte. Les professeurs ne pouvaient *a priori* que s'en réjouir. Bien utilisés, ces manuels n'induisaient-ils pas un enrichissement de l'enseignement

de l'histoire ? Les récits de Trotsky et de Sukhanov ne permettaient-ils pas d'aborder *Février* et *Octobre* de manière plus vivante ? N'était-il pas pertinent de placer le document à la source de la connaissance ? La confrontation d'un appel du gouvernement provisoire à la poursuite de la guerre « *jusqu'à la victoire* », d'extraits bien choisis des *thèses d'avril* et de témoignages sur la situation et les aspirations des masses, n'aidait-elle pas les élèves à comprendre comment la « *dualité des pouvoirs* » (12) a pu se dénouer par la victoire d'un parti de quelques milliers puis de plusieurs dizaines de milliers de militants.

(6) Cours d'histoire Malet-Isaac – *Histoire contemporaine 1852-1939* – Classes terminales – Hachette – 1953. Page 594.

(7) Jean Carpentier est, avec François Lebrun, l'auteur d'une *Histoire de France* qui fait toujours autorité (Seuil – Point Histoire – Réédition : 2014)

(8) John Reed, dans ses *Dix jours qui ébranlèrent le monde* (voir CMO n° 75 page 80) utilise, certes, le terme *coup d'état* (*Ten days that shook the world* - M. Lawrence LTD – 1926 – Page 92), sans majuscule à *état* en anglais, terme qui a été traduit, en français, par... *coup d'État* (Traduction des éditions sociales - 10/18 – 1958 – Page 157), ce qui peut sembler logique. Or, en anglais, ce terme, parfois abrégé en *coup*, a une signification plus large. Il désigne toute prise de pouvoir par la force, y compris une révolution (définition du *Collins Cobuild English dictionary* : *When there is a coup d'état, a group of people seize power in a country* ce qui peut se traduire par : *Lors d'un coup d'État, un groupe* – ce qui peut désigner aussi bien une classe sociale qu'une junte militaire – *prend le pouvoir dans un pays*). Il serait donc abusif, pour le moins, de solliciter John Reed pour soutenir qu'*Octobre* fut un coup d'État au sens où nous l'entendons en français.

(9) Le concept de totalitarisme, né en Italie (Amendola, Mussolini), fut utilisé par des hommes politiques (dont Trotsky), des journalistes, des diplomates et, bien sûr, des philosophes, mais il ne fut jamais validé par les historiens. Il faut attendre les années 1980 pour que certains idéologues en déduisent une *identité* entre stalinisme et nazisme et les années 1990 pour qu'elle s'impose comme une vérité officielle (voir plus bas).

(10) Hannah Arendt – *Les origines du totalitarisme. Le système totalitaire* – Seuil Essais – 1972 (première édition : 1951). Raymond Aron – *Démocratie et totalitarisme* – Folio Essais – 1987 (première édition : 1965).

(11) Raymond Aron – *Op. cit.* Pages 298-299.

(12) Jean Brignon (Dir) – *Histoire et géographie 3°* – Hatier – 1984 – p. 36.

Le problème ne résidait pas tant dans le recours au document (qui n'était guère une nouveauté) que dans une utilisation parfois imprudente et surtout dans la place nouvelle – et bientôt disproportionnée – qu'il allait tenir dans le cours d'histoire. Dans un dossier de deux pages intitulé *Lénine, théorie et pratique de la révolution*, les auteurs du manuel de 3^e Hatier de 1980 (13) croient bien faire en présentant le leader bolchevique à partir d'un discours de Staline. C'est le « *génie des explosions révolutionnaires* », « *le plus grand maître dans l'art de diriger la révolution* », sa « *clairvoyance géniale* » s'est exprimée avec « *plénitude et fermeté* », il est même crédité d'un « *don de double vue* » ! Texte extrêmement intéressant si l'on veut comprendre comment Staline s'est employé à asseoir son propre culte de la personnalité, mais qui se situe aux antipodes de la véritable personnalité de Lénine. Le document n'est accompagné d'aucune question ni d'aucune information sur le contexte. L'étude critique sans doute visée nécessiterait pourtant, sur la période et sur l'auteur de ce dithyrambe, des connaissances qu'un élève de 3^e n'a pas, ne peut pas avoir, n'en déplaie à ceux qui cherchaient déjà à se persuader ou, plus exactement, à faire croire, que les connaissances ne se transmettent pas et que c'est l'élève qui, suivant la formule consacrée, « *construit son propre savoir* ». Que ce discours de Staline voisine avec un poème de Maïakovski invitant à ne pas « *faire de Lénine une estampille* » (14) et des extraits de *Que faire ?* et de *L'État et la révolution* n'y change pas grand-chose. Ou c'est le professeur qui apporte les savoirs nécessaires et explique de manière – Ô horreur, magistrale – en quoi le texte fait de Lénine le surhomme qu'il n'était pas et qu'il n'a jamais prétendu être, et – surtout – pourquoi ? Ou le document est recoupé avec d'autres grâce à une solide batterie de questions. Ou l'élève avale la couleuvre.

L'esprit critique, qu'il convient bien évidemment de développer, ne peut se fonder que sur un savoir solide préalablement acquis. Une véritable étude critique supposerait moins de documents et, pour chacun d'eux, une présentation de l'auteur, du contexte et des faits rappor-

tés. Est-il besoin de rappeler qu'un auteur peut mentir ou se tromper, être trahi par sa mémoire, que de deux textes contradictoires n'émerge pas nécessairement une vérité... ? Or un examen attentif des dossiers proposés aux élèves entre 1980 et 1989 révèle que les documents, lorsqu'ils sont questionnés (ce qui est loin d'être toujours le cas), sont assortis de questions invitant essentiellement les élèves à prélever des informations brutes, ce qui leur laisse croire implicitement que le document livre nécessairement la vérité.

À cette utilisation hasardeuse, s'ajoute une définition floue, voire élastique, du document. Sont indistinctement tenus pour « documents » des extraits des décrets de novembre 1917, de *L'État et la révolution*, d'une biographie de Lénine par Hélène Carrère d'Encausse ou du *Docteur Jivago*... sans parler d'une floraison de photographies, d'affiches et de tableaux qui nécessiteraient chacun une étude approfondie.

S'il ne s'était agi que d'un problème de dosage et d'ajustement raisonnable, on peut évidemment faire crédit aux professeurs d'une sélection et d'une exploitation pertinentes des documents fournis. Or cette profusion de documents annonçait non l'enrichissement que l'on aurait pu en attendre mais un renversement total de la problématique pédagogique. Sous couvert de lutter contre un enseignement magistral réputé tout à la fois inefficace et élitiste, peu à peu, l'exposition des faits, la présentation distanciée des personnages, en un mot le texte dans lequel l'élève trouvait, après le cours, des compléments ou des mises en ordre nécessaires, se sont progressivement rétractés et cantonnés à des repères chronologiques et notionnels, au bénéfice de dossiers documentaires devenus la source essentielle du savoir. Un tel renversement de la démarche avait un corollaire : au nom d'une très hypothétique autonomie de l'élève, les « *méthodes* » et les « *compétences* » n'allaient pas tarder à primer sur les connaissances.

(13) Jean Brignon (Dir) - *Histoire et géographie 3^e* - Hatier - 1980 - Page 75.

(14) Les auteurs précisent que ce poème, tiré de la revue *LEF* est cité par Jean-Jacques Marie dans *Les paroles qui ébranlèrent le monde* (Seuil - 1967).

Une profonde réécriture de l'histoire

Une révision des contenus n'allait pas tarder à suivre. Contre toute vérité historique, la révolution d'Octobre devenait un coup d'État. Une instrumentalisation du concept de *totalitarisme* assimilait l'URSS à l'Allemagne nazie. Le succès d'une telle opération idéologique ne se comprend que replacé dans son contexte.

Les années 1970 avaient été marquées, sans que cela ait encore d'incidences sur les enseignements scolaires, par le combat des intellectuels français contre un « *totalitarisme* » qu'ils voyaient, de toute évidence, en URSS plus qu'au Chili. Ce combat était, en réalité, à usage interne : il s'agissait d'amener le Parti socialiste né du congrès d'Épinay à rompre les dernières amarres qui le rattachaient encore à un mouvement ouvrier tenu pour « marxiste » et à ne pas faire alliance avec un PCf suspecté – bien à tort ! – de chercher à prendre le pouvoir (15). Nonobstant cette instrumentalisation d'un combat en lui-même légitime, le concept ne manquait pas de pertinence pour désigner un type de régime et une pratique du pouvoir, mais sa définition restait à géométrie variable et il avait connu, des années 1930 à la « guerre froide », des fortunes diverses. À la fin des années 1970, Pierre Ayçoberry, historien du nazisme, soulignait que ce n'était plus là qu'une « *théorie de circonstance* » (16). Enzo Traverso parlera plus tard de « *mot-valise* », de « *passé-partout visant surtout à esquiver la "complication" représentée par chaque totalitarisme en tant que "fait social total"* », à réduire le concept à « *une description des formes extérieures de ces régimes qui oublie superbement leur contenu social, leur évolution et leurs finalités* » (17). Et pourtant, cette « *théorie de circonstance* », ce « *passé-partout* » récusé à peu près dans tous les autres pays, devait, en France, se trouver, vingt ans plus tard, au cœur des programmes d'histoire.

Pour bien prendre la mesure d'une telle rupture et en bien cerner la matrice, il faut faire un détour par l'Allemagne. En 1986, en effet, un philosophe qui se veut historien, Ernst Nolte, ancien élève d'Heidegger (18), publiée, dans la *Frankfurter Allgemeine*

Zeitung, un texte qui soulève un véritable tollé. Auschwitz ne serait qu'une réponse au Goulag, le nazisme une « *copie grossière et déformante* » du bolchevisme, le « *génocide de race* » un pendant d'un « *génocide de classe* » fondé sur un « *postulat exterminateur* » hérité de Karl Marx, l'antisémitisme reposerait sur un « *noyau rationnel* », les multiples horreurs qui ont ensanglanté le XX^e siècle, du Cambodge à l'Afghanistan « *relativiseraient* » la Shoah (19)... Plusieurs historiens conservateurs emboîtent le pas. Mickaël Stürmer (20) confond, dans la catégorie des victimes, les juifs et les SS gardiens de camps, Andreas Hillgruber présente la lutte des troupes allemandes à l'Est comme une protection héroïque de l'Europe contre les « *orgies vengeresses de l'Armée rouge* » et dénonce le « *mythe négatif* » forgé par les vainqueurs. Sous couvert « *d'historicisation* », il propose rien moins qu'une « *révision* » de l'histoire du III^e Reich.

L'offensive tourne court. Le philosophe et sociologue Jürgen Habermas, plusieurs historiens, notamment Eberhard Jaäckel, Hans Mommsen et Jürgen Kocka, dénoncent vigoureusement cette « *banalisation* » du nazisme. Nolte sort discrédité de cette « *querelle des historiens* » (*Historikerstreit*). C'est en France que la greffe va prendre.

Lorsqu'en 1989 les passions s'apaisent en Allemagne, nous sommes, en effet, en

(15) En dépit de quelques aspects contestables de cet ouvrage, voir sur ce point Michael Christofferson – *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*. Contre-feux Agone – 2009. Note de lecture dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 47 du 3^e trimestre 2010.

(16) Pierre Ayçoberry – *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme* – Point Seuil – 1979 – Page 174.

(17) Enzo Traverso – *Le totalitarisme. Le XX^e siècle en débat* – Points Seuil – 2001 – Page 92.

(18) Philosophe membre du parti nazi.

(19) Ernst Nolte – *Fascisme et totalitarisme* – Édition établie et commentée par Stéphane Courtois - Robert Laffont – 2008. Voir également, du même auteur : *Les fondements historiques du national-socialisme* – Éditions du Rocher – 2002.

(20) Universitaire allemand qui était également, au moment de cette « *querelle des historiens* », conseiller du chancelier Helmut Kohl.

plein bicentenaire de la Révolution. La gloire de François Furet est à son apogée. La cause semble entendue : la Terreur naît de la « *dynamique révolutionnaire* » et la Révolution française est « *la matrice de tous les totalitarismes* » (21). C'est donc bien en France que tout a commencé. Il faut montrer la filiation, discréditer les héritiers et assoier l'idée que toute révolution engendre un régime pire que celui qu'elle a abattu.

D'ailleurs, l'histoire n'est-elle pas en passe de trancher ? La chute du mur de Berlin, l'effondrement des « *démocraties populaires* » puis de l'URSS elle-même semblent disqualifier le marxisme censé les avoir inspirés. La « *démocratie libérale* » triomphant dans le monde entier, Francis Fukuyama proclame la « *fin de l'Histoire* » (22). Il faut, suivant une formule de François Furet, « *accepter le monde tel qu'il est* ». Non seulement le marxisme, mais toute notion suspecte de s'y rattacher, voire toute tentative d'explication globale de l'histoire, sont tenus pour potentiellement « *totalitaires* ».

François Furet, dans *Le Passé d'une illusion* (23), puis Stéphane Courtois et l'équipe du *Livre noir du communisme* (24) vont s'employer à acclimater en France les thèses d'Ernst Nolte. Furet pressenti, s'il n'était décédé, pour préfacer le *Livre noir*, établit, cette fois, entre les trois régimes totalitaires, une identité d'origine et une inévitable convergence. Bolcheviks et fascistes seraient, les uns et les autres, des « *zélotés de la culture révolutionnaire* » (25). La révolution russe se réduirait à un « *putsch blanquiste* » (26) tandis que l'avènement du fascisme en Italie puis en Allemagne relèverait de la révolution. Nés sur le même terreau, celui de la Première Guerre mondiale, nourris d'une même haine du bourgeois et de la démocratie libérale, basés sur les mêmes principes, « *l'anticapitalisme* », la « *révolution* », la « *dictature du parti au nom du peuple* » (27), « *l'annonce de l'homme nouveau* » (28), « *liés comme action et réaction* » (29), bolchevisme et fascisme s'incarneraient dans des régimes totalitaires accouchant chacun d'un génocide, l'un exterminant « *des millions d'hommes au nom de la lutte*

contre la bourgeoisie », l'autre « *des millions de juifs au nom de la pureté de la race aryenne* » (30). L'illusion d'une filiation de la révolution russe avec la Révolution française aurait, pendant sept décennies, aveuglé les Français quant à cette identité de nature. Il était grand temps d'y remédier ! De nouveaux programmes s'imposaient.

Le Livre noir du communisme, paru en 1997, donc postérieur aux programmes de 1995, rend compte toutefois du climat idéologique dans lequel ils sont élaborés. *Octobre* est le « *coup d'État militaire* » (31) d'où vont jaillir tous les malheurs du XX^e siècle. En additionnant les victimes réelles du stalinisme, des guerres civiles, des famines et même celles de régimes arbitrairement désignés comme « *communistes* » – ainsi l'Éthiopie de Mengisthu et l'Angola d'Agostino Neto – Courtois et son équipe obtiennent un total approximatif de 100 millions de victimes censées résulter du caractère intrinsèquement criminel de « *l'idéologie léniniste* » et de « *la volonté, parfaitement utopique, d'appliquer une doctrine en total décalage avec la réalité* ». L'expression « *crime contre l'humanité* » revient comme un leitmotiv. Il s'agit, à l'évidence, d'accréditer que le « *communisme* » ne serait pas moins génocidaire que le nazisme.

(21) François Furet – *Penser la Révolution française* – Folio Histoire – 1978 – Page 282.

(22) Francis Fukuyama – *La fin de l'Histoire et le dernier homme* – Flammarion – 1992.

(23) François Furet – *Le passé d'une illusion – Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle* – Robert Laffont/Calmann-Lévy – 1995.

(24) Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Andrzej Paczkowski, Karel Bartosek, Jean-Louis Margollin – *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression* – Robert Laffont – 1997. Courtois vient de récidiver en publiant un ouvrage significativement intitulé *Lénine, l'inventeur du totalitarisme*.

(25) Page 47.

(26) Page 41.

(27) Page 40.

(28) Page 189.

(29) Page 43.

(30) Page 44.

(31) *Livre noir*... Nicolas Werth – page 60.

Promouvoir une « citoyenneté européenne » et les « racines communes de l'Europe »

Cette réécriture de l'histoire ne peut évidemment s'abstraire du contexte européen. La gestation du traité de Maastricht constitue un véritable saut qualitatif qui ne sera pas sans incidences sur les programmes scolaires. Dès le début des années 1990, le processus de renforcement d'une « union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe » connaît une nouvelle étape avec la préparation de l'adhésion des peuples d'Europe de l'Est qui « rejettent le communisme ».

« L'Europe fait l'objet de maints débats durant les années qui précèdent la ratification du traité de Maastricht. En 1989, le groupe de liaison des historiens auprès des Communautés européennes lance un programme de recherche qui vise à relire l'histoire de l'Europe au XX^e siècle à travers l'émergence d'une conscience et d'une identité européennes et donne lieu à plusieurs rencontres scientifiques. Les événements qui se déroulent alors dans l'ancien bloc de l'Est et le "retour du national" dans ces pays stimulent ces recherches.

Même si l'éducation n'est pas le point central du traité de Maastricht, l'article 126 de ce texte traduit une volonté d'europanisation des systèmes éducatifs et de développement de "la dimension européenne dans l'éducation". Le Conseil de l'Europe encourage également les projets d'enseignement de l'Europe par les États. En octobre 1993, à Vienne, le premier sommet des chefs de gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe débouche sur la mise en place d'un projet portant sur l'enseignement de l'histoire dans la "nouvelle Europe", afin de créer un sentiment d'appartenance européen chez les élèves (32). On comprend sans peine que le rejet du « totalitarisme » sera au cœur de ce « projet ».

Il s'agit d'entraîner l'adhésion des peuples, notamment en France, en prévision du référendum pour la ratification

du traité. On se gardera donc de mettre en avant que l'Union européenne sera d'abord l'Europe des marchés. Plutôt que les « critères de convergence » censés garantir la monnaie unique, notamment la limitation du déficit public et de la dette publique respectivement à 3 % et 60 % du PIB (produit intérieur brut), dont les conséquences budgétaires et sociales – parfaitement prévisibles – ne sont pas de nature à susciter l'enthousiasme des peuples, plutôt que le « principe de subsidiarité », négation de la démocratie, on évoquera des précurseurs réels ou supposés de l'Europe, de Charlemagne à Victor Hugo, dans le cadre d'une véritable propagande en faveur de la « citoyenneté européenne » et « des racines communes de l'Europe ».

« Ces tendances se retrouvent dans les écrits des concepteurs des programmes d'histoire. (...) Jean-Clément Martin (33) postule que l'Europe est avant tout une culture, caractérisée par l'esprit critique et scientifique, la liberté de pensée, l'espace public démocratique (...). C'est dans ce sens que son GTD (34) met au point des projets pour le lycée inspirés d'une "histoire principielle" de l'Europe » (35). Le programme de 1^{re}, élaboré en 1992 par le GTD qu'il préside s'intitule : « Les fondements de l'Europe contemporaine », ce qui se décline ainsi : États et nations, les formes de l'État de l'Antiquité au XVIII^e siècle, le fait religieux dans la société européenne, la modernité scientifique et culturelle (dont la pensée des Lumières au XVIII^e siècle), et l'établissement d'une économie de

(32) *Les programmes d'histoire en France : la construction progressive d'une « citoyenneté plurielle » (1980-2010)*, par Patricia Legris, dans *Histoire de l'Éducation*, 2010, dans www.histoire-education.revues.org. Dans cet article, elle reprend les éléments de sa thèse de doctorat : « *L'écriture des programmes d'histoire en France (1944-2010)* », 2005-2010.

(33) Historien spécialiste de la Révolution française.

(34) Groupe de travail disciplinaire.

(35) *Autour des propositions de 1992 pour les programmes d'histoire*, article de Jean-Clément Martin dans la *Revue d'histoire Vingtième Siècle*, année 1996, volume 49, n° 1, pp. 122-133.

marché. « *L'objectif était d'enraciner les élèves dans les spécificités culturelles européennes, au-delà de toutes les barrières culturelles ou religieuses, et de les inscrire dans le débat entre les valeurs fondatrices de la civilisation européenne et les autres valeurs qui visent, dans certaines régions du monde, à établir des ségrégations, des exclusions et des interdits* » (36). Parmi les « valeurs » considérées comme le socle de l'Europe, « les libertés » occupent bien sûr une place de choix, au côté de l'économie de marché, l'ensemble étant opposé aux « autres valeurs » propres à certaines régions du monde. Le manichéisme de guerre froide est réactivé.

Ce programme, refusé par le ministre de l'Éducation nationale de l'époque, Jack Lang, ne sera pas appliqué.

Les programmes d'histoire à l'heure de Nolte

En apparence, les programmes de 1^{re} de 1995, les premiers à entrer en vigueur après la chute du mur de Berlin, s'inscrivent dans la lointaine continuité de Jules Isaac. Le thème « *Les régimes totalitaires au XX^e siècle* » est ainsi précisé : « *On étudiera les caractères spécifiques de l'Italie fasciste, de l'Allemagne nazie et de l'URSS stalinienne. On examinera comment, à partir de fondements et d'objectifs différents* (37), ils ont les uns et les autres utilisé des pratiques totalitaires qui mettent l'homme et la société au service d'une idéologie d'État ». Dans les faits, ce sont ces « pratiques totalitaires » communes qui vont structurer les chapitres, au point de suggérer une identité de nature.

Ces programmes, rédigés par le nouveau GTD co-présidé par Serge Berstein et Dominique Borne, sont aussi marqués par leur dimension européenne. « *C'est un programme clairement idéologique, je n'ai pas peur du mot* », dira Dominique Borne (38). Pour la classe de 1^{re}, il se divise en trois parties, dont une première, thématique, couvre l'ensemble de la période étudiée sous l'intitulé « *l'âge industriel et sa civilisation* ». Les deux suivantes, chronologiques, s'articulent autour de 1914. Le marxisme est donc

présenté dans la première partie.

Le manuel Bréal lui consacre douze lignes, dans une page intitulée « *Pour ou contre l'État* », rassemblant aussi un exposé sur l'anarchisme et « *les fascismes* ». À noter que le professeur devra faire travailler les élèves sur une page de documents où voisinent un texte de Engels et deux de Hitler..., et que, dans la leçon suivante, les élèves qui n'auront pas encore étudié la Première Guerre mondiale ni la révolution russe, devront essayer de comprendre la naissance de la III^e Internationale et celle du Parti communiste français au Congrès de Tours (39).

Car la révolution russe est traitée plus de soixante pages plus loin, dans le chapitre qui suit celui sur la Première Guerre mondiale. Deux pages de leçon consacrées au passage « *de la Russie à l'URSS* » et à « *l'échec de la révolution mondiale* » sont illustrées par deux pages de documents. La guerre apparaît comme seule cause de la révolution russe, le caractère autocratique du régime ayant été rapidement abordé, très loin en amont, la grande misère de l'immense majorité du peuple russe étant purement et simplement passée sous silence, ce qui équivaut, pour le moins, à un péché par omission. La révolution d'Octobre est qualifiée de « *coup de force bolchevique* », et « *la révolte des marins de Cronstadt qui défendent la révolution des soviets* » écrasée pour la seule raison qu'ils « *contestent le pouvoir bolchevique* »... Rien ici de formellement inexact. Toute révolution est un coup de force, et nous avons vu que John Reed, lui-même, parle de « *coup d'État mettant le congrès des soviets devant*

(36) *Les programmes d'histoire en France : la construction progressive d'une « citoyenneté plurielle »* (1980-2010), p. 5, par Patricia Legris, dans *Histoire de l'Éducation*, 2010, www.histoire-education.revues.org

(37) Ce qui est souligné l'est par nous.

(38) Dominique Borne, entretien avec Patricia Legris, 2 avril 2008, voir la note 89 de l'article déjà cité : « *Les programmes d'histoire en France, la construction progressive d'une "citoyenneté plurielle" (1980-2010)* », par Patricia Legris, dans *Histoire de l'Éducation*, 2010, dans www.histoire-education.revues.org

(39) Manuel de 1^{re} - Bréal - 1997 - Pages 44 à 46.

le fait accompli » (40). Les insurgés de Cronstadt demandaient un renouvellement des soviets et Lénine aurait reconnu : « *Ils sont plus à gauche que nous.* » Une simple volonté de faciliter la compréhension nécessiterait cependant un rappel du fait que ce « *coup de force* » est porté par des millions d'hommes représentés par plusieurs centaines de délégués, ce qui différencie fondamentalement une révolution d'un coup d'État, au sens français du terme.

Ce manuel ne manque pas néanmoins de qualités. La précision factuelle des leçons permet à l'élève d'appréhender le contexte, de comprendre le rôle des soviets de février à octobre 1917, de voir la continuité entre les *Thèses d'avril* et les décrets sur la paix et sur la terre, de mesurer les enjeux de la guerre civile. Ils peuvent aussi saisir la dimension internationaliste et anticolonialiste donnée par les bolcheviks à la révolution russe, de Zimmerwald à la création du Komintern. Il leur est montré qu'au moment où les Rouges parviennent à sauver le nouvel État de la contre-révolution, les autres « *soulevements communistes* » en Allemagne, Hongrie, Tchécoslovaquie, sont réprimés, et que, n'ayant pu écraser la révolution en Russie même, les démocraties isolent le jeune État soviétique par la politique du « *cordon sanitaire* » (41). Plus loin, la NEP est expliquée, et l'élimination de Trotsky est présentée comme le point de départ de « *l'avènement du totalitarisme stalinien* » (42). Une courte biographie de celui-ci et des extraits du « *testament de Lénine* » lèvent toute ambiguïté.

Les programmes du début du XXI^e siècle : histoire ou propagande ?

Le programme de 2002 : « brutalisation », « culture de guerre », « totalitarismes »

Le programme d'histoire de la classe de 1^{re} de 2002, intitulé : « *Le monde, l'Europe, la France du milieu du XIX^e siècle à 1945* », a été élaboré par le GTD présidé par le géographe Armand Frémont. La commande de Jack Lang (décembre

2000) avait le mérite de la clarté : « *Préparer l'émergence d'une citoyenneté européenne véritable* ». Dans ce nouveau programme, la troisième partie, « *Guerres, démocraties et totalitarismes (1914-1945)* » bénéficie de la moitié de l'horaire annuel en séries ES et L.

Alors que la Russie vient de connaître en une décennie une régression économique et sociale sans précédent dans un pays qui n'est pas en guerre, un nouveau cap est ainsi franchi au niveau de l'organisation du programme. Désormais, la révolution russe n'est plus étudiée à part entière, elle est annexée au chapitre sur la Première Guerre mondiale dont elle n'est plus que l'une des conséquences. Enfin, dans le troisième chapitre consacré aux « *totalitarismes* », « *on étudie les caractères spécifiques de chacun des totalitarismes (fascisme, nazisme, stalinisme) et on examine comment, à partir de fondements et d'objectifs différents, ils ont utilisé des pratiques qui mettent l'homme et la société au service d'une idéologie d'État.* Ce travail débouche sur une réflexion sur le totalitarisme. » Si les attendus de ce chapitre reprennent ceux de 1995, la « *réflexion sur le totalitarisme* » qui doit le clore indique clairement la portée idéologique du concept : les « *caractères spécifiques* » vont très vite s'effacer derrière les « *pratiques totalitaires* » communes.

On peut toutefois observer – et c'est heureux – un décalage entre les programmes et des manuels élaborés, malgré tout, par des historiens et des professeurs. Quatre pages (leçon et documents), parfois davantage, sont encore consacrés, en effet, à la révolution russe. Le Hatier ajoute un dossier sur « *La révolution en peinture : le constructivisme* » (43). Quant au traitement de la vague révolutionnaire dans le reste de l'Europe, il est laissé au libre choix des équipes éditoriales. Quasiment oubliée du Bréal (quatre lignes) (44), elle

(40) John Reed – *Op. cit.* – Page 157, voir note 7.

(41) Manuel de 1^{re} – Bréal – 1997 – Pages 214 à 216.

(42) *Idem*, pages 228, 230, 231.

(43) Manuel de 1^{re} – Hatier – 2007 – Programme de 2002 – Pages 226-227.

(44) Manuel de 1^{re} – Bréal – 2007 – Programme de 2002 – Page 213. À noter que l'équipe éditoriale n'est plus du tout la même que celle du manuel de 1997.

est au contraire présente dans le Hatier qui lui consacre deux pages et demie comportant une carte, un extrait du dernier article de Rosa Luxemburg dans la *Rote Fahne*, une photo montrant la proclamation de la République des Conseils à Budapest et une affiche de Sergueï Ivanov célébrant la naissance de la III^e Internationale (45).

Pour les totalitarismes, les manuels n'adoptent pas tous la même démarche. Certains, comme le Belin et le Hatier (46), continuent à étudier séparément l'URSS stalinienne d'une part, l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie d'autre part. Le Bréal et le Nathan (47), en revanche, plus dans l'esprit du programme, mènent l'étude des trois régimes de façon comparative et thématique.

Quant au contenu, l'infléchissement est très net, les rédacteurs des manuels s'appropriant les nouveaux concepts de « *brutalisation* » de la société (48) et de « *culture de guerre* » (49). La guerre générerait des réactions affectives, culturelles qui engendreraient des attitudes, des comportements, une « *culture* » que reproduiraient les sociétés. Si l'on ne peut qu'apprécier que les rédacteurs des programmes et des manuels ne tournent pas le dos à la recherche historique, il nous semble discutable de faire de cette thèse l'*unique* trame sous-jacente de la période, ce qui revient à la valider comme la vérité, alors même qu'elle est critiquée par d'autres historiens (50).

Dans le Belin, on peut ainsi lire que « *La conception bolchevique du monde et de l'histoire repose sur deux fondements. Tout d'abord la culture marxiste-léniniste, ("coup d'État", grands décrets...). Ensuite la formation d'une véritable culture de guerre (« "terreur rouge", répression sauvage de tous les opposants...). De cette double nature, (...) naissent les instruments du pouvoir soviétique, comme l'Internationale communiste, l'Armée rouge et la police politique, la Tcheka* » (51). Dans le Nathan/Jacques Marseille réédité en 2007, la révolution n'a d'autre cause que « *la brutalité guerrière de la guerre (doublée) d'une culture de la violence* (52) *qui accentue et donne un caractère nouveau aux antagonismes politiques. La révolution russe de 1917 devient pour certains le modèle (...)* » (53).

Dans le Hatier, sous le sous-titre « *Grande Guerre et brutalisation des sociétés* », ces deux concepts viennent clairement renforcer les thèses révisionnistes d'Ernst Nolte et de François Furet : « *La Grande Guerre a conduit à la banalisation de la violence verbale (le langage guerrier) et physique (l'acte de tuer). La brutalité guerrière a été, en quelque sorte, transférée à l'intérieur des sociétés européennes en crise. La révolution d'Octobre, en faisant planer le spectre de la révolution mondiale, a accentué les antagonismes politiques. En Allemagne, les corps francs ont le sentiment de poursuivre la guerre en luttant contre les communistes présentés comme les ennemis de l'intérieur. (...) Il y a ainsi une continuité entre l'expérience de la Grande Guerre et la naissance des dictatures du XX^e siècle* » (54). Sans doute ce phénomène de « *brutalisation* » n'est-il pas niable, mais il ne saurait expliquer les phénomènes de révolution et de contre-révolution qui marquent l'Europe de l'entre-deux-guerres. Or, outre l'oubli

(45) Manuel de 1^{re} – Hatier – 2007 – Programme de 2002 – Pages 222, 224, 225.

(46) Manuels de 1^{re} – Belin de 2003 et Hatier de 2007 – Programme de 2002.

(47) Manuels de 1^{re} Bréal et Nathan – 2007 – Programme de 2002.

(48) Concept forgé et développé par l'historien des mentalités américain d'origine allemande, George Lachmann Mosse dans son livre *Fallen Soldiers*, publié en 1989, traduit en français en 1999 seulement sous le titre *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*. Le changement du titre et l'usage du mot *totalitarisme* sont du seul choix de l'éditeur (Hachette).

(49) Ce concept a été proposé par des historiens du Centre de recherche historique de l'histoire de Péronne, Annette Becker et Stéphane Audouin-Rouzeau (voir *Guerre et cultures – 1914-1918* – Armand Colin – 1994) et développé dans leur ouvrage « *14-18, retrouver la guerre* », publié en 2000.

(50) Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918 : « *À propos d'une notion récente : la "culture de guerre"* », par Nicolas Offenstadt, Philippe Oliveira, Emmanuelle Picard et Frédéric Rousseau.

(51) Manuel de 1^{re} – Belin – 2003 – Page 196.

(52) Expression surlignée par les auteurs du manuel.

(53) Manuel de 1^{re} – Nathan – 2007 – Programme de 2002 – Page 225.

(54) Manuel de 1^{re} – Hatier – 2007 – Programme de 2002 – Page 222.

des contradictions sociales et du contexte économique qui expliquent très largement ces violences, ce qui ressort ici c'est la mise sur un même plan de la révolution russe et des exactions des corps francs allemands, la présentation de la violence nazie comme une réponse à celle des bolcheviks. De cet apparent renvoi dos à dos ressort avant tout le discrédit de la révolution ouvrière. De cet enchaînement inéluctable entre la Grande Guerre et les « dictatures du XX^e siècle » semble découler la violence suprême de la Seconde Guerre mondiale et des génocides.

Le Bréal qualifie, sans surprise, la prise du pouvoir par les bolcheviks de « coup d'État » et présente toutes les mesures de la « dictature communiste » « constamment renforcée dans les mois qui suivent la révolution », de 1917 à 1919, en les isolant de leur contexte politique, y compris celui de la guerre civile. Et si ce manuel présente une carte « guerre civile en Russie, révolutions en Europe », celle-ci est complétée par deux textes – dont le choix n'est pas innocent – illustrant la « dictature communiste » pendant la guerre civile : « Un décret instaurant la terreur, 5 septembre 1918 » et « sa dénonciation par le manifeste de Kronstadt, mars 1921 » (55). Dans le Hatier, ce texte, associé à une carte présentant « la révolution menacée (1918-1922) » et à une photographie montrant « les conséquences tragiques de la guerre civile » (56) est mieux contextualisé.

Signalons au passage que l'on peut être surpris du caractère pour le moins approximatif de deux définitions données par le Belin. Les bolcheviks deviennent les « partisans des thèses de Lénine au sein du Parti communiste russe, visant au renversement brutal du régime tsariste par la révolution mondiale », les soviets sont « chargés de représenter le peuple et d'appliquer les directives du parti » (57) ! En revanche, la confiscation du pouvoir par Staline est nettement définie comme la mise en place d'un régime totalitaire. De même pour le Bréal qui mène l'étude thématique de la mise en place des trois régimes totalitaires et inscrit clairement sur la bande chronologique : 1922 pour l'Italie, 1928 pour l'URSS, et 1933-1934 pour l'Allemagne. Le passage au stalinisme est

également présenté de façon très claire dans le Hatier : « Staline instaure progressivement au cours de l'entre-deux guerres un régime totalitaire fondé sur la terreur. » Sa mainmise sur le Parti communiste est expliquée : « Staline a organisé sa bureaucratie et donné des privilèges à la nomenclatura qui lui assure une clientèle fidèle », après avoir éliminé « ses principaux adversaires politiques » (58). Dans un dossier intitulé « Comment Staline s'impose comme l'héritier de Lénine ? », un extrait de *Ma Vie* de Trotsky répond à la question posée par le titre : « On cessa de considérer Lénine comme un leader révolutionnaire pour ne plus voir en lui que le chef d'une hiérarchie ecclésiastique. On édifia sur la place Rouge, en dépit de mes protestations, un mausolée indigne et offensant pour la conscience révolutionnaire. (...) À l'aide du cadavre embaumé, on combattit le vivant Lénine et on combattit Trotski. La masse en fut étourdie, abasourdie terrorisée. (...) Le Parti se vit condamné au silence » (59). Le manuel Belin explique dans la leçon « l'élimination [de ses] concurrents » par Staline : « Trotski [avait rassemblé] une opposition de gauche qui [dénouçait] la poursuite de la NEP, la bureaucratiation du parti et l'abandon de la révolution mondiale », suivront Boukharine et les « droitiers »... (60).

En revanche, le Nathan/Jacques Marseille épouse la nouvelle vulgate. Sous le sous-titre : « Le stalinisme en URSS », la politique menée par Lénine est présentée comme un choix idéologique sans que soit du tout évoqué le contexte de la guerre civile (61). Et, directement inspirés de Furet/Courtois, les auteurs assènent aux élèves : « Pour Staline comme avant lui Lénine, la terreur a pour fonction, à l'image de la France de 1793, d'exterminer ces "ennemis de classe", dont le seul

(55) Manuel de 1^{re} – 2007 - Programme de 2002 – Pages 211 à 213.

(56) Manuel de 1^{re} – Hatier – 2007 – Programme de 2002 – Page 220.

(57) Manuel de 1^{re} – Belin – 2003 – Page 194.

(58) Manuel de 1^{re} – Hatier – 2007 – Programme de 2002 – Page 280.

(59) *Idem*, page 278.

(60) Manuel de 1^{re} – Belin – 2003 – Page 268.

(61) *Idem* page 264.

crime est de ne pas penser comme celui qui est le seul capable de définir la "ligne juste" » (62).

Il n'est pas jusqu'aux manuels de l'école élémentaire traditionnellement cantonnés au « roman national », qui, dans les années 2000, n'aient cédé à l'air du temps, outrepassant d'ailleurs, pour certains, des programmes qui ne préconisaient que l'étude de « la violence du siècle » (63). Sous le titre : « *La naissance des totalitarismes* », le manuel Hatier de 2004 (64) mettait en regard, page de gauche, la traditionnelle affiche montrant Lénine, guide de la révolution, et Staline, artisan de l'industrialisation et, page de droite, Hitler et Mussolini paradant à Rome en 1938, le rapport d'un officier de camp soviétique et un discours d'Hitler justifiant l'esclavage des « races inférieures ». Le manuel Hachette de 2006 (65) met également en parallèle le « communisme russe », le « fascisme italien » et le « nazisme allemand ». L'URSS de Staline se situe bien évidemment dans la continuité de la révolution d'Octobre. « *L'abolition de la propriété privée* » (sans qu'il soit précisé qu'il s'agit de celle des moyens de production et d'échanges) et la collectivisation débouchent sur le totalitarisme : « *La société est totalement contrôlée et des millions de prisonniers sont envoyés dans des camps de travail (le goulag)* ». Suit la photo d'un camp de travaux forcés. La conclusion est tirée à la page suivante : « *Des régimes totalitaires ou autoritaires s'installent peu à peu en Europe. Le communisme, le fascisme et le nazisme sont des totalitarismes.* »

Les programmes de 2011 : déstructuration de l'histoire et validation du révisionnisme

La levée de boucliers provoquée par les programmes de lycée de 2011 n'a pas empêché leurs concepteurs de maintenir le cap, c'est-à-dire la déstructuration de l'histoire par l'omnipotence de l'approche thématique, au mépris de la chronologie et aux dépens de l'explication historique.

Le nouveau programme de première (66) se propose de donner « une vue

globale et synthétique sur le siècle précédent » et, pour cela, va et vient d'un thème à l'autre du début à la fin du XX^e siècle : « *Croissance économique, mondialisation et mutations des sociétés depuis le milieu du XIX^e siècle* », « *la guerre au XX^e siècle* », « *le siècle des totalitarismes* », « *colonisation et décolonisation* », « *les Français et la République* ». Poussant jusqu'au bout cette logique de déstructuration, les manuels traitent ainsi la guerre froide avant les totalitarismes (67) et la Seconde Guerre mondiale, parfois même Auschwitz, avant le nazisme (68) ! Sous les dehors séduisants d'une histoire « conceptuelle », ces thèmes contraignants et réducteurs verrouillent la liberté pédagogique. Si le professeur garde le droit d'« *articuler les thèmes et les questions dans un ordre différent* », de « *construire son propre itinéraire* », il est tenu, en effet, de respecter la « *mise en perspective* » d'« *études significatives* », chaque question étant « *problématisée de façon précise* » par les directives officielles. Les « *questions* » exposées dans le programme doivent être respectées afin de ne pas trahir la problématique qui en constitue le cœur. La liberté pédagogique n'est plus qu'un leurre.

Tenant compte des critiques adressées au programme de 2002, les auteurs de la brochure du SCEREN (69) prennent la précaution d'écrire : « *L'enseignant doit*

(62) *Idem* page 272.

(63) Programmes de 2002 (BO n° 1 du 14 février 2002), de 2007 (BO n° 5 du 12 avril 2007) et de 2008 (BO n° 3 du 19 juin 2008).

(64) Sophie Le Callenec (Dir) – *Histoire-Géographie* – Hatier – Collection Magellan – 2004. Sans doute la dose était-elle un peu forte. Deux ans plus tard, en 2006, sortit une nouvelle édition. Le titre devenait « *La montée de la violence* », l'affiche stalinienne était remplacée par une photo du Goulag.

(65) Maryse Clary et Geneviève Dermanjian – *Histoire-géographie* – Hachette Éducation – 2006.

(66) Programme d'enseignement commun d'histoire et de géographie en classe de première des séries générales, *Bulletin officiel spécial* n° 9 du 30 septembre 2010. eduscol.education.fr

(67) C'est le cas des manuels Hatier et Nathan 2011.

(68) Manuel Nathan de 2011.

(69) *Clés pour l'enseignement de l'histoire et de la géographie, 1^{re}. Aide à la mise en œuvre des programmes*. Annick Mellina (Dir) – SCEREP, CNDP-CRDP, 2011, p. 82.

manier avec prudence certains concepts qui font débat chez les historiens. » Pourtant, dans le tableau des « notions d'histoire », on ne trouvera ni « mutinerie », ni « pacifisme », ni même « réparations », mais, en revanche, « démodernisation », « brutalisation », « école du consentement », « guerre d'anéantissement », « culture de guerre », « barbarisation »... À l'évidence, les faits, les événements, les hommes, s'effacent derrière des notions et des concepts choisis en fonction de la vision de l'histoire que les concepteurs des programmes visent à accréditer.

Pour le collège, on constate que le programme d'histoire de 3^e de 2011, mis en œuvre par les manuels de 2012, obéit aux mêmes conceptions aussi bien dans la forme (thématique), que sur le fond. Ce programme est divisé en quatre parties dont la deuxième s'intitule « *Guerres mondiales et régimes totalitaires (1914-1945)* » pour 25 % du temps attribué à l'histoire, soit moins de dix heures de cours. Cette partie est elle-même divisée en trois sous-thèmes : « *La Première Guerre mondiale, vers une guerre totale (1914-1918)* » ; « *les régimes totalitaires dans les années 1930* » ; « *La Seconde Guerre mondiale : 1939-1945* ». Au professeur de répartir les dix heures imparties entre ces trois sous-thèmes. Le programme précise : « *La Première Guerre mondiale bouleverse les États et les sociétés ; elle est caractérisée par une violence de masse ; avec la révolution russe, elle engendre une vague de révolutions en Europe ; elle se conclut par des traités qui dessinent une nouvelle carte de l'Europe, source de tensions ...* » Ce sous-thème sur la Première Guerre mondiale devant être traité en trois heures-trois heures trente maximum, combien pour la révolution russe et la vague révolutionnaire en Europe : une demi-heure, au mieux ?

De fait, les manuels consacrent entre deux et quatre pages de documents aux révolutions, mais seulement quelques lignes (sauf pour le Hatier) dans la leçon. Si Lénine fait toujours partie des personnages clés présentés en fin de chapitre, Rosa Luxemburg n'est citée que dans Hatier. Quant à Trotsky, seul le Nathan de 2012 le fait figurer au côté de Lénine.

Toutefois, dans la plupart des autres manuels, le professeur peut le présenter à partir de l'étude d'un extrait de ses écrits. Presque tous les manuels (sauf le Hachette) expliquent ce que sont les soviets et montrent même quelquefois leur rôle dans l'opposition à la politique menée par le gouvernement provisoire. Les *Thèses d'avril* ainsi que les décrets sur la paix et la terre sont presque toujours présents. Toutefois, si la révolution d'Octobre n'est pas toujours qualifiée de « *coup d'État* », il est souvent affirmé que les bolcheviks ont « *profité* » de la situation de crise pour s'emparer du pouvoir.

La relative abondance de documents peut donc permettre au professeur de faire travailler les élèves de 3^e sur la révolution russe. En classe de 1^{re}, en revanche, celle-ci est à peine évoquée en 1917, et comme pure conséquence de la guerre. Un bref paragraphe dans le Hatier (70), moins d'une ligne dans le Belin, et encore pour annoncer l'armistice séparé : « *En Russie, les révolutionnaires bolcheviques prennent le pouvoir (...)* » (71) ! Rien sur la Russie tsariste. Une révolte contre la guerre, certes, mais sans racines sociales ni politiques. Une carte de l'Europe aux lendemains de la guerre montrant « *le centre de la révolution bolchevique* » et « *les insurrections communistes* » ne peut compenser une telle indigence. Si Hatier fait preuve d'un certain souci d'exactitude, avec un dossier sur la « *révolution bolchevique* » et « *son effet de contagion en Europe* », s'il est bien précisé que la « *révolution menée par les bolcheviks* » n'aurait pas été possible sans le « *soutien populaire* » (72), l'amalgame avec le nazisme et le fascisme reste suggéré. On retrouve la révolution russe dans le chapitre consacré à la genèse des totalitarismes, et cela est très significatif.

En classe de 3^e, il y a des différences importantes d'un manuel à l'autre. Si,

(70) Manuel de 1^{re} – Hatier – 2015 – Page 90. Dans l'édition de 2011, Hatier consacrait encore une demi-page à la « *révolution bolchevique* » et à « *l'effet de contagion en Europe* » (page 175).

(71) Manuel de 1^{re} – Belin – 2011 – Page 64.

(72) Manuel de 1^{re} Nathan – 2011 – Page 191.

L'essentiel

A Genèse des régimes totalitaires

- Le mot « totalitarisme » est né en Italie ; il s'applique à des dictatures d'un type particulier : tous les aspects de la vie sociale sont l'objet d'une surveillance constante de l'État ou du parti unique. Les régimes les plus élaborés sont l'URSS et l'Allemagne nazie.
- Les régimes fasciste, nazi et soviétique se mettent en place dans un contexte de guerre (1917) et de crise politique et économique.
- Dans les trois cas, un parti et un chef confisquent le pouvoir :
 - Staline et le Parti communiste dans le régime totalitaire soviétique ;
 - Mussolini et le Parti national fasciste dans le régime totalitaire fasciste ;
 - Hitler et le Parti national-socialiste dans le régime totalitaire nazi.

B De nombreux points communs

- Ce sont des régimes qui s'appuient sur les masses, rejettent la démocratie, répriment tous les opposants et imposent une terreur de masse.
- Les fondements sont : la toute-puissance d'un parti, le culte du chef, la suppression d'un État de droit.
- Ces régimes utilisent la propagande de manière intensive pour embrigader les masses et tenter de « forger un homme nouveau ».

C Spécificités

- Seule l'URSS est radicalement opposée au capitalisme.
- Les nazis ont une idéologie ouvertement raciste.
- En Allemagne et en URSS, mise en place d'un système concentrationnaire et volonté d'éliminer une partie de la population, non pour ce qu'elle fait ou pour ce qu'elle pense, mais pour ce qu'elle est : élimination des koulaks « en tant que classe », Juifs allemands chassés du pays avant 1939, puis exterminés « en tant que race » à partir de 1942. Ceci aboutit à l'élimination de millions de paysans russes dans les années 1930, à l'extermination de millions de Juifs dans les années 1941-1945 dans l'Europe occupée par les nazis.

Dates

- Octobre 1917 ► prise du pouvoir par les bolcheviks
- Octobre 1922 ► marche sur Rome, Mussolini au pouvoir
- 1929 ► Staline seul au pouvoir
- Janvier 1933 ► Hitler au pouvoir

Ne pas confondre

■ Nuit des Longs Couteaux et nuit de Cristal

La nuit des Longs Couteaux : le 30 juin 1934, sur ordre de Hitler, les SS éliminent les principaux dirigeants nazis opposants à Hitler.

La nuit de Cristal : le 9 novembre 1938, des synagogues sont incendiées par les nazis en Allemagne ; ce pogrom a pour but de terroriser les Juifs et de les inciter à quitter le pays.

■ Bolchevik, communiste et soviétique

Bolchevik est le nom de la fraction la plus révolutionnaire du Parti social-démocrate russe en 1917. Dirigés par Lénine et Trotski, les bolcheviks organisent la prise du pouvoir en octobre 1917 et forment le Parti bolchevik, qui prend le nom de Parti communiste en 1918. Les bolcheviks sont des communistes ; le nom de « bolchevik » est encore utilisé durant l'entre-deux-guerres pour désigner les communistes d'URSS.

Soviétique vient du nom de l'URSS : Union des républiques socialistes soviétiques, et du mot « soviets », conseils créés lors des révolutions russes de 1905 et février 1917.

Biographies → Voir aussi Biographie pp. 356-363



Lénine,
Vladimir Ilitch
Oulianov
dit, (1870-1924)
dirigeant
bolchevik



**Benito
Mussolini**
(1883-1945)
dirigeant de
l'Italie fasciste,
Duce



Adolf Hitler
(1889-1945)
chancelier
du Reich
en 1933,
Führer



**Staline, Joseph
Vissarionovitch
Djougachvili**
dit, (1879-1953)
secrétaire général
du PCUS de 1922
à 1953

pour le Bordas, Lénine n'est pas Staline, dans d'autres manuels, la continuité est plus ou moins nette. On peut lire dans lelivrescolaire.fr : « *Ces mesures (du communisme de guerre) constituent un premier pas vers le totalitarisme* » (73). Le résumé du Hatier « *Les régimes totalitaires dans les années 1930* », débute par : « *La mise en place des dictatures. En Russie : Lénine et les bolcheviks arrivent au pouvoir par une révolution (octobre 1917) et imposent leur dictature* » (74). Nathan est plus affirmatif, en ajoutant aux deux « *personnages-clés* » du chapitre, Hitler et Staline, la biographie de Lénine (75) !

La dernière génération de manuels de 3^e, celle de 2016, transpose la démarche comparative et analogique des programmes de 1^{re}. La logique est la même. La filiation entre Lénine et Staline, entre la révolution russe, pure conséquence de la guerre, et la version « *soviétique* » du totalitarisme est assénée comme une évidence. « *Après la guerre, peut-on lire dans lelivrescolaire.fr (2016) des régimes totalitaires apparaissent (Italie, URSS, Allemagne)* » (76). La révolution russe elle-même tient en une phrase : « *La révolution d'octobre 1917 porte Lénine, chef du Parti bolchevique, au pouvoir.* » Et au hasard d'un QCM, les élèves sont censés comprendre que « *les communistes arrivent au pouvoir par la force* ». Les « *caractéristiques d'un régime totalitaire* » sont ensuite dégagées à partir de double-pages comparatives dont les thèmes varient d'un manuel à l'autre : « *L'embrigadement de sociétés* » (lelivrescolaire.fr), « *la propagande s'empare de l'art* » (Hachette), « *l'urbanisme totalitaire* » (Magnard).

Un examen des manuels de 1^{re} révèle, par rapport à ceux du début des années 2000, un déplacement de la date d'installation du régime totalitaire en Russie soviétique. Sur une carte localisant les régimes stalinien, fasciste, nazi et autoritaires de droite, la « *date d'installation du régime* » choisie pour l'URSS est la période « *1917-1922* » (77). Belin suggère que la « *victoire (des bolcheviks dans la guerre civile) leur permet d'imposer une dictature collectiviste qui balaie les anciennes élites et se veut le modèle des révolutions dans*

le reste du monde ». Nathan et Hachette vont beaucoup plus loin. En début de chapitre, des bandes chronologiques sur les régimes totalitaires font commencer celle de « *l'URSS communiste* » en octobre 1917 (78). Hachette inscrit au même niveau « *1917 : octobre, prise du pouvoir par les bolcheviks* », « *1922 : création du camp de concentration de Solovski* », « *octobre : la marche sur Rome* », et « *1923 : échec du putsch d'Hitler* » (79). En fin de chapitre, ces deux manuels font figurer, dans les rares dates clés, octobre 1917, et donnent des biographies rapides de Lénine, Mussolini, Staline et Hitler. Chez Nathan, l'amalgame est également insinué, sous couvert de questionnement, par une alternance de vocabulaire : « *Communisme, fascisme, NEP, NSDAP, Parti bolchevique ou Parti communiste* », « *prolétariat, SA, soviét* ». Une concession à la vérité contredit parfois le propos général : si « *Lénine instaure la dictature du prolétariat pour assurer la victoire du communisme* », c'est « *son successeur, Staline, (qui) crée un régime totalitaire à partir de 1928* » (80). Dont acte !

Plus encore que par le contenu des textes, l'identité URSS-Allemagne nazie-Italie fasciste est suggérée par la structure des chapitres consacrés aux totalitarismes. Il serait fastidieux d'examiner l'ensemble des manuels. Quelles que soient les variantes, cette structure – qui vaut démonstration – s'organise autour d'une série de dossiers thématiques : *les idées sur lesquelles se fondent les totalitarismes, le culte du chef, l'art totalitaire, l'asservissement des sociétés à une idéologie d'État, la terreur, la manipulation des masses, l'embrigadement de la jeunesse, sport et totalitarisme*, etc. En eux-

(73) lelivrescolaire.fr, manuel d'histoire, géographie, éducation civique - Version papier - 2012 - Page 60.

(74) Manuel d'histoire et de géographie - Hatier - 2012 - Page 78.

(75) Manuel d'histoire et de géographie - Nathan - 2012 -

(76) Page 62.

(77) Manuel de 1^{re} - Nathan - 2011 - Pages 178-179. (78) Manuel de 1^{re} - Nathan - 2011 - Page 191.

(79) Manuel de 1^{re} - Hachette - 2011 - Page 173.

(80) Manuel de 1^{re} - Nathan - 2011 - Pages 198-199, 218.

mêmes, les documents ne montrent ni ne démontrent rien, mais leur association suggère des similitudes, des traits communs dont l'addition semble postuler une identité de nature ou, pour le moins, un phénomène de convergence. Que déduire de l'association d'une photo de l'inauguration de Cinecittà (81), d'un extrait du journal de Goebbels à propos du *Grand Roi* (82) de Veit Harlan et d'une image d'*Alexandre Nevski* si ce n'est que, dans les pays totalitaires, le cinéma est le véhicule d'une idéologie d'État ? La mise en regard de photos des jeunes fascistes défilant devant Mussolini, d'une parade hitlérienne et d'une revue sur la place Rouge (83) ou d'images des trois dictateurs guidant les foules fait évidemment plus que suggérer. Cette succession d'approches thématiques vise à conduire l'élève à la conclusion, non qu'au-delà de certaines ressemblances ces régimes seraient différents, mais qu'ils sont, au contraire, de même nature, en dépit de certaines différences. Le chapitre se clôt, certes, en règle générale, par l'apparence d'un débat. Préalablement conditionné par ces dossiers, l'élève est invité à confronter, par exemple, un extrait du « livre fondateur » d'Hannah Arendt à un texte où Ian Kershaw souligne « les faiblesses » du concept de totalitarisme (84), textes dont on peut se demander, d'ailleurs, s'ils sont bien à la portée d'élèves de 1^{re}. Sous le titre : « *Débats et polémiques autour du communisme* », la conclusion est parfois rondement assénée : « *Aujourd'hui, la plupart des historiens* (85) *font remonter à Lénine l'instauration d'un régime totalitaire en URSS* » (86). Lénine est donc bien « *l'inventeur du totalitarisme* » (S. Courtois).

Pour Hachette, pas de doute, ni de nuance, l'amalgame est total. On peut y lire : « *Les bolcheviks en Russie, les fascistes en Italie et les nazis en Allemagne œuvrent à la construction d'États d'un type nouveau, des États totalitaires* » (87). Une photo montre Lénine et Staline côte à côte et souriant (88). Un dossier rassemble sur une même page trois documents (89) : un texte de Dzerjinski sur la création de la Tcheka, une photo de Hitler entouré de jeunes membres des SA au cours d'un congrès du parti nazi

et une caricature montrant Mussolini assis sur le cercueil de Matteotti (90). Les symboles visuels des trois « régimes qui se ressemblent » sont représentés l'un en dessous de l'autre : « *Faisceau de lecteur, croix gammée, faucille et marteau* » (91). Des documents d'analyse vont dans le même sens : textes d'Hannah Arendt sur « *la nature du totalitarisme* » (92) et de François Furet sur la comparaison possible entre « *nazisme et communisme* » (93). Le sujet de type bac qui clôt le chapitre propose d'analyser deux documents pour envisager « *une définition des totalitarismes* » : un tableau établi par la revue *L'Histoire* en décembre 1996 et Nicolas Werth (94) sur les « *victimes du nazisme et du stalinisme* », et un extrait d'un entretien avec l'historien Kristof Pomian (95) paru dans la revue *L'Histoire* (96). Une phrase de cette interview résume bien le message contenu dans le chapitre : « *Le XX^e siècle (...), après la Première Guerre mondiale, a vu naître des régimes politiques tout à fait nouveaux par rapport à ce qu'on avait connu dans le passé, ancien ou récent. En clair, le léninisme et le stalinisme, le fascisme et le nazisme. Ce sont ces mouvements de masses, ces idéologies et ces régimes politiques qu'on peut qualifier de totalitaires* » (97).

(81) Manuel Hatier – 2015 – Pages 100-101.

(82) Il s'agit de Frédéric II de Prusse.

(83) Manuel Bréal – 2003 – Pages 190-191.

(84) Manuel Hatier – 2015 – Page 105.

(85) Souligné par nous.

(86) Manuel Nathan – 2011 – Page 173.

(87) Manuel de 1^{re} – Hachette – 2011 – Page 174.

(88) Manuel de 1^{re} – Hachette – 2011 – Page 177.

(89) Manuel de 1^{re} – Hachette – 2011 – Page 179.

(90) Député socialiste assassiné par les fascistes en 1924.

(91) Manuel de 1^{re} – Hachette – 2011 – Page 184.

(92) *Idem*, p. 181.

(93) *Idem*, p. 189.

(94) Légendé ainsi : « *L'Histoire*, n° 205, décembre 1996 et N. Werth ».

(95) Cet historien a participé, en 2006, à un ouvrage collectif dirigé par Stéphane Courtois, « *Le jour se lève : l'héritage du totalitarisme en Europe, 1953-2005* », Editions du Rocher, 2006.

(96) K. Pomian, « *Communisme et nazisme : les tragédies du siècle* », *L'Histoire*, n° 223, juillet-août 1998.

(97) Manuel de 1^{re} – Hachette - 2011 - Page 198.

« **Accepter le monde tel qu'il est** »

(François Furet)

Depuis près d'un demi-siècle, les « réformateurs » de l'école puis du collège et enfin du lycée, se sont employés à effacer l'histoire de la culture des jeunes générations. À l'effacer dans sa continuité, dans sa dynamique, à en interdire toute lecture globale, à n'en convoquer que des morceaux habilement choisis pour imposer une certaine vision du monde. Non seulement les programmes

et les manuels – dont nous avons vu qu'ils vont parfois au-delà des attentes des textes officiels – déstructurent l'histoire et la rendent incompréhensible, mais ils en organisent une représentation visant à enfermer la jeunesse entre un passé qu'elle ignore ou qu'elle n'est plus armée pour comprendre et un futur brumeux, dans un perpétuel présent où il n'y aurait d'alternative qu'entre les horreurs du totalitarisme et « *l'acceptation du monde tel qu'il est* ».

Plus que jamais, l'histoire est un combat pour la vérité ! ■

Au moment où cet article est mis sous presse, la commission Mathiot vient de rendre public, ce mercredi 24 janvier 2018, son rapport concernant la réforme du lycée et du baccalauréat. Les dispositions envisagées ne laissent pas d'être inquiétantes. « *L'autonomie éclairée des établissements* », la mise en place, à côté des « *majeures nationales* », de « *majeures complémentaire* » locales constituant « une juste prise en compte des singularités des territoires » seront-ils longtemps compatibles avec des programmes nationaux ? Au prix de quels remaniements, de quelles coupes sombres, ces derniers seront-ils adaptés à la nouvelle architecture du cycle terminal ? L'association aux travaux du Conseil pédagogique de « *toute personne dont la consultation est jugée utile en fonction des sujets traités et des caractéristiques de l'établissement* », y compris les « *partenaires extérieurs du lycée* » ne risque-t-elle pas de peser sur le choix des thèmes à retenir et sur les contenus d'enseignement ? Suivant les contextes et les influences, quelle place pour l'histoire du mouvement ouvrier, pour celle des révolutions, de la révolution russe en particulier ?

Au niveau des horaires, on peut dire que l'Histoire-Géographie est sacrifiée. Il est vrai qu'elle fait partie du "tronc commun" en classes de Première et de Terminale. Mais les six disciplines de ce "tronc commun" devront se partager en Terminale 12 heures hebdomadaires ! La majeure partie des élèves n'aura donc que 2 heures au mieux d'H-G. par semaine, puisque au niveau des binômes qui donneront une "spécialité" au bac (les filières ayant disparu), l'Histoire-Géographie n'apparaît que dans l'un d'entre eux (couplée avec les Sciences Economiques et Sociales). Quant à l'« évaluation » finale, à part pour les élèves ayant choisi ce binôme, il semble qu'elle se limitera à un contrôle continu dont les contours sont encore flous.

Enfin, sous couvert d'une fausse interdisciplinarité, dont l'ombre plane sur ce rapport, l'histoire et de la géographie ont de fortes chances de se voir reléguer au rang de disciplines auxiliaires dont les connaissances seront convoquées au gré des problématiques économiques, sociales ou autres. Le seul exemple fourni de préparation interdisciplinaire au « Grand Oral » du Bac n'est pas de nature à nous rassurer : « un groupe d'élèves qui a choisi les mathématiques parmi ses disciplines d'approfondissement et qui suit par ailleurs un enseignement complémentaire d'histoire-géographie peut travailler sur les enjeux du codage militaire pendant la Seconde Guerre mondiale ». A supposer que cette approche pointilliste ne s'oppose pas à une connaissance approfondie des causes et des conséquences de la Seconde Guerre Mondiale ou des événements sur les différents fronts, on peut craindre que l'histoire joue ici le rôle peu gratifiant de discipline prétexte. ■

À propos de l'exposition de la BDIC et d'un panneau « Lénine et l'argent allemand »

par Jean-Jacques Marie

Nous revenons sur l'exposition de la BDIC aux Invalides intitulée « *Et 1917 devient révolution* » (voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n°76). Un panneau de l'exposition pose la question : *Lénine agent allemand ?* et reproduit trois dessins satiriques de la presse patriotique représentant Lénine en agent allemand rémunéré. L'un est assez éloquent : il montre Lénine venant offrir « *la paix séparée* » à laquelle aspirent déjà des centaines de milliers de soldats russes et qui seront bientôt des millions ! Une horde d'agents allemands ?

L'article de Sabine Dullin dans le catalogue qui accompagne cette partie de l'exposition manifeste, certes, pas mal de scepticisme vis-à-vis de cette campagne, mais on trouve dans son commentaire deux phrases problématiques. Elle affirme : « *Que de l'argent allemand ait permis aux bolcheviks d'augmenter le tirage de la Pravda et sa diffusion dans les tranchées, c'est fort probable.* » Fort probable ? Ah bon ! Et pourquoi ? Quels éléments factuels permettent de le suggérer ? Aucun ! Le tirage de la *Pravda* était, en juin, peu avant son interdiction, de 50 000 exemplaires, très en dessous de celui de la presse patriotique.

Elle évoque un peu plus loin la publication, le 5 juillet 1917, par le ministère de la Justice de « *télégrammes interceptés qui, sans rien prouver* (1), *évoquent des liens entre les bolcheviks, les Allemands et une banque commerciale suédoise gérée par Fürstenberg, pour le compte de Parvus, deux affairistes proches de Lénine* ». Parvus, ancien révolutionnaire, proche de Trotsky dix ans plus tôt, devenu affairiste par goût de l'argent un « *proche de Lénine* » ? Il ne le fut jamais. C'est une invention de Soljenitsyne dans son roman *Lénine à Zürich*.

Acharné partisan de la collusion entre Lénine et les services allemands, Iouri Felchtinski se lamente : « *Il y a extrêmement peu de preuves juridiques de la collaboration des bolcheviks avec le gouvernement allemand* »... Si peu qu'il n'en cite aucune. Pour le russe Volkogonov, qui a dépouillé « *une grande quantité de documents jusque là inaccessibles (...), c'est encore loin d'être clair* ». Et pourtant évident...

La campagne est orchestrée dès juillet 1917 par l'ancien bolchevik boycottiste Alexinski, rallié à l'Union sacrée, qui vingt ans plus tard publiera *Les Amours secrètes de Lénine*, avec des lettres d'amour de Lénine à une « *Madame de K...* » fabriquées par lui-même ! Ce qui n'en fait pas vraiment un spécialiste des documents authentiques.

En octobre 1918, le gouvernement des États-Unis publiera une série de documents dits Creel Sisson, « *démontrant* » que Lénine avait été financé par le gouvernement allemand. La revue *Problems of Communism* de janvier-février 1959, publiée par le Département d'État américain reconnaît que « *ces documents étaient un faux* ». Pourquoi fabriquer des faux... pour valider des documents authentiques, sinon parce que ces derniers ne valent rien pour la cause ?

Le 14 janvier 1921, Édouard Bernstein expliquera dans le quotidien social-démocrate le *Vorwärts*, qu'il a « *à travers un ami obtenu des renseignements d'une personne (...)* bien informée » et qu'il en a reçu d'autres « *de sources dignes de confiance* » dont un « *officier* » qui lui a cité « *un important membre du Parlement de l'un des pays alliés avec qui il avait des contacts officiels* ». Mais curieusement, Bernstein ne cite pas un seul nom. Tous ces témoins restent dans l'ombre. ■

(1) Souligné par moi.

« Lénine derrière son journal ».
 Dessin paru en 4^e de couverture de *Pougatch*,
 « hebdomadaire artistique et satirique »,
 n°13 juillet 1917.

« La vérité n'est pas dans la Pravda mais
 dans le fait que tout le monde a su que
 j'avais reçu de Guillaume 2 millions. Mais
 ce n'est pas encore là toute la vérité. Je vais
 m'étrangler si on l'apprend. »

Pravda veut dire en russe Vérité.
 Bibliothèque publique historique
 d'Etat de Russie. Moscou. D.R.



Anonyme « *Le petit chaperon rouge de Russie* ».
 Dessin paru dans *Pougatch*, « hebdomadaire
 artistique et satirique », n°5, mai 1917.

En légende : « *Le petit chaperon rouge (Lénine)* :
 Pourquoi as-tu de grandes pattes ?

Le loup : *C'est pour mieux t'embrasser, pendant
 qu'on fraternise...*

Le Petit Chaperon rouge : *Et pourquoi as-tu de si
 grands yeux ?*

Le loup : *Pour tout espionner, pendant qu'on
 fraternise...*

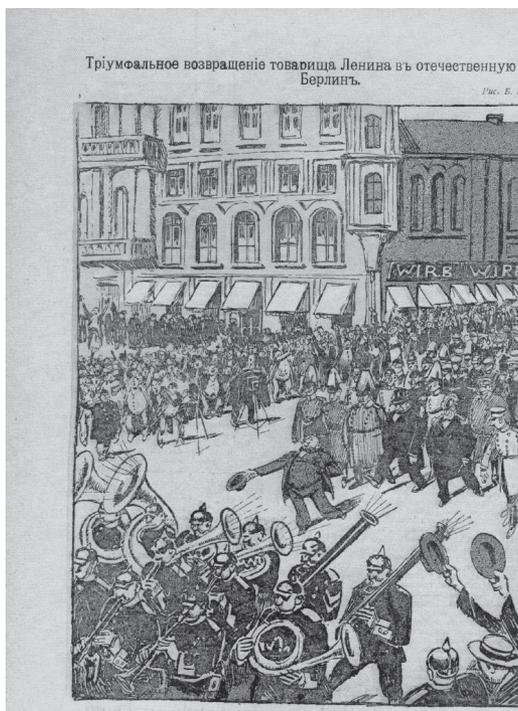
Le Petit Chaperon rouge : *Et pourquoi as-tu de si
 grandes dents ?*

Le loup : *C'est pour te manger. »*

Dans le panier, sur la serviette : « *La paix séparée.* »

(BDIC, 4 P 3303). D.R.





Victor Deni, « Retour triomphal du camarade Lénine dans la capitale de la patrie, Berlin ».

Dessin paru dans *Bitch*, « hebdomadaire satirique et humoristique », n°28, juillet 1917.

A gauche en légende : « Tonnerre de la victoire, retentis ! Réjouis-toi, brave Teuton ! » D.R.



Dessin paru également dans *Bitch* n°28, juillet 1917.
« Pour un service fidèle - un compte honnête. »

Le diable : « Veuillez accuser réception et signer Herr Lénine. 30 bien comptés. »

BDIC, FP 1215. D.R.



Un texte fondamental de Trotsky

Léon Trotsky

Syndicalisme et communisme

14 octobre 1929

La question syndicale est une des plus importantes pour le mouvement ouvrier, et donc pour l'Opposition aussi. Sans position claire sur cette question, l'Opposition sera incapable de gagner une influence véritable dans la classe ouvrière. C'est pourquoi je crois nécessaire de soumettre ici à la discussion quelques considérations sur la question syndicale.

1. Le Parti communiste est l'arme fondamentale de l'action révolutionnaire du prolétariat, l'organisation de combat de son avant-garde qui doit s'élever au rôle de guide de la classe ouvrière dans toutes les sphères de sa lutte, sans exception, par conséquent mouvement syndical inclus.

2. Ceux qui, par principe, opposent l'autonomie syndicale au *leadership* du Parti communiste, opposent ainsi – qu'ils le veuillent ou non – la partie la plus rétrograde du prolétariat à l'avant-garde de la classe ouvrière, la lutte pour des revendications immédiates à la lutte pour la libération totale des travailleurs, le réformisme au communisme, l'opportunisme au marxisme révolutionnaire.

3. Le syndicalisme français d'avant-guerre, à ses débuts et pendant sa croissance, en combattant pour l'autonomie syndicale, combattit réellement pour son indépendance vis-à-vis du gouvernement bourgeois et de ses partis, parmi lesquels celui du socialisme réformiste et parlementaire. C'était une lutte contre l'opportunisme, par une voie révolutionnaire.

Le syndicalisme révolutionnaire n'a pas à cet égard fétichisé l'autonomie des orga-

nisations de masse. Bien au contraire, il a compris et a affirmé le rôle dirigeant de la minorité révolutionnaire dans les organisations de masse, organisations qui reflètent la classe ouvrière avec toutes ses contradictions, ses retards et ses faiblesses.

4. La théorie de la minorité active était essentiellement une théorie inachevée du parti prolétarien. Dans sa pratique, le syndicalisme révolutionnaire était l'embryon d'un parti révolutionnaire contre l'opportunisme, c'était une remarquable esquisse du communisme révolutionnaire.

5. La faiblesse de l'anarcho-syndicalisme, même dans sa période classique, était l'absence d'une base théorique correcte, et donc une mauvaise compréhension de la nature de l'État et de son rôle dans la lutte de classe ; une conception inachevée, incomplète et par conséquent erronée du rôle de la minorité révolutionnaire, c'est-à-dire du parti. De là les erreurs de tactique, comme le fétichisme de la grève générale, ignorant le lien entre le soulèvement et la prise du pouvoir, etc.

6. Après la guerre, le syndicalisme français a trouvé à la fois sa réfutation, son développement et son achèvement dans le communisme. Les tentatives pour rétablir le syndicalisme révolutionnaire tournent maintenant le dos à l'histoire. Pour le mouvement ouvrier, de telles tentatives ne peuvent avoir qu'une signification réactionnaire.

7. Les épigones du syndicalisme transforment (en paroles) l'indépendance de l'organisation syndicale vis-à-vis de la bourgeoisie et des socialistes réformistes

en *indépendance en général*, en indépendance *absolue* vis-à-vis de tous les partis, Parti communiste inclus.

Si, dans sa période d'expansion, le syndicalisme se considérait comme une avant-garde et combattait pour le rôle dirigeant de la minorité d'avant-garde au sein des masses, les épigones du syndicalisme luttent maintenant contre les mêmes souhaits de l'avant-garde communiste, essayant, quoique sans succès, de se baser sur le manque de développement et les préjugés des parties les plus rétrogrades de la classe ouvrière.

8. L'indépendance face à l'influence de la bourgeoisie ne peut pas être un état passif. Elle ne peut que s'exprimer par des actes politiques, c'est-à-dire par la lutte contre la bourgeoisie. Cette lutte doit être inspirée par un programme spécifique qui exige organisation et tactique pour son application. C'est l'union du programme, de l'organisation et de la tactique qui constitue le parti. C'est pourquoi la véritable indépendance du prolétariat vis-à-vis du gouvernement bourgeois ne peut être réalisée sans que le prolétariat mène sa lutte sous la conduite d'un parti révolutionnaire et non d'un parti opportuniste.

9. Les épigones du syndicalisme voudraient nous faire croire que les syndicats se suffisent à eux-mêmes. Théoriquement, ça ne veut rien dire, mais en pratique ça signifie la dissolution de l'avant-garde révolutionnaire dans les masses, dans les syndicats.

Plus la masse encadrée par les syndicats est grande, mieux ils peuvent accomplir leur mission. Un parti prolétarien, au contraire, ne mérite son nom que s'il est idéologiquement homogène, dans les limites de l'unité d'action et de l'organisation. Présenter les syndicats comme autosuffisants sous prétexte que le prolétariat aurait déjà atteint sa « majorité », c'est flatter le prolétariat en le décrivant comme il ne peut pas être en régime capitaliste, qui maintient les masses ouvrières dans l'ignorance, laissant seulement à l'avant-garde prolétarienne la possibilité de traverser toutes les difficultés et d'arriver à une compréhension claire des tâches de sa classe dans leur ensemble.

10. La véritable autonomie, pratique et non métaphysique, de l'organisation

syndicale n'est ni perturbée ni diminuée par la lutte d'influence du Parti communiste. Chaque syndiqué a le droit de voter comme il le juge utile et d'élire celui qui lui semble le plus digne. Les communistes possèdent ce droit comme les autres.

La conquête de la majorité par les communistes dans les organes directeurs se fait dans le respect des principes de l'autonomie, à savoir la libre autogestion des syndicats. D'autre part, aucun statut de syndicat ne peut empêcher ou interdire le parti d'élire le secrétaire général de la Confédération du travail à son comité central, puisque ici nous sommes entièrement dans le registre de l'autonomie du parti.

11. Dans les syndicats, les communistes sont naturellement soumis à la discipline du parti, quels que soient les postes qu'ils occupent. Cela n'exclut pas mais présuppose leur soumission à la discipline du syndicat. En d'autres termes, le parti ne leur impose aucune ligne de conduite qui contredirait l'état d'esprit ou les avis de la majorité des membres des syndicats. Dans des cas tout à fait exceptionnels, quand le parti considère impossible la soumission de ses membres à une décision réactionnaire du syndicat, il montre ouvertement à ses membres les conséquences qui en découlent, comme des retraits de responsabilités syndicales, des expulsions, et ainsi de suite.

Avec des formules juridiques sur ces questions – et l'autonomie est une formule purement juridique – on n'arrive à rien. La question doit être posée dans son contenu, c'est-à-dire sur le plan de la politique syndicale. Une politique correcte doit être opposée à une politique erronée.

12. Les caractéristiques du *leadership* du parti, ses formes et ses méthodes, peuvent différer profondément selon les conditions générales d'un pays donné ou selon sa période de développement.

Dans les pays capitalistes, où le Parti communiste ne possède aucun moyen coercitif, il est évident qu'il ne peut avoir le *leadership* qu'avec des communistes syndiqués, que ce soit à la base ou aux postes bureaucratiques. Le nombre de communistes aux principaux postes de direction des syndicats n'est qu'un des moyens de mesurer le rôle du parti dans les syndicats. La mesure la plus importante est le pourcen-

tage de communistes syndiqués par rapport à l'ensemble de la masse syndiquée. Mais le critère principal est l'influence générale du parti sur la classe ouvrière, elle-même mesurable par la diffusion de la presse communiste, l'assistance lors des meetings du parti, le nombre de voix aux élections et, ce qui est tout particulièrement important, le nombre d'ouvriers et d'ouvrières qui répondent activement aux appels à la lutte du parti.

13. Il est clair que l'influence du Parti communiste de manière générale, y compris dans les syndicats, se développera au fur et à mesure que la situation deviendra plus révolutionnaire. Ces conditions permettent une appréciation du degré et de la forme de la véritable autonomie des syndicats, l'autonomie réelle et non métaphysique. En période de « paix », quand les formes les plus militantes d'action syndicale sont des grèves économiques isolées, le rôle direct du parti dans les syndicats reste au second plan. En règle générale, le parti n'intervient pas dans chaque grève isolée. Il aide le syndicat à décider si la grève est opportune, par son information politique et économique et par son conseil. Il sert la grève par son agitation, etc. Le premier rôle dans la grève revient naturellement au syndicat.

La situation change radicalement quand le mouvement s'élève au niveau de la grève générale et de la lutte directe pour le pouvoir. Dans ces conditions, le rôle dirigeant du parti devient immédiatement direct et ouvert. Les syndicats – naturellement pas ceux qui passent de l'autre côté des barricades – deviennent les appareils de l'organisation du parti qui prend le devant comme dirigeant la révolution, en portant la pleine responsabilité devant la classe ouvrière tout entière.

Dans ce domaine, pour tout ce qui se situe entre la grève économique locale et l'insurrection révolutionnaire de classe, on trouve toutes les formes possibles de relations réciproques entre le parti et les syndicats, les degrés variables de *leadership* direct et immédiat, etc. Mais en toutes circonstances, le parti cherche à gagner le *leadership* général en comptant sur la vraie autonomie des syndicats qui, en tant qu'organisations – cela va sans dire – ne sont pas « soumises » à lui.

14. Les faits démontrent que des syndicats politiquement « indépendants » n'existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. Aux États-Unis, les syndicats sont directement liés par leur appareil au patronat industriel et aux partis bourgeois. En Angleterre, les syndicats, qui dans le passé ont principalement soutenu les libéraux, constituent maintenant la base du Parti travailliste. En Allemagne, les syndicats marchent sous la bannière de la social-démocratie. En République soviétique, leur conduite appartient aux bolcheviks. En France, une des organisations syndicales suit les socialistes, l'autre les communistes. En Finlande, les syndicats ont été divisés il y a un peu de temps, l'un allant vers la social-démocratie, l'autre vers le communisme. C'est comme ça partout.

Les théoriciens de « l'indépendance » du mouvement syndical n'ont pas pris la peine jusqu'ici de penser à cela : pourquoi leur slogan non seulement est loin de se réaliser où que ce soit, mais, au contraire, pourquoi la dépendance des syndicats vis-à-vis du *leadership* d'un parti devient partout la règle, sans exception, et ce ouvertement ? Cela correspond en fait aux caractéristiques de l'époque impérialiste, qui dévoile toutes les relations de classe et qui, même chez le prolétariat, accentue les contradictions entre son aristocratie et ses couches les plus exploitées.

15. L'expression courante du syndicalisme d'autrefois est la prétendue Ligue syndicaliste. Par tous ses traits, elle apparaît comme une organisation politique qui cherche à subordonner le mouvement syndical à son influence. En fait la Ligue recrute ses membres non pas selon les principes syndicaux, mais selon ceux des groupements politiques ; elle a sa plate-forme, faute de programme, et la défend dans ses publications ; elle a sa propre discipline interne dans le mouvement syndical. Dans les congrès des confédérations, ses partisans agissent en tant que fraction politique tout comme la fraction communiste. Pour faire court, la tendance de la Ligue syndicaliste se ramène à une lutte pour libérer les deux confédérations du *leadership* des socialistes et des communistes et pour les unir sous la direction du groupe de Monatte.

La Ligue n'agit pas ouvertement au nom du droit et de la nécessité pour la minorité avancée de combattre pour étendre son influence sur les masses ; elle se présente masquée par ce qu'elle appelle « *l'indépendance* » syndicale. De ce point de vue, la Ligue s'approche du Parti socialiste qui réalise aussi son *leadership* sous couvert de l'expression « *indépendance du mouvement syndical* ». Le Parti communiste, au contraire, dit ouvertement à la classe ouvrière : « *Voici mon programme, ma tactique et ma politique, que je propose aux syndicats.* »

Le prolétariat ne doit jamais croire n'importe quoi aveuglément. Il doit juger par son travail. Mais les ouvriers devraient avoir une double et une triple méfiance vers ces prétendants au *leadership* qui agissent incognito, sous un masque qui ferait croire au prolétariat qu'il n'a besoin d'aucun *leadership*.

16. Le droit d'un parti politique d'agir pour gagner les syndicats à son influence ne doit pas être nié, mais cette question doit être posée : au nom de quel programme et de quelle tactique cette organisation agit-elle ? De ce point de vue, la Ligue syndicaliste ne donne pas les garanties nécessaires. Son programme est extrêmement amorphe, de même que sa tactique. Dans ses positions politiques elle agit seulement au fil des événements. Reconnaisant la révolution prolétarienne et même la dictature du prolétariat, elle ignore le parti et ses droits, est contre le *leadership* communiste, sans lequel la révolution prolétarienne risquerait de rester à jamais une expression vide.

17. L'idéologie de l'indépendance syndicale n'a rien de commun avec les idées et les sentiments du prolétariat en tant que classe. Si le parti, par sa direction, est capable d'assurer une politique correcte et clairvoyante dans les syndicats, pas un seul ouvrier n'aura l'idée de se rebeller contre le *leadership* du parti. L'expérience historique des bolcheviks l'a prouvé.

C'est aussi valable en France, où les communistes ont obtenu 1 200 000 voix aux élections, tandis que la Confédération générale du travail unitaire (la centrale syndicale rouge) a seulement un quart ou un tiers de ce nombre. Il est clair que le slogan abstrait de l'indépendance ne peut

venir en aucun cas des masses. La bureaucratie syndicale est une tout autre chose. Elle voit non seulement une concurrence professionnelle dans la bureaucratie de parti, mais elle tend à se rendre indépendante du contrôle par l'avant-garde prolétarienne. Le slogan de l'indépendance est, par sa base même, un slogan bureaucratique et non un slogan de classe.

18. Après le fétichisme de « l'indépendance », la Ligue syndicaliste transforme également la question de *l'unité syndicale* en fétiche.

Il va de soi que le maintien de l'unité des organisations syndicales a d'énormes avantages, tant du point de vue des tâches quotidiennes du prolétariat que de celui de la lutte du Parti communiste pour étendre son influence sur les masses. Mais les faits montrent que dès que l'aile révolutionnaire dans les syndicats remporte ses premiers succès, les opportunistes prennent la voie de la scission. Les relations paisibles avec la bourgeoisie leur sont plus chères que l'unité du prolétariat. C'est le constat incontestable des expériences de l'après-guerre.

Nous, communistes, avons toujours intérêt à démontrer aux ouvriers que la responsabilité du dédoublement des organisations syndicales incombe complètement à la social-démocratie. Mais il ne s'ensuit pas que la formule creuse de l'unité nous serait plus importante que les tâches révolutionnaires de la classe ouvrière.

19. Huit ans se sont écoulés depuis la scission syndicale en France. Pendant ce temps, les deux organisations se sont certainement liées avec les deux partis politiques mortellement ennemis. Dans ces conditions, penser pouvoir unifier le mouvement syndical par la simple bonne parole de l'unité serait se bercer d'illusions. Déclarer que sans unification préalable des deux centrales syndicales, non seulement la révolution prolétarienne mais même une lutte de classe sérieuse seraient impossibles, revient à faire dépendre l'avenir de la révolution de la clique corrompue des réformistes syndicaux.

En fait l'avenir de la révolution dépend, non pas de la fusion des deux appareils syndicaux, mais de l'unification de la majorité de la classe ouvrière derrière des slogans révolutionnaires et des méthodes

révolutionnaires de lutte. Aujourd'hui l'unification de la classe ouvrière est seulement possible par la lutte contre les collaborateurs de classe qui se trouvent non seulement dans les partis politiques mais aussi dans les syndicats.

20. Le véritable chemin de l'unité révolutionnaire du prolétariat se situe dans le redressement, l'expansion et la consolidation de la CGTU révolutionnaire et dans l'affaiblissement de la CGT réformiste.

Il n'est pas exclu, mais bien au contraire très probable, qu'à l'heure de sa révolution, le prolétariat français écrira la lutte avec deux confédérations : derrière l'une se trouveront les masses et derrière l'autre l'aristocratie du travail et la bureaucratie.

21. La nouvelle opposition syndicale ne veut évidemment pas aller sur le chemin du syndicalisme. En même temps, elle se sépare du parti – non avec l'idée d'un certain *leadership* – mais avec le parti en général. Ce qui signifie tout simplement se désarmer idéologiquement et retomber dans le corporatisme.

22. L'opposition syndicale dans l'ensemble est très variée. Mais elle est caractérisée par quelques traits communs qui ne la rapprochent pas de l'opposition communiste de gauche, mais au contraire, s'opposent à elle.

L'opposition syndicale ne lutte pas contre les actes désinvoltes et les méthodes erronées du *leadership* communiste, mais contre l'influence du communisme sur la classe ouvrière.

L'opposition syndicale ne lutte pas contre une vision gauchiste de la situation et de ses perspectives mais agit, en fait, à l'opposé de toute perspective révolutionnaire. L'opposition syndicale ne combat pas contre des méthodes caricaturales d'antimilitarisme mais propose une orientation pacifiste. En d'autres termes, l'opposition syndicale se développe manifestement dans un état d'esprit réformiste.

23. Il est complètement faux d'affirmer que ces dernières années – contrairement à ce qui s'est produit en Allemagne, en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays – on n'a pas constitué en France une aile droite au sein du camp révolutionnaire. Le point principal est que, abandonnant la politique révolutionnaire du communisme, l'opposition de droite en France,

conformément aux traditions du mouvement ouvrier français, a pris un caractère syndical, cachant de cette façon sa physionomie politique. Au fond, la majorité de l'opposition syndicale représente l'aile droite, comme le groupe de Brandler en Allemagne, les syndicalistes tchèques qui, après la scission, ont pris une position clairement réformiste, etc.

24. On peut chercher à objecter que toutes les considérations précédentes ne seraient valables qu'à la condition que le Parti communiste ait une politique correcte. Mais cette objection n'est pas fondée. La question des rapports entre le parti, qui représente le prolétariat comme il devrait être, et les syndicats, qui représentent le prolétariat tel qu'il est, est la question la plus fondamentale du marxisme révolutionnaire. Ce serait une erreur de rejeter la seule réponse possible à cette question seulement parce que le Parti communiste, sous l'influence de raisons objectives et subjectives à propos desquelles nous avons parlé plus d'une fois, conduit maintenant une politique erronée envers les syndicats, comme dans d'autres domaines. Une politique correcte doit être opposée à une politique erronée. C'est dans ce but que l'Opposition de gauche s'est constituée en fraction. Si l'on considère que le Parti communiste français dans sa totalité est dans un état complètement irrécupérable – ce que nous ne pensons pas – un autre parti doit lui être opposé. Mais la question de la relation du parti à la classe ne change pas d'un *iota* par ce fait.

L'Opposition de gauche considère qu'il est impossible d'influencer le mouvement syndical, de l'aider à trouver une orientation correcte, de l'imprégner avec des slogans corrects, sans passer par le Parti communiste (ou une fraction pour le moment) qui, à côté de ses autres attributs, est le laboratoire idéologique central de la classe ouvrière.

25. La tâche bien comprise du Parti communiste ne consiste pas seulement à gagner en influence sur les syndicats, tels qu'ils sont, mais à gagner, par le biais des syndicats, une influence sur la majorité de la classe ouvrière. Ce n'est possible que si les méthodes utilisées par le parti dans les syndicats correspondent à la nature et aux tâches de ces derniers. La lutte d'influence

du parti dans les syndicats se vérifie objectivement dans le fait qu'ils prospèrent ou pas, qu'ils augmentent le nombre de leurs syndiqués et au-delà leurs relations avec les masses les plus larges. Si le parti paie le prix de son influence dans les syndicats par leur amoindrissement et par le dernier des fractionnismes – convertissant les syndicats en auxiliaires du parti pour des objectifs ponctuels et les empêchant de devenir des organisations de masse –, les relations entre le parti et la classe sont erronées. Il n'est pas nécessaire d'épiloyer sur les causes d'une telle situation. Nous l'avons fait plus d'une fois et nous le faisons chaque jour. La nature changeante de la politique communiste officielle reflète sa tendance aventuriste à se vouloir maître de la classe ouvrière dans les plus brefs délais, par tous les moyens (mises en scène, inventions, agitation superficielle, etc.).

On ne s'en sortira pourtant pas en opposant les syndicats au parti (ou à la fraction) mais dans la lutte sans compromis pour changer complètement la politique du parti comme celle des syndicats.

26. L'Opposition de gauche doit indissolublement lier les questions du mouvement syndical aux questions de la lutte politique du prolétariat. Elle doit donner une analyse concrète du stade actuel de développement du mouvement ouvrier français. Elle doit donner une évaluation, tant quantitative que qualitative, du mouvement actuel des grèves et de ses perspectives par rapport aux perspectives du développement économique de la France. Il est inutile de dire qu'elle rejette complètement la perspective de la stabilisation du capitalisme et de la paix pour les prochaines décennies. Elle procède à partir d'une évaluation de notre époque en tant que révolutionnaire. Elle émerge de la nécessité d'une préparation adéquate de l'avant-garde prolétarienne devant des retournements non seulement probables mais inévitables. Son action la plus ferme et la plus implacable est dirigée contre les rodomontades soi-disant révolutionnaires de la bureaucratie centriste, contre l'hystérie politique qui ne tient pas compte des conditions et qui confond aujourd'hui avec hier ou avec demain ; plus fermement

et résolument encore doit-elle se positionner contre les éléments de la droite qui reprennent sa critique et s'y dissimulent afin d'introduire leurs tendances dans le marxisme révolutionnaire.

27. Une nouvelle délimitation ? De nouvelles polémiques ? De nouvelles scissions ? Ce seront les lamentations des âmes pures mais fatiguées, qui voudraient transformer l'Opposition en une retraite calme où l'on pourrait tranquillement prendre congé des grandes tâches, tout en préservant intact le nom de révolutionnaire « de gauche ». Non ! Nous leur disons, à ces âmes fatiguées : nous ne voyageons certainement pas sur la même route. La vérité n'a pourtant jamais été la somme de petites erreurs. Une organisation révolutionnaire n'a pourtant jamais été composée de petits groupes conservateurs, cherchant avant tout à se démarquer les uns des autres. Il y a des époques où la tendance révolutionnaire est réduite à une petite minorité dans le mouvement ouvrier. Mais ces époques n'exigent pas des arrangements entre les petits groupes pour se cacher mutuellement leurs péchés mais exigent au contraire une lutte doublement implacable pour une perspective correcte et une formation des cadres dans l'esprit du marxisme authentique. Ce n'est qu'ainsi que la victoire est possible.

28. Pour autant, l'auteur de ces lignes est personnellement concerné et doit admettre que la notion qu'il a eue du groupe de Monatte quand il a été expulsé d'Union soviétique s'est avérée être trop optimiste, donc fautive. Pendant plusieurs années, l'auteur n'a pas eu la possibilité de suivre l'activité de ce groupe. Il l'a jugée de par ses souvenirs. Les divergences se sont avérées plus profondes et plus aiguës qu'on pouvait le supposer. Les derniers événements ont montré, au-delà du doute, que sans démarcation idéologique claire et précise de la ligne du syndicalisme, l'Opposition communiste en France n'ira pas de l'avant. Les thèses ici proposées ne sont qu'une première étape dans l'élaboration de cette démarcation, prélude à la lutte réussie contre le baragouin révolutionnaire et la nature opportuniste de Cachin, Monmousseau et compagnie. ■



Le combat contre les falsifications

Communiqué des *Cahiers du mouvement ouvrier*

Une minable et grotesque provocation...

« Des soviétologues éminents comme John Archibald Getty ou encore l'historien trotskyste de renommée mondiale Pierre Broué ont apporté les preuves tangibles et irréfutables de l'existence d'un complot trotskyste en URSS dans les années trente, fait que Trotsky avait toujours nié. »

C'est ainsi que les éditions Delga présentent le nouvel opuscule d'un certain Grover Furr intitulé *Les Amalgames de Trotsky*, dont l'auteur déclare « authentiques » les « aveux » arrachés aux accusés des procès de Moscou. Attribuer à quelqu'un l'exact inverse de ce qu'il dit ou écrit est un vieux procédé stalinien. Que M. Furr qui, dans un écrit antérieur, a présenté comme un acte humanitaire les

déportations de peuples entiers effectuées par Staline d'octobre 1943 à la fin 1944, voie dans une opposition politique une activité terroriste, libre à lui... Mais associer à cette grossière manipulation policière « l'historien trotskyste de renommée mondiale Pierre Broué », qui a toujours démontré le contraire, c'est une minable et grotesque provocation. Cette galéjade suffirait à ridiculiser ses auteurs dont la besace est pourtant déjà bien remplie de sinistres bouffonneries. ■

Jean-Jacques Marie
Le 12 décembre 2017

Historienne ou racleuse de poubelle ?

par Jean-Jacques Marie

« En septembre 1939 un agent trotskiste européen voyageant sous le nom de Frank Jacson arrivait aux États-Unis (...). Jacson avait adhéré au mouvement trotskiste par l'intermédiaire d'une trotskiste américaine, Sylvia Agelov (...). En 1939 il était entré en liaison avec un représentant du bureau de la IV^e Internationale, qui lui avait demandé d'aller à Mexico pour y être un des "secrétaires" de Trotski. » Mais hélas ! Trotski déçut Jacson et « dans la soirée du 20 août 1940 (...), Jacson assassinait son chef Trotski. » Conclusion : « La mort de Trotski ne laissait plus qu'un seul candidat vivant au rôle de Napoléon en Russie : Adolf Hitler. »

Ces lignes grandioses qui présentent l'agent du NKVD, assassin de Trotsky, comme un trotskyste déçu, se trouvent pages 366, 367 et 368 d'un livre intitulé *La Grande Conspiration contre la Russie*, publié aux États-Unis en 1946 et en France en 1947. Leurs auteurs sont deux individus, nommés l'un Michael Sayers, poète irlandais qui n'a laissé aucune trace dans la littérature de son pays et finira par écrire le scénario d'un film de James Bond, *Casino Royale*, et l'autre un journaliste et photographe, Albert Kahn.

Dans le journal du parti communiste belge *Le Drapeau rouge* (n° 64 de septembre-octobre 2017), une « historienne » française, dont je n'imprime pas le nom pour éviter d'avoir à me laver les mains, cite ce livre comme une source sérieuse pour valider l'affirmation que « les forces armées des quatorze États qui sont intervenues en Russie, pendant la guerre civile,

celles de la Grande-Bretagne, du Japon, de l'Allemagne, de l'Italie, des États-Unis tuèrent plus de Russes que la guerre même : 7 millions d'hommes, femmes et enfants. » Le chiffre de 7 millions est très discutable : la population soviétique entre le début de 1918 et le début de 1922 a bien diminué de 7 millions d'individus, mais il faut retirer de ce chiffre 2 millions d'émigrés bien vivants et un chiffre de 400 000 environ qui reflète la différence entre les retours et les sorties de prisonniers et fuyards divers, soit un chiffre terminal en gros de 4,5 millions de morts.

Mais l'essentiel est ailleurs. On peut trouver mille et un travaux d'historiens donnant des chiffres qui varient entre 4,5 et 8, 10 et même 13 millions de morts ! Pourquoi cette « historienne », qui ne craint pas de qualifier François Furet – aux analyses certes plus que discutables ! – d'« historien sans archives », alors qu'elle est elle-même incapable d'utiliser une archive russe et cite Sayers et Kahn au lieu de citer un historien soviétique ou russe, fait-elle deux fois référence à cette *Grande Conspiration contre la Russie*, rédigée, on le voit, par des historiens du dimanche (et même du dimanche soir), qualifiés par elle de « futures victimes du maccarthysme », ce qui ne suffit vraiment pas à transformer un mauvais poète et un piètre journaliste en historiens ?

Si notre « historienne » de pacotille, incapable, et pour cause, de citer une source en russe, évoque ainsi le pavé de Sayers et Kahn comme une source sérieuse, c'est pour tenter ainsi de valider le livre dans son ensemble, un livre où l'on

trouve par exemple, parmi d'autres vomisures, les passages suivants (pages 256 et 364) qui donnent une faible mais claire idée du reste du livre :

Page 256 : « À partir du moment où Trotski eut quitté le sol soviétique, des agents des Services secrets étrangers s'empressèrent de prendre contact avec lui pour utiliser son organisation internationale antisoviétique (...). Des fonds, des collaborateurs, un réseau d'espions et de messagers furent mis à la disposition de Trotski pour maintenir et développer son activité internationale de propagande antisoviétique et pour appuyer et réorganiser son appareil de conspiration en Union soviétique. »

Continuons à feuilleter, page 364 : « En France, Jacques Doriot, agent nazi et fondateur du fasciste Parti populaire français était un renégat du parti communiste et travaillait, comme d'autres agents nazis et fascistes français, avec la section française de la IV^e Internationale.

En Espagne, les trotskistes pénétrèrent

dans les rangs du POUM, l'organisation de la V^e colonne qui apportait son aide au soulèvement de Franco.

En Chine, les trotskistes opéraient sous le contrôle direct de l'espionnage militaire japonais (...). Au Japon, les trotskistes étaient appelés "le brain trust du Service secret". Ils formaient des espions japonais dans une école spéciale (...).

En Suède, Nils Hyg, un des chefs trotskistes, avait été subventionné par le financier pro nazi Ivar Kreuger », etc.

Seuls des nostalgiques forcenés du Guépéou-NKVD et du Goulag peuvent présenter les auteurs de ces infamies, que des centaines de trotskystes dans le monde ont payées de leur vie, comme des historiens de profession travaillant (plus ou moins bien, certes) sur des documents. Une « historienne » qui cite (par deux fois !) les auteurs de telles ordures comme une caution n'est qu'un sinistre bouffon. ■

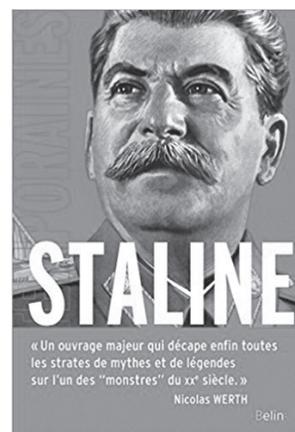
Notes de lecture

Un Staline un peu pâlot...

Oleg Khlevniuk, *Staline*,

Traduit de l'anglais par Evelyne Werth,
préface de Nicolas Werth, 614 pages, Éditions Belin,
25 euros.

par Jean-Jacques Marie



« **S**ublimez l'instant ! » Cette invitation s'étale sur les bouteilles d'une très répandue eau minérale gazeuse, San Pellegrino, censée nous permettre d'y parvenir. Le passage à l'acte est plus que décevant. L'eau rafraîchit, certes, mais la sublimation n'est pas au rendez-vous. Ainsi vont la « com » et la « pub » des temps modernes. L'abîme s'avère béant entre les flonflons du verbe et le gris du réel. Je viens de vivre la même expérience avec le Staline d'Oleg Khlevniuk.

Un « éminent spécialiste du stalinisme »

Dès les premières lignes de sa préface, Nicolas Werth nous met l'eau à la bouche :

« *Oleg Vitalievitch Khlevniuk, affirme-t-il, est unanimement reconnu par la communauté des historiens travaillant sur l'histoire soviétique comme le plus éminent spécialiste russe du stalinisme. Tous ses ouvrages ont été traduits en anglais et publiés par les plus prestigieuses maisons d'édition universitaires.* » Normal pour un homme « maîtrisant mieux que quiconque l'immense documentation archivistique aujourd'hui disponible, (et) armé d'un sens critique aiguisé ». Et la bande rouge qui entoure le livre sous la signature du même Nicolas Werth assure le lecteur qu'il va entrer dans « un ouvrage majeur qui décape enfin toutes les strates de mythes et de légendes sur l'un des "monstres" du XX^e siècle ».

Enfin, Nicolas Werth félicite Khlevniuk d'avoir « construit fort élégamment cette biographie sur deux modes narratifs : des chapitres chronologiques "classiques" (...) et des chapitres thématiques plus resserrés sur ce qu'Oleg Khlevniuk appelle "le système des règles de Staline" ».

Une histoire à reculons

Cette organisation inspirée du retour en arrière, déjà mise en œuvre par Homère dans *L'Odyssée*, aboutit à des résultats curieux. L'ouvrage s'ouvre sur un premier chapitre portant sur le 1^{er} mars 1953, « le dernier repas » des cinq bureaucrates en chef (Malenkov, Beria, Khrouchtchev, Boulganine et Staline). Ce premier chapitre est suivi d'un deuxième qui nous raconte l'enfance de Staline, suivi d'un troisième sur la suite de la soirée du 1^{er} mars, et ainsi de suite. L'ordre chronologique ainsi découpé en tranches classées à reculons rompt la continuité entre la cause et l'effet qui découle, entre autres, de la succession des faits liés entre eux. Ainsi l'auteur signale, après beaucoup d'autres, lors de l'attaque qui frappe Staline, le fait qu'il n'ait consulté aucun médecin au cours des derniers mois de sa vie « en relation avec le fameux complot des médecins », dits assassins... que l'auteur évoque seulement une bonne centaine de pages plus loin, de façon par ailleurs assez allusive. C'est là un exemple parmi bien d'autres de l'inversion du rapport causal qui doit pourtant fonder toute analyse politique.

Certes, l'amas de connaissances de Khlevniuk – souligné par les nombreuses références archivistiques en note – ne saurait être contesté, mais il apporte finalement peu d'éléments vraiment nouveaux, même dans les pages les plus réussies de son essai (le tableau de la Grande Terreur de 1937-1938 et celui de la vie sous Staline dans les années qui suivent la Seconde Guerre mondiale) ; de plus l'analyse qu'il en donne est souvent approximative, voire superficielle.

Les socialistes modérés : un usage raisonnable de leur pouvoir

On peut en juger par exemple par ses pages consacrées à l'année 1917. Que dit-il de la révolution de Février déclenchée par une manifestation d'ouvrières du textile de Vyborg à laquelle aucun parti n'avait appelé ? « *Pour certains, les manifestations étaient le fait de révolutionnaires professionnels, sans qu'on puisse cependant l'affirmer avec certitude* » (page 89) (alors, pourtant, que la quasi-totalité des dirigeants révolutionnaires étaient exilés en Sibérie ou à l'étranger). Pour le moins un peu léger... Pour la suite, Khlevniuk assure à son lecteur : « *En 1917, la seule position responsable pour un homme politique était de faire barrage à la guerre civile, de sauvegarder la paix à l'intérieur du pays afin d'éviter un bain de sang et de préparer ainsi la voie vers un avenir meilleur* » (page 92). « *Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui dirigeaient alors les soviets* » firent, selon Khlevniuk, « *un usage raisonnable de leur pouvoir et posèrent comme principale priorité le retour à la paix* » (page 92). Fort bien. Mais ces mêmes « *socialistes modérés* » décident, ce qu'il oublie de préciser, de poursuivre la guerre qui ruine le pays et exaspère chaque jour un peu plus la masse des soldats, et s'opposent à toute paix séparée conclue entre la Russie et les puissances germaniques qu'ils dénoncent comme une trahison. Khlevniuk n'explique pas comment ils pouvaient ainsi « *poser comme principale priorité le retour à la paix* » (page 92) en continuant la guerre...

Lénine : « Les choses ne peuvent être pires »

Évoquant les slogans des bolcheviks qu'il stigmatise comme des « *vérités sim-*

plistes », il ne cite jamais le slogan essentiel : « *Tout le pouvoir aux soviets !* », ni sa traduction populaire : « *À bas les dix ministres capitalistes !* », mais il met dans la bouche des partisans de Lénine des aphorismes creux ou carrément stupides dont on chercherait en vain la trace dans leurs écrits ou sur les banderoles de leurs manifestations : « *Le plus important, c'est de combattre l'ennemi* », « *nous verrons bien ce qui arrivera* » (sic !) – slogan très combatif ! – ou « *les choses ne peuvent être pires* » (alors que Lénine déclarait précisément le contraire avant octobre 1917 puisqu'il dénonçait « *la catastrophe imminente* » et proposait pour y faire obstacle un programme dont Khlevniuk ne dit pas un mot, au lieu de le critiquer, d'en démonter le caractère sans doute à ses yeux illusoire ou irréaliste. Ces « *vérités simplistes* », selon lui, « *résumant à elles seules la sagesse populaire qui conduisit des millions d'hommes à mettre tous leurs espoirs dans les promesses faites par les bolcheviks* » (page 98)... Pauvres hommes !

Le Conseil des commissaires du peuple : des amateurs

Du II^e Congrès des soviets, qui met en place le Conseil des commissaires du peuple, il ne dit rien et se contente d'affirmer « *le caractère illégitime du nouveau gouvernement, son cynisme et son amateurisme ajoutés aux expériences sociales qui mettaient sens dessus dessous l'ordre existant* » (page 108). Quelles expériences sociales ? Il n'en dit mot. Quant à « *l'ordre existant* », il s'était décomposé : les paysans s'emparaient violemment des terres un peu partout, les soldats désertaient en masse, le chômage croissait à grande vitesse. De cette réalité sociale, Khlevniuk ne dit mot.

Staline et la morale

Mais peut-être ses capacités d'analyse s'améliorent-elles quand il aborde la période où Staline joue les premiers rôles ? Hélas, guère. Que l'on en juge sur pièces ! Évoquant la situation à la veille de la Seconde Guerre mondiale, il nous affirme : « *Il est difficile d'évaluer la part des considérations d'ordre moral et émotionnel dans les décisions de Staline* » (page 295). Quelles « *consi-*

dérations d'ordre moral » auraient bien pu émouvoir Staline au lendemain d'une Grande Terreur dont Khlevniuk offre une vision accablante ? Un peu plus loin, évoquant l'assassinat de Léon Trotsky, il s'interroge : « *Était-il animé par une soif de vengeance ou par la peur de voir les trotskistes présents sur le territoire soviétique quand la guerre éclaterait ?* » (page 306). Étrange question : en 1938, Staline avait fait fusiller la quasi-totalité des trotskystes et il en restait au mieux une dizaine en vie, et encore ; pour la moitié d'entre eux, comme Ivan Vratchev, le survivant par miracle, interné au Goulag. Certes, la police politique distribuait largement l'étiquette de trotskystes à ses victimes sans le moindre rapport avec la réalité. Ainsi Evguénia Guinzbourg, dans *Le Vertige*, raconte l'histoire d'une paysanne accusée d'avoir été « trotskiste ». Comme elle ne comprend pas le sens de ce mot, elle pense qu'on l'accuse d'avoir été « traktoriste », c'est-à-dire d'avoir conduit un tracteur... ce que, pourtant, dit-elle, elle n'a jamais fait. Ainsi, si le Goulag pouvait recenser officiellement en 1953 un peu plus de 1 800 trotskystes, l'étiquette était pour 99,9 % d'entre eux un pur produit de la pauvre imagination policière. Staline savait fort bien qu'il avait nettoyé le pays de tous ses opposants politiques et de ces derniers en particulier. L'interrogation que soulève Khlevniuk n'a donc pas de sens.

Lyssenko ? Connais pas

En revanche, il oublie d'analyser des pans entiers du stalinisme. Ainsi, on cherche en vain le nom de Trofim Lyssenko dans sa biographie. Pourtant, cet agronome charlatan, qualifié de « *paysan aux pieds nus* » par la propagande, occupe une place importante dans le stalinisme et représente sans doute le symbole le plus achevé de la politique de Staline dans le domaine de la culture et des sciences. En promouvant cet agronome au sommet,

Staline a concocté le mélange caractéristique de son système : du bluff et de la répression contre toute forme de pensée indépendante, même dans les domaines les plus lointains de la politique. Aucune des promesses de plantes et de moissons mirifiques annoncées par Lyssenko et répercutées par la propagande officielle n'a jamais connu le plus petit début de réalisation, sans que jamais Staline le lui reproche. En revanche, le monde des généticiens soviétiques a été terrorisé, laminé, et la génétique soviétique liquidée pour toute une génération ou presque.

Le stalinisme, une utopie sociale

Après avoir donné un tableau des conditions de vie privilégiées de la nomenklatura et de la misère d'une population ouvrière et paysanne, dont la grande masse avait un niveau de vie équivalent à celui de la population du Goulag au même moment, Khlevniuk conclut sa biographie en qualifiant le stalinisme d'« *utopie sociale* » (page 559). Selon *Le Robert*, l'utopie est « *un idéal, une vue politique ou sociale qui ne tient pas compte de la réalité* ». Le stalinisme serait donc la vengeance grimaçante d'une réalité forcée, voire torturée, au nom d'un idéal irréalisable. Mais le stalinisme, en promouvant le pouvoir d'une nomenklatura – ou bureaucratie – avide et vorace, et la dictature de son incarnation et de son maître omnipotent, tient compte de la réalité, comme le soulignent les multiples étapes de son développement : la Grande Terreur pour matraquer, entre autres, une paysannerie réticente à la collectivisation effectuée à la mitrailleuse, le pacte germano-soviétique d'août 1939, l'étroite subordination des partis communistes du monde entier aux intérêts du Kremlin ou la priorité donnée par ce dernier au lendemain de la guerre de 1940 à la construction forcenée de la bombe atomique. Rien de moins utopique. ■

Perle

La nonne et Bernard Thibaut

Nous avons relevé sur le blog de Robert Duguet cet échange épistolaire inhabituel datant de novembre 2004 – authentique ! – entre une sœur visitandine de Nantes et celui qui était à l'époque secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault.

Lettre adressée par Sœur M. à la CGT

« Madame, Monsieur,
Religieuse cloîtrée au monastère de la Visitation de Nantes, je suis sortie cependant, le 19 juin, pour un examen médical. Vous organisiez une manifestation. Je tiens à vous féliciter pour l'esprit bon enfant qui y régnait. D'autant qu'un jeune membre de votre syndicat m'y a fait participer ! En effet, à mon insu, il a collé par derrière, sur mon voile, l'autocollant CGT après m'avoir fait signe par une légère tape dans le dos pour m'indiquer le chemin. C'est donc en faisant de la publicité pour votre manifestation que j'ai effectué mon trajet.

La plaisanterie ne me fut révélée qu'à mon retour au monastère. En communauté, le soir, nous avons ri de bon cœur pour cette anecdote inédite dans les annales de la Visitation de Nantes.

Je me suis permis de retraduire les initiales de votre syndicat (CGT = Christ, Gloire à Toi). Que voulez-vous, on ne se refait pas. Merci encore pour la joie partagée. Je prie pour vous.

Au revoir, peut-être, à l'occasion d'une autre manifestation...

Sœur M. »

Réponse du secrétaire général de la CGT

« Ma sœur,
Je suis persuadé que notre jeune camarade, celui qui vous a indiqué le chemin, avait lu dans vos yeux l'humanité pure et joyeuse que nous avons retrouvée dans chacune des lignes de votre lettre.

Sans nul doute il s'est agi d'un geste inspiré, avec la conviction que cette pointe d'humour "bon enfant" serait vécue comme l'expression d'une complicité éphémère et pourtant profonde.

Je vous pardonne volontiers votre interprétation originale du sigle de notre confédération, car nous ne pouvons avoir que de la considération pour un charpentier (1) qui a révolutionné le monde (2).

Avec tous mes sentiments fraternels et chaleureux.

Bernard Thibault, secrétaire général
de la CGT. »

(1) Thibault confond le Christ avec son père Joseph ! (NDR)

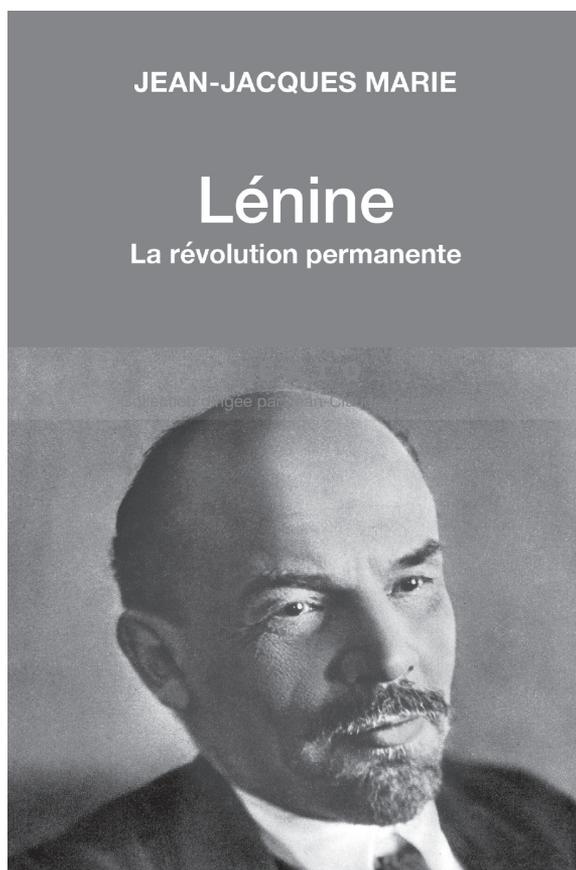
(2) Le Christ aurait « révolutionné le monde ». Du point de vue d'un responsable syndical, c'est quand même un peu exagéré... (NDR)

Vient d'être édité en poche

Lénine

La révolution permanente

première édition chez Payot en 2011



D.R.